

A red ink drawing of a raised fist, rendered in a sketchy, expressive style. The fist is the central focus, with lines radiating from it to suggest movement or force. The drawing is done in a vibrant red ink on a light-colored, slightly textured paper.

**PLATE-FORME**

**AUTOGESTIONNAIRE**

**BRETONNE**

**janvier 1978**

## Avant-Propos

Cette "plate-forme autogestionnaire bretonne" constitue le point actuel de l'analyse et des propositions politiques de la Fédération Bretonne du P.S.U.

### Une organisation politique du peuple breton ...

Créée le 16 février 1975 à LORIENT, la Fédération Bretonne du P.S.U. est une fédération de l'actuelle "minorité" nationale bretonne.

Le P.S.U. reconnaît en effet l'existence sur le territoire hexagonal de peuples différents par leurs histoires et leurs cultures, et il a commencé à en tirer toutes les conséquences.

Tout d'abord dans ses structures : ainsi, notre Fédération n'est plus organisée sur la base des départements. Elle réunit des militants du Finistère, du Morbihan, des Côtes-du-Nord, de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique, sur la base de sections, districts ou pays. Elle est dotée d'une Direction Politique Bretonne élue et représentative. Elle se réunit une fois par mois, et beaucoup apprécie la richesse et la qualité de ses débats. Elle possède son organe politique autonome : le bi-mensuel "Le Combat Socialiste".

### LA PERIODE ACTUELLE : VA-T-ON DEBOUCHER SUR UNE MOBILISATION POPULAIRE ?

C'est la question que nous nous posons tous.

La prétendue "crise" du régime et de la bourgeoisie, nous l'avons déjà longuement analysée et nous avons montré qu'il fallait parler plutôt d'une "restructuration du capitalisme", pour maintenir son taux de profit malgré les nouveaux coûts de production. Elle se traduit par un accroissement du chômage, la hausse des prix, la déstructuration économique de régions déjà sérieusement touchées. Elle s'accompagne d'une exacerbation du pouvoir des patrons et par une répression féroce contre les militants syndicaux, culturels et nationalitaires.

LA CRISE A GAUCHE est un phénomène suffisamment neuf pour laisser planer plusieurs incertitudes. Dès son origine, le P.S.U. a souligné les contradictions du "Programme Commun", aujourd'hui publiquement révélées par son échec. Du virage à droite du PS aux ambiguïtés du PCF et de son "union du peuple de France" et de tous les mécontents, il ne sortira rien de bon pour la classe ouvrière. Le P.S.U. n'a pas l'intention - et en Bretagne moins que partout ailleurs - de servir d'allié à l'un ou à l'autre. Il développe sa stratégie autonome.

Nous pensons en effet que le problème politique se pose en certes en termes d'UNITE POPULAIRE, mais aussi et surtout, en termes d'ALTERNATIVE POLITIQUE au vide laissé par le programme dit "commun".

C'est dans ce contexte que s'est située l'assemblée de LORIENT des 22/23 octobre 1977, qui a réuni 120 militants du PSU Breton ou du courant autogestionnaire pour l'élaboration d'un avant-projet de plate-forme autogestionnaire bretonne.

Nous avons tout d'abord constaté l'existence d'une convergence autogestionnaire en Bretagne. Atravers les luttes, à travers les Etats Généraux pour l'Autogestion, nous avons rencontré des militants (et parfois des organisations) de la gauche syndicale: de la C.F.D.T., de la C.S.F., de la C.S.C.V., des Paysans-Travailleurs, des mouvements bretons culturels ou nationalitaires, des C.L.I.N. et C.R.I.N. et des mouvements écologiques, des non-violents ou des objecteurs de conscience, des militants d'extrême-gauche, parfois.

Mais au-delà des luttes, il s'agit aujourd'hui de répondre à l'attente des travailleurs de BRETAGNE, en leur offrant de nouvelles perspectives, une nouvelle société à réaliser sous leur contrôle, en un mot, celle de l'AUTOGESTION SOCIALISTE.

#### L'AUTOGESTION SOCIALISTE , QU'EST-CE QUE C'EST ?

Pour nous, l'AUTOGESTION SOCIALISTE, c'est l'EXERCICE DU POUVOIR PAR LES TRAVAILLEURS à tous les niveaux de la vie politique, économique et culturelle. Le pouvoir des travailleurs s'exerce par la DEMOCRATIE DES CONSEILS dans les entreprises, les quartiers, les communes, les pays, et dans les différents états des nationalités reconnues parmi les peuples de France, confédérés ou non. Le pouvoir des travailleurs suppose l'APPROPRIATION COLLECTIVE DES MOYENS DE PRODUCTION ET D'ECHANGE

Si telle est notre "utopie", nous savons qu'il faut cependant ménager des étapes. Nous en distinguons trois :

. la première, c'est celle de NOTRE COMBAT QUOTIDIEN, c'est celle qui vise à renforcer la crise de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat, par notre lutte dans les mouvements de masse et par notre expression politique autonome ;

. la seconde, ce sera celle de l'AFFRONTMENT REVOLUTIONNAIRE, déclenché par l'inévitable réaction de la bourgeoisie devant la montée du pouvoir populaire ;

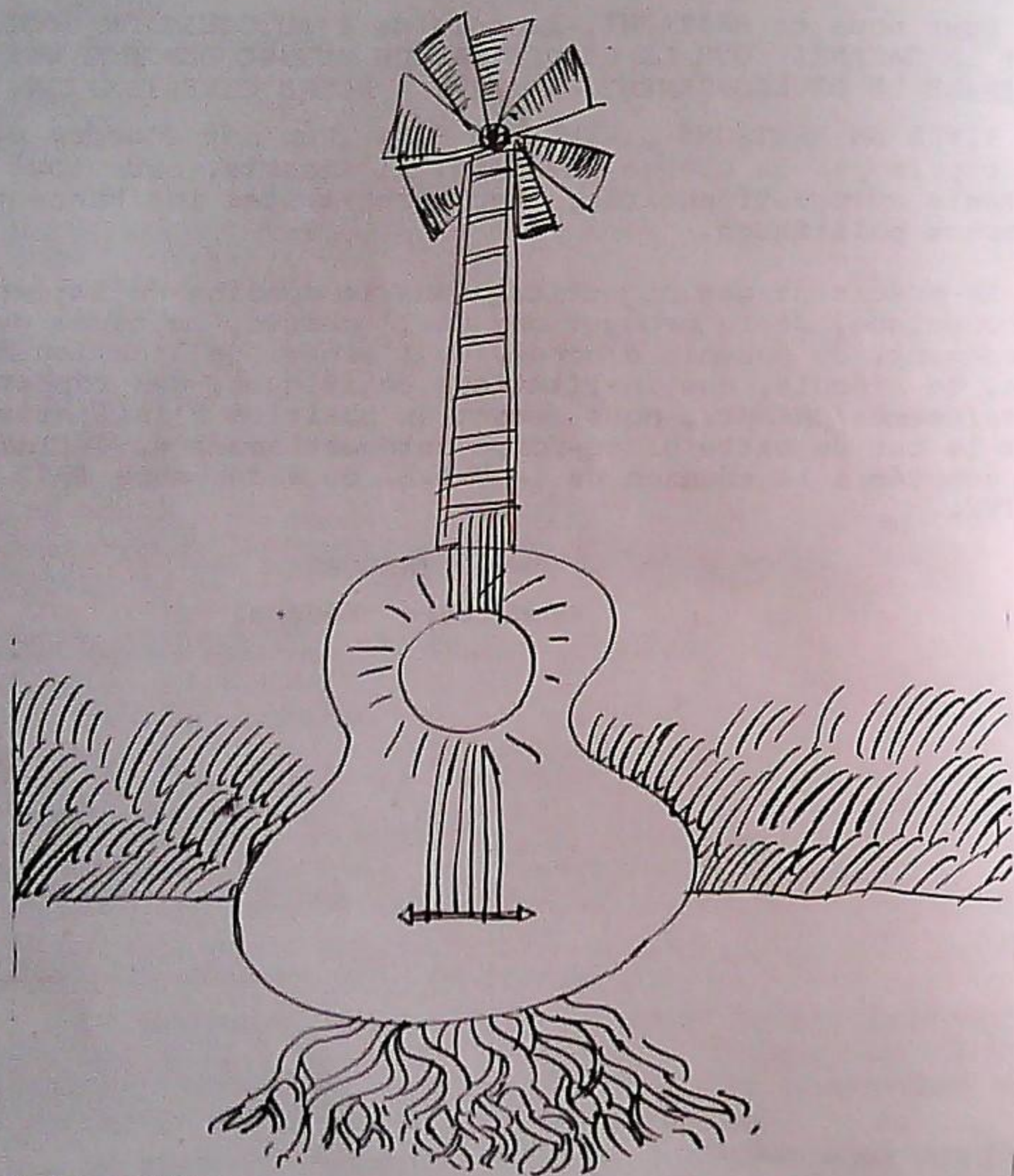
. la troisième, qui sera certainement longue, c'est celle qui correspondra au développement de la SOCIETE DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME, puis vers le COMMUNISME ...

Pour nous en BRETAGNE, la voie de l'AUTOGESTION SOCIALISTE c'est LA GARANTIE QUE LE PEUPLE BRETON PUISSE DEFINIR UNE VOIE ORIGINALE DE DEVELOPPEMENT, ADAPTEE A NOTRE CIVILISATION.

VIVRE EN BRETAGNE , VIVRE AU PAYS , un mot d'ordre désormais repris par la classe ouvrière. Il importe, pour tous les militants autogestionnaires, d'en tirer toutes les conséquences en termes politiques.

En précisant nos objectifs, dans le domaine de la croissance économique, de la production, de l'énergie, du cadre de vie, du logement, du pouvoir d'achat, de l'armée, de l'action culturelle, de l'école, des institutions politiques, des rapports hommes/femmes/enfants, nous serons en position d'initiative. C'est le but de cette plate-forme autogestionnaire, définitivement adoptée à la réunion de la D.P.B. du 3 décembre 1977 à PONTIVY.

Paul TREGUER  
Secrétaire Fédéral



## Raklavar

Ar bladenn emverañ vreizhat-mañ a zo sonjoù hiziv ha Kin-  
nigoù politikel ar PSUB ( Pobl Socialist Unvanet e Breizh ).

Ur strollad politikel evit pobl Vreizh...

Krouet en Oriant d'an 16<sup>vet</sup> a viz C'houevrer 1975 Kevre-  
digezh PSUB a zo kevredigezh "broadelezh-suj" Vreizh a vremañ.

Anzav a ra ar PSU, ma 'z eus war douar ar C'houec'hgorn  
pobloù disheñvel dre o istor ha dre o sevenadur. Kroget eo da  
vevañ gant an anzav-se.

Da gentañ en e stumm : n'eus ket ken evit hor c'hevredi-  
gezh a zepartamantoù. Bodañ a ra militanted Penn ar Bed, Mor-  
bihan, Aodoù an Hanternoz, Il ha Gwilun ha Loar Atlantel, e ke-  
vrennoù, kordenoù ha broioù. Bez'ez eus ur Renerezh politikel  
breizhat, dilennet ha kiriek. Podet e vez ur wech ar miz. Meur  
a hini a gav pinvidik ha fetis e vreujoù. "Le Combat socialiste  
PSU.Bzh" a zo he c'helaouenn bolitikel dezhi hec'h-unañ ( div  
wech ar miz ).

AMZER VREMAN : DAOUST HA PREST EO AR BOBL D'EN EM SEVEL ?

Hor goulenn eo deomp-holl.

Pell'zo hon eus meizet dija war enkadenn ar renadurezh-  
stad hag enkadenn ar vourc'hizhien. Un adstummadur eus ar gapi-  
talisted an hini eo, evit derc'hel uhel ar gounid, daoust d'ar  
frejoù nevez evit produiñ. Treiñ a ra en un dilabour kresket,  
er prizioù kresket, e distruj ekonomiezh ar rannvroioù. Dont a  
ra da heul, galloud kresket ar batroned, stourm dre zindan a-  
eneb militanted ar Sindikajoù, ar sevenadur, ar brodioù.

ENKADENN AN TU KLEIZ a zo un dra nevez awaloc'h : diaes  
gwelet sklaer. Diouzhtu embannet ar "Roll labour boutin", ar  
PSU en deus diskouezet e d'... ken fraezh hiziv da heul  
e dro-wenn.

Treiñ war an tu dehou ar PS, komzoù diaes da gompren ar PCF,  
( "Unvaniezh Pobl Vro C'hall" hag eus an holl dud drouklaouen)  
ne rañ vad ebet d'al labourerien. N'eus ket c'hoant ar PSU, nag  
e Breizh, nag el lec'hioù all d'ober mevel gant an eil pe gant  
egile. Ober a rañ e labour e-unan.

Politikel eo evidomp ar gudenn : UNVANIEZH AR BOBL hag  
ivez, ha dreisthollan HENT POLITIKEL NEVEZ da gemer plas losket  
goullo ar roll-labour "boutin".

Bodet eo bet er spered-se, en Oriant (22:23 a viz Here 1977)  
I20 a vilitanted eus ar PSUB, pe eus ar gostezenn emverañ evit  
sevel rakvennad ar bladenn-emverañ.

Kavet hon eus da gentañ ur gwir spered emverañ e Breizh  
a-bezh. Dre ar stourmoù, dre Bodadeg Veur an Emverañ, hon eus  
kejet gant militanted (hag a-wechoù kevredigezhioù) an tu kleiz  
sindikel, CFDT, CSF, CSCV, paizanted-labourerien, kevredigezhioù  
breizhat, sevenadurel ha broadelourien, CLIN, CRIN ha kevredi-  
gezhioù ekologieel, nann-drougerien, pe a-eneb d'ar c'honjez,  
militanted an tu kleiz pellañ, a-wechoù.

Dav eo en tu-all d'ar stourmoù, respont d'al labourerien e  
Breizh, en ur rei dezho kelou un amzer da zont disheñvel, kelou  
ur gevredigezh nevez da sevel o-unan-penn hag evito, da laret  
eo, an EMVERAN SOSIALIST.

#### PETRA EO AN EMVERAN SOSIALIST ?

Evidomp-ni an EMVERAN SOSIALIST a zo ar galloud d'añ la-  
bourerien e pep lec'h, er vuhez politikel, ekonomiek ha sevena-  
durel. Galloud al labourerien a rañ perzh dre DEMOKRATIEZ AR  
C'HUZULIOU el labouradegoù, er c'hornvroioù, er parrezioù, er  
broioù hag e kement stad ar broadoù anavezet e pobloù Bro C'hall  
(kengevredet pe nann). Galloud al labourerien a c'houlenn ivez  
PERC'HENNAN A-GEVRET HOLL BINVIOU AR PRODUIN HAG AN ESKEMM.

Hon "hufivre" eo. Dav dimp, memes tra, kaout pazennoù : teir  
a zo evidomp-ni :

.da gentañ HOR STOURM PEMDEZIEK, da laret eo, kreskiñ diaes-  
terioù ar vourc'hizien hag diaesterioù o stad dre hor stourm  
e omsavioù al labourerien, dre hol lavar politikel deomp-ni;

.d'an eil ar STOURM DISPAC'HEL da heul enebiezh ar vour-  
c'hizien e-tal ar bobl o sevel.

.d'an deirvet, hag an hirañ, amzer ar c'herzhout dre UR GE-  
VREDIGEZH o kemm war-zu AR SOSIALISTELEZH, ha, da c'houde, AR  
VOUTINELEZH.

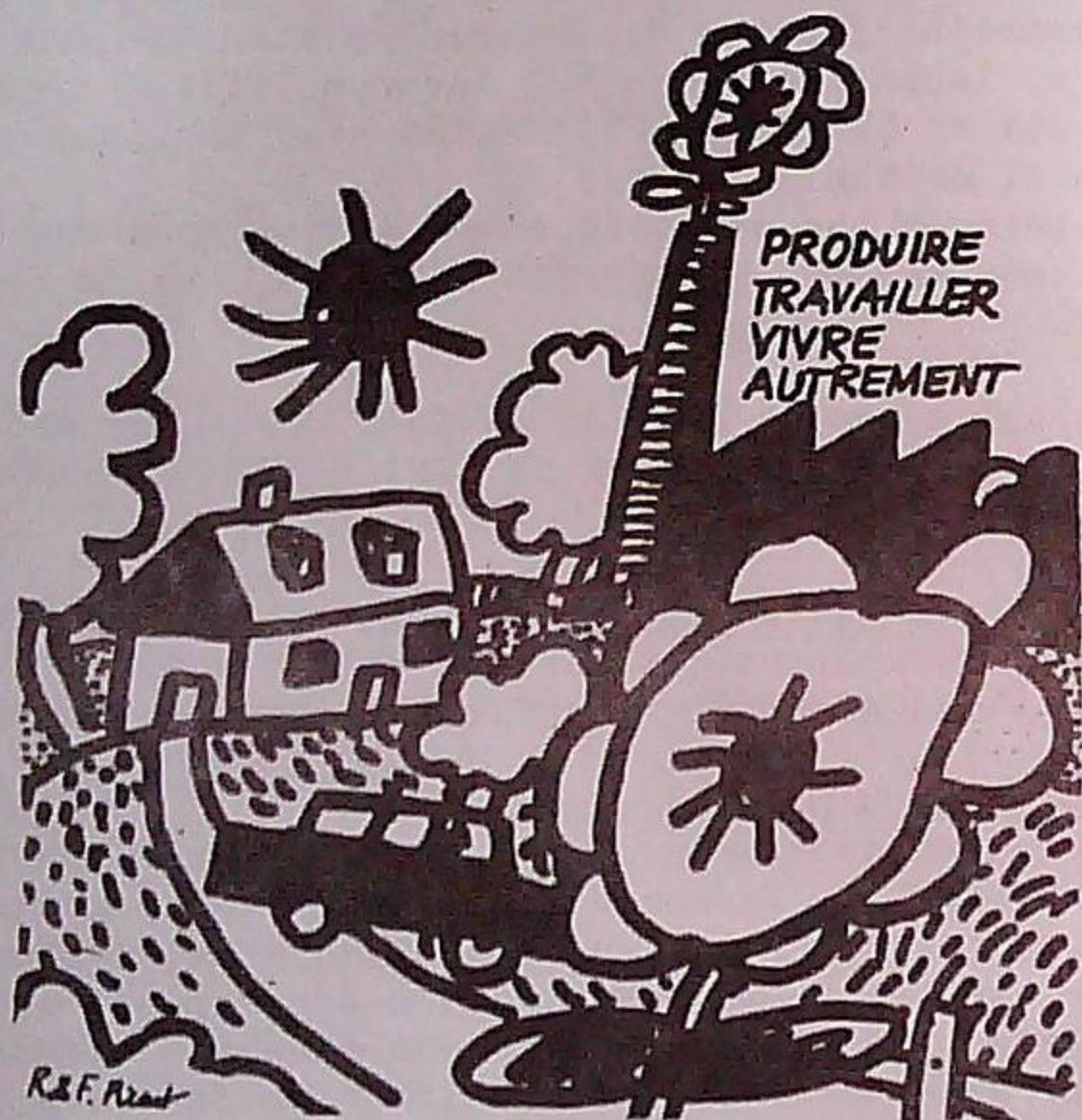
Evidomp-ni e Breizh hent an EMVERAN SOSIALIST azo BEZAN  
SUR MA HELLO POBL VREIZH KROUIN UN HENT DEZHI-HEC'H-UNAN EVIT  
KRESKIN HERVEZ HOR SEVENADUR

Bevañ e Breizh, bevañ er vro, ur ger-stur adkemeret hivi-  
ziken gant al labourerien. Ret eo d'an holl militanted an em-  
verañ tennañ o mad dioutañ en ur dreifi anezhan e menozioù po-  
litikel.

E penn kentañ ar stourm e vimp, en ur spisaat hor palioù  
war dachenn kreskiñ an ekonomiezh, ar produiñ, an nerzhioù, ar  
bed war-dro, al lojañ, ar galloud-prenañ, an arme, ar stourm se-  
venadurel, ar skol, ar framm politikel, an darempredoù gwazed:  
merc'hed bugale. Amañ eo pal ar bladenn-emverañ-se, kemeret da  
vat e bodadeg Renerezh Politikel Breizh d'an 3e a viz Kerzu  
1977 e Pondi.

Paol TREGER

Sekretour ar Gevredigezh



## LA PLATE-FORME

### ET COMMENT S'EN SERVIR

---

CE QU'elle est :

Le point des propositions politiques du PSU-Bretagne dans le cadre d'une arrivée au pouvoir de la gauche, puis d'une marche vers le socialisme. Il s'agit bel et bien d'un PROJET DE SOCIÉTÉ de transition au socialisme autogestionnaire.

Nos propositions	page
• du contrôle ouvrier à l'autogestion	14
• la terre à ceux qui la travaillent	30
• contre l'emprise du capitalisme sur la mer	38
• Bretagne et écologie	40
• un logement pour tous	58
• contrôler la consommation	70
• un statut particulier pour la Bretagne	74
• femmes, libérons-nous	84
• changer les rapports hommes, femmes, enfants	90
• travailleurs, contrôlons l'école	96
• quelle culture populaire en Bretagne	100
• pour une défense populaire	110

CE QU'ELLE N'EST PAS :

La plate-forme autogestionnaire bretonne ne prétend pas être complète. Les objectifs proposés correspondent aux secteurs de lutte animés en Bretagne par les militants autogestionnaires. Nos propositions ne sont pas avancées dans un cadre isolationniste. Bien au contraire, elles ont été précédées d'une réflexion d'ensemble sur le capitalisme à l'échelle hexagonale, dans ses inter-relations multinationales (voir en particulier le n° 5 de PSU-BRETAGNE DOCUMENTATION : "emplois, agriculture et industrialisation de la Bretagne" J.B. HENRY, à commander à PSU-Bretagne 28 rue Kérivin BREST 29200 - le n° 5F )

Nos propositions s'inscrivent en outre dans la campagne menée par le P.S.U. pour VIVRE , PRODUIRE ET TRAVAILLER AUTREMENT , et qui a débouché au Conseil National de LIMOGES (novembre 1977) sur la rédaction d'un programme global pour l'Hexagone.

COMMENT S'EN SERVIR ?

Le capitalisme et sa recherche du profit maximum ont créé des hommes et des femmes "éclatés" qui ont du mal à joindre les deux bouts de leur vie. Souvent enfermés dans des " tiroirs " (celui du travail, celui du logement, celui de l'école, celui de l'armée, celui de la culture, etc), ils ont du mal à prendre en charge la totalité de leur vie.

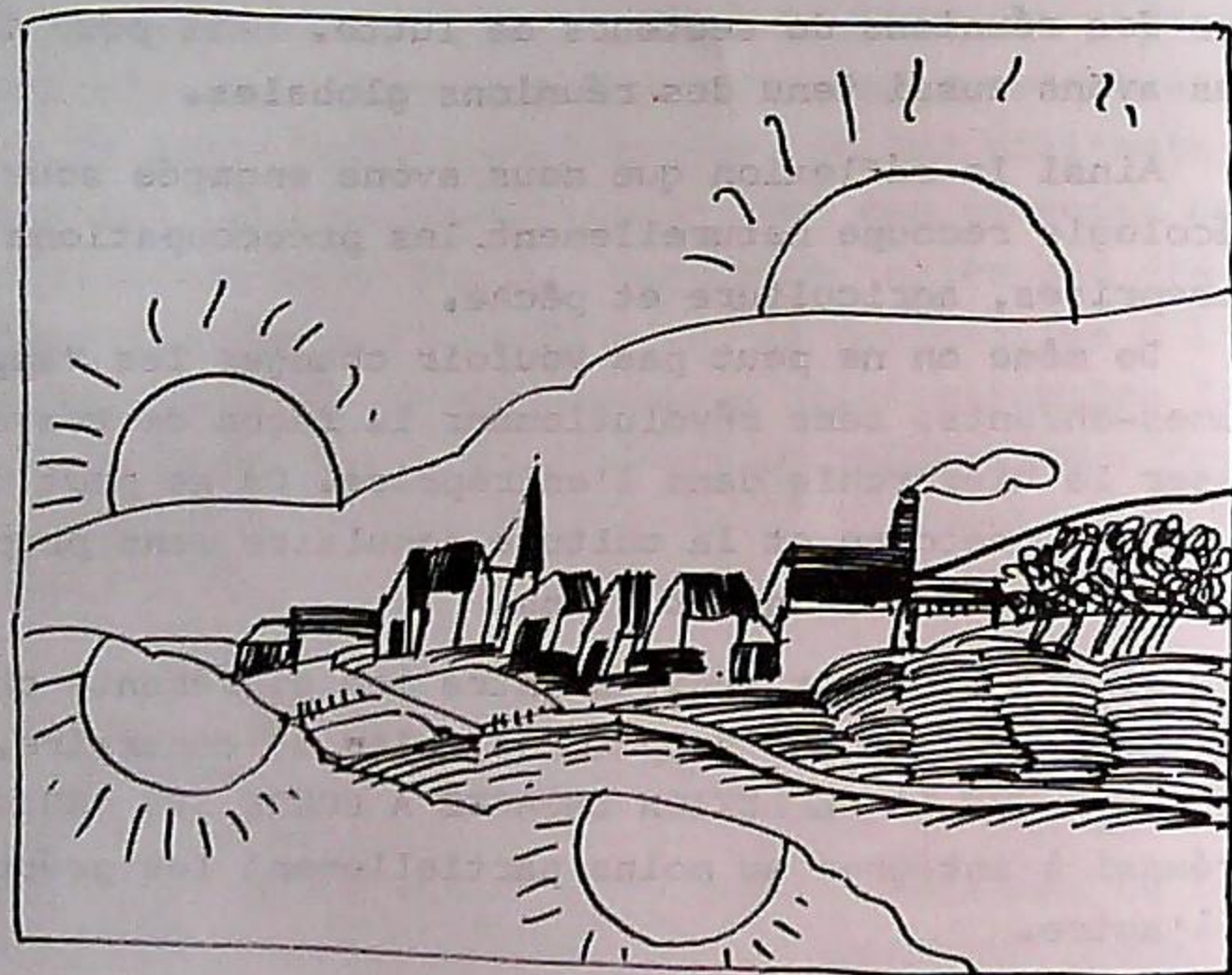
Le mode de préparation de la plate-forme nous a conduits à tenir compte de ces " tiroirs ". C'est ainsi qu'ont été organisées des réunions de secteurs de lutte. Mais pour les dépasser, nous avons aussi tenu des réunions globales.

Ainsi la réflexion que nous avons engagée sous l'angle de l'écologie recoupe naturellement les préoccupations des secteurs entreprises, agriculture et pêche.

De même on ne peut pas vouloir changer les rapports hommes femmes-enfants, sans révolutionner la façon de travailler, sans casser la hiérarchie dans l'entreprise. On ne peut développer la langue bretonne et la culture populaire sans proposer une transformation des institutions.

Il y a donc des redites entre les différents chapitres. Nous ne les avons pas supprimées, bien au contraire. Car c'est LA PREUVE QUE LA REFLEXION ENGAGEE A PORTE SES FRUITS : chacun a réussi à intégrer au moins partiellement les préoccupations de l'autre.

Alors, amis lecteurs, ne découpez pas cette plate-forme. Il faut la prendre dans son ensemble. Et la critiquer pour l'enrichir .....



# Du Contrôle Ouvrier

## à l'Autogestion

UN PREALABLE : DEMYSTIFIER L'INDUSTRIALISATION CAPITALISTE

Les propositions qui suivent - pour le contrôle ouvrier dans les entreprises - ont été précédées d'une analyse très complète de "L'emploi et l'économie en Bretagne". Nous ne pouvons que renvoyer nos lecteurs au PSU-Bretagne Documentation n° 5, qui en reprend le texte intégral.

Rappelons cependant quelques "réalités bretonnes" :

### I - La restructuration de l'économie française

Cette restructuration est commandée par les limites de l'accumulation du capital imposées surtout, d'un côté, par les luttes des peuples colonisés d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, de l'autre par l'extension de l'impérialisme américain et la concurrence des autres bourgeoisies industrielles, et enfin par la combativité ouvrière.

Elle a obligé les capitalistes à réorienter leur stratégie et cela s'est traduit par :

- le repli sur la base métropolitaine des capitaux coloniaux qui sont recyclés dans de nouvelles activités, et qui recherchent les "gisements" de main-d'oeuvre disponible (régions agricoles, femmes, principalement).

- l'industrialisation accélérée de l'économie, la concentration du capital et la liquidation des secteurs d'activité "traditionnels". Ce nouvel aménagement du territoire, qui a nécessité une intervention croissante de l'Etat ("planification"), a eu pour conséquences :

§ une extension rapide des rapports capitalistes dans de nouveaux secteurs (agriculture, commerce, etc) et de nouvelles régions (Bretagne par exemple) ;

§ un développement des contradictions au sein de la bourgeoisie, entre le capital monopoliste de plus en plus multinational et lié à l'impérialisme U.S., et la petite et moyenne bourgeoisie menacée dans ses intérêts qui tend à réagir nationalement (type gaullisme) ou régionalement (type CELIB) ;

§ un développement et une transformation des luttes de classes par des hommes et des femmes confrontés à l'instabilité de l'emploi, à la mobilité forcée, aux cadences et au travail déqualifié et parcellisé.



2 - La politique "industrielle" capitaliste n'aboutit pas en Bretagne à la création d'emplois. Il ne compense même pas la régression de la paysannerie ou l'émigration :

Région programme	1954	1962	1968	1975
total des actifs :	I.403.460	I.317.786	I.347.504	I.390.4

Depuis 1975 le niveau se dégrade de nouveau et en 1977 on doit se trouver dans la situation de 1962 !

3 - L'industrie bretonne se caractérise entre autres par la proximité de deux secteurs très différents :

- les grosses entreprises (23% de la population active industrielle) ,
  - les entreprises de petite taille ,
- alors que les entreprises moyennes ont beaucoup de mal à progresser.

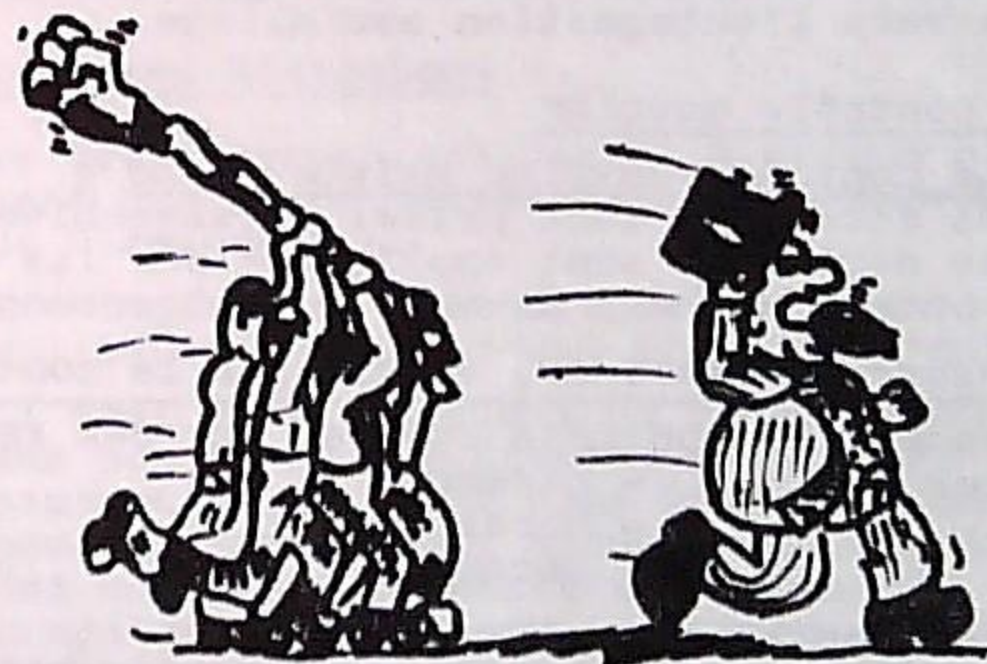
D'autre part on peut noter l'importance des "entreprises publiques", la pénétration du capital étranger (le financement du capitalisme breton est extérieur à la Bretagne et souvent à la France).

Enfin la Bretagne retrouve aujourd'hui un pourcentage de salariés du tertiaire (47%) identique à celui de la France de 1968-70.

4 - L'aspect structurel: contrairement à une idée reçue, la classe ouvrière est, de loin, le groupe le plus nombreux en Bretagne aujourd'hui. Ce groupe se renforce rapidement numériquement (36,2%), comme se renforce le groupe des employés et personnels de service, surtout depuis 68 (19,4%). Parmi les couches intermédiaires se situent des groupes en déclin prononcé comme les paysans, les artisans, les petits commerçants, les pêcheurs (environ 24%), et un groupe en expansion rapide, celui des cadres moyens (instituteurs, services médico-sociaux, techniciens et cadres administratifs : II, I%). Quant à la bourgeoisie, elle comprend aussi un groupe en déclin, celui des grands patrons de l'industrie et du commerce (I% environ), et un groupe qui s'accroît, celui de la bourgeoisie nouvelle constituée par les cadres supérieurs et les professions libérales (5, I%).

Comparée à la France entière, la structure des classes en Bretagne est donc caractérisée par une moindre importance des classes moyennes salariées, et un rôle plus grand des couches liées à la petite propriété individuelle. Ce dernier point veut dire que, d'un côté, la bourgeoisie peut rassembler de larges couches sur la base d'une "défense" de la petite propriété, mais aussi que, d'un autre côté, il existe en Bretagne une base de résistance à la prolétarianisation.

En résumé, depuis 20 ans, nous assistons, dans un processus contradictoire, à la désagrégation du bloc agraire et rural, et à la constitution d'un nouveau bloc urbain : la part de la population urbaine en Bretagne a atteint 59% en 1975, soit le niveau pour la France entière en 1954, illustration du décalage, ce qui ne veut pas dire retard, par rapport à la France (73% en 1975). Fait significatif aussi, ce sont les villes, et non plus les campagnes comme jadis, qui sont devenues le réservoir (bien affaibli) de la Bretagne !



- POUR DES EMPLOIS UTILES
- POUR LES 35H ET LE TEMPS DE VIVRE AUTREMENT
- CONTRE LA HIERARCHIE DES REVENUS ET DES FONCTIONS
- POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS DANS TOUTE LA VIE ECONOMIQUE

I - CONTROLER AUJOURD'HUI POUR DECIDER DEMAIN  
OU DU CONTROLE OUVRIER A L'AUTOGESTION

- L'axe essentiel pour une avancée vers le socialisme autogestionnaire, c'est le pouvoir aux travailleurs, c'est-à-dire la possibilité pour nous de décider tout ce qui concerne la manière de produire et le type de production.

- Dans la période actuelle en régime capitaliste, le contrôle ouvrier n'est qu'une certaine manière de lutter et ne peut donc être que partiel.

- Le contrôle ouvrier ne peut se développer que si le processus révolutionnaire s'engage (double pouvoir, socialisation des moyens de production, neutralisation de l'état capitaliste).

- Le contrôle ouvrier est donc à la fois :  
une politique actuelle  
un objectif

- Les pouvoirs de contrôle conquis par les travailleurs ouvrent le chemin vers l'autogestion socialiste.

Le contrôle ouvrier

a) Le contrôle ouvrier existe quand :

- les décisions sont prises en assemblée générale
- les décisions sont appliquées par les travailleurs (le patron est mis devant le fait accompli)

b) Assurer, réaliser, développer le contrôle ouvrier

. Assurer le contrôle ouvrier sur des revendications immédiates :

- cadences
- horaires
- sécurité

. Réaliser le contrôle ouvrier sur :

- la défense de l'emploi
- le contrôle de l'embauche
- le contrôle des salaires
- la formation continue

. Développer le contrôle ouvrier sur :

- quel emploi voulons-nous? (lutte contre les productions inutiles et le gigantisme)
- répartition des tâches pénibles et leur rotation
- remise en cause de la hiérarchie

- Parallèlement à l'avancée du contrôle ouvrier, les différentes formes de hiérarchie existant dans l'entreprise seront remises en cause par les travailleurs, que ce soit la hiérarchie des salaires et des revenus, la hiérarchie de fonction et de commandement.

- Concernant cette dernière, les travailleurs combattront la discipline héritée du capitalisme : l'autoritarisme, les brimades et sanctions, l'arbitraire et le despotisme des patrons ; ils détermineront eux-mêmes leur propre autodiscipline : la soumission, la "souplesse", l'acceptation de l'ordre établi ne seront plus de mise.

Par là même, les travailleurs enlèveront aux cadres leurs responsabilités en matière de discipline, de mutations, de licenciements au profit d'une tâche de conseillers techniques. De même qu'ils enlèveront aux cadres les privilèges qu'ils se sont octroyés : congés supplémentaires, restaurant, vestiaire, logement, transports particuliers, etc...

c) Comment exercer le contrôle ouvrier ?

- L'élection directe par les travailleurs de leurs délégués (avec possibilité permanente de les révoquer), doit leur permettre de garder la maîtrise de leurs décisions.
- les élections doivent se faire sur candidature libre et non sur liste syndicale. (les organisations syndicales devront garder leur autonomie)

d) Eviter toutes déviations

- Les travailleurs veilleront à ce que n'apparaissent pas de nouvelles formes de hiérarchie et de bureaucratie.
- L'autogestion doit assurer le pouvoir des travailleurs et non d'une fraction d'entre eux.
- Il faut être conscient du danger technocratique, car par leurs compétences mêmes, les techniciens peuvent peser lourd dans les décisions et peu à peu ceux-ci peuvent occuper le pouvoir. Il faudra constamment remettre en cause la division compétents-exécutants (rotation des tâches, révocabilité permanente, recomposition du travail, etc...)

e) Eviter les débordements extérieurs

Si la production est le centre du pouvoir capitaliste, si c'est avant tout dans l'entreprise que la classe ouvrière constitue une force suffisante à la révolution, il n'en demeure

pas moins vrai que l'exploitation capitaliste s'exprime aussi à l'extérieur, et qu'un contrôle complet nécessite un lien étroit entre les luttes à l'intérieur et à l'extérieur (exploitation sur les transports, le logement, la consommation, les loisirs, la santé, etc...).

D'autre part, l'appareil d'état bourgeois possède à l'extérieur de l'entreprise de redoutables armes :

- l'école
- l'armée
- la police
- la justice
- les moyens d'information (télé - presse)
- l'idéologie (famille, religion, etc...)

LE CONTROLE OUVRIER NE PEUT EN AUCUN CAS SE MUER EN AUTOGESTION AVANT QUE LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS NE SOIT EN VOIE D'ACCOMPLISSEMENT SUR L'ENSEMBLE DE LA SOCIETE.

## II.- LA HIERARCHIE DES SALAIRES ET DES REVENUS

La réduction des inégalités en matière de salaires et revenus doit être reliée à d'autres questions essentielles (lien avec la réduction du temps de travail, de la hiérarchie tout court, de compétence et de commandement).

D'autre part, les propositions que nous faisons tiennent compte de la période historique dans laquelle elles seront appliquées :

Immédiatement : Il convient d'améliorer substantiellement les salaires les plus bas en tenant compte des besoins des travailleurs, et ceci indépendamment de la nature et de l'emploi occupé.

En fonction des revendications avancées par les principales centrales syndicales (CFDT, CGT), un salaire de 2400F est considéré comme minimum (Mars 78)

Le SMIC actuellement lié aux emplois peu intéressants insalubres, pénibles etc... devra être un salaire permettant à un travailleur de vivre correctement.

Ensuite, dès que possible (dès l'arrivée de la gauche au pouvoir) engager un processus de réduction de la hiérarchie des salaires et des revenus. Ce processus devrait s'engager non par "décret" mais par un développement de la lutte des classes à l'intérieur des entreprises, avec une coordination par branche et par région, dans le cadre d'une planification

décentralisée.

Les objectifs que nous proposons sont les suivants :

- ARRIVER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE A UNE HIERARCHIE DES REVENUS DE L'ORDRE DE 1 A 5 APRES IMPOTS.

- Comment ?

Il faut distinguer les mesures internes aux entreprises et les mesures externes :

I) A l'intérieur des entreprises et par branche :

Constituer une grille unique des salaires qui devrait progressivement être unifiée au niveau inter-branche et inter-régional.

Dans les conditions actuelles cette grille devrait permettre d'aboutir aux résultats suivants :

- une augmentation de 300 F uniforme pour tous les salariés jusqu'à 3500F.
- une augmentation dégressive du pouvoir d'achat, pour les salaires entre 4000F et 5000F.
- un maintien du pouvoir d'achat pour ceux qui reçoivent entre 6000F et 7000F (environ 3 fois le SMIC).
- au-delà le pouvoir d'achat ne serait pas maintenu.

En plus et pour tous, une diminution du temps de travail serait accordée (l'objectif étant d'atteindre 35H par semaine) avec possibilité de réduction supplémentaire en raison d'une perte du pouvoir d'achat.

Mais, diront certains : est-ce que cela ne va pas accroître l'inflation et permettre aux patrons de reprendre d'une main ce qu'ils ont été contraints de lâcher de l'autre ?

Nous proposons, pour éviter l'inflation, QUE LES AUGMENTATIONS DES BAS SALAIRES SOIENT OBTENUS DANS UN PREMIER TEMPS, PAR REDUCTION DES HAUTS SALAIRES ET PAR UNE AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE.

En effet, la répercussion mécanique des hausses de salaires sur les prix à travers le profit n'a rien de mécanique et d'économiquement nécessaire. D'autre part, des gains sur le coût de la production peuvent être obtenus par une élimination

es privilèges, des sursalaires et de la maîtrise non en tant que couche salariée, mais dans sa fonction hiérarchique parasitaire.

Mais le contrôle des mécanismes de formation du profit qui détermine le niveau des prix n'est pas compatible avec le maintien de la liberté patronale. Elle implique un contrôle des travailleurs sur les salaires (il faut rendre obligatoire leur publicité dans les ateliers et les bureaux) et sur la formation des prix.

D'une manière générale les travailleurs doivent contrôler la répartition de la valeur créée par l'entreprise. Ceci aurait pour avantage d'accroître éventuellement la masse des salaires au détriment des profits. Des limites seraient fixées par branche et par région, pour éviter les disparités et le corporatisme d'une part, le maintien de la capacité de financement des entreprises d'autre part.

#### A l'extérieur des entreprises : la hiérarchie des revenus

Le salaire ne constitue pas l'unique source de revenus des ménages. Et dans un ménage il peut y avoir 2 salaires.

Par revenu on entend : le salaire et les bénéfices commerciaux et non commerciaux (honoraires des professions libérales, loyer de l'argent épargné ou d'immeubles, dividendes d'actions et obligations etc...).

L'écarterement des hauts revenus et leur unification progressive (écart de 1 à 5) passe par un prélèvement fiscal. On pourrait prévoir dans un premier temps l'imposition à 100% des revenus à partir de 10 fois le SMIC. Ces revenus seraient tendus publics dans les mairies.

Mais l'imposition doit tenir compte des situations familiales et du nombre de personnes à charge. Il serait tout aussi injuste de pénaliser le ménage dont le mari et la femme travaillent que de ne pas tenir compte de ces aspirations nouvelles (vivre autrement) et de faciliter le travail à tour de rôle de l'un ou de l'autre.

Pour tenir compte des situations familiales et notamment des personnes à charge (enfants, personnes âgées, handicapés, chômeurs) la couverture des besoins devrait se faire positivement par les prestations sociales en assurant des ressources minimales par personne.

La ponction fiscale et les prestations sociales seraient donc les 2 volets d'une même politique de réduction des inégalités en matière de revenus. Sans oublier l'épargne populaire (consommation différée) qui devrait être encouragée par une exonération d'impôt et indexée sur l'évolution du coût de la vie.

### III.- LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les conditions de travail sont déterminées par un mode de production qui détermine à son tour des rapports de production. L'objectif fondamental est de transformer ce rapport afin de changer les rapports sociaux dans les entreprises et hors de l'entreprise.

#### 1) Les objectifs prioritaires et immédiats

- la semaine de 35H en 5 jours, sans perte de salaire, avec possibilité d'une diminution progressive du temps de travail en fonction de la pénibilité des tâches (physiques ou psychiques).

- abaissement de l'âge ouvrant le droit à la retraite. Possibilité de départ anticipé pour ceux qui travaillent dans des conditions pénibles (les critères seraient à préciser par branche professionnelle). Mais cet abaissement devrait se faire progressivement à partir de 50 ou 55 ans pour éviter une coupure trop brutale.

- Il semble d'autre part préférable d'accorder un temps nécessaire (2ans) aux femmes ou aux hommes pour élever leurs enfants plutôt que de leur accorder une retraite anticipée (de 2 ans par enfant par exemple.)

- La 5ème semaine de congés et une supplémentaire pour les jeunes de moins de 18 ans.

#### 2) Le contrôle collectif des travailleurs sur les conditions de travail.

- contrôle des normes de production (cadences, horaires, etc...)

- détermination des règles de sécurité (pouvoirs accrus des CHS)

- contrôle de la médecine du travail et extension sur les chantiers (en collaboration avec les CHS).

#### 3) Pour travailler autrement

- suppression immédiate du salaire au rendement et suppression progressive du travail posté.

- réduction progressive et répartition collective des tâches pénibles et insalubres par une rotation des tâches qui n'épargnerait pas les compétents (par exemple : le ramassage des ordures ménagères pourrait très bien être organisé collec-

tivement et y participeraient travailleurs manuels et intellectuels).

#### 4) Pour une amélioration des conditions de vie liées au travail

Dans l'immédiat une amélioration et un développement des transports en commun s'imposent. De même qu'il est nécessaire de multiplier les cantines et restaurants sociaux;

La transformation des rapports sociaux passe aussi par un contrôle sur des secteurs entiers tels que :

- la santé
- l'habitat : prévoir des appartements insonorisés, prioritairement pour les travailleurs de nuit (journalistes, infirmiers, travailleurs postés, éboueurs, etc...)

#### 5) Les conditions de travail et la lutte contre la séparation du travail manuel/intellectuel.

REORGANISATION DU TRAVAIL ET RECOMPOSITION DES TACHES, de l'élaboration à l'exécution.

- contre la parcellisation du travail, le découpage en tranches,
- vers la suppression du travail à la chaîne répétitif.

### IV LES NATIONALISATIONS

Sont-elles nécessaires ?

Un minimum de "nationalisations" de secteurs-clés est immédiatement nécessaire, car elles représentent :

- une arme contre le sabotage économique
- un outil pour réorienter l'économie
- un moteur des transformations sociales.

Mais la question capitale pour le PSU, c'est LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE.

Nationaliser sous contrôle ouvrier, c'est décider collectivement :

- des structures de gestion émanant des ateliers et services (conseils d'ateliers)
- de la remise en cause des élus par les travailleurs (révocabilité)
- des conditions de travail
- de la finalité du travail
- de la levée des secrets dans l'entreprise
- de la hiérarchie

#### I) Elections et structures à mettre en place :

le pouvoir aux travailleurs ou aux technocrates, aux compétents ?  
Le pouvoir aux travailleurs ou aux syndicats ?

L'élection aux différents échelons (du conseil d'atelier au conseil d'entreprise) doit se faire par les travailleurs sur candidature libre.

Devant le danger de voir le pouvoir confisqué par les technocrates, la représentation des ouvriers et employés au sein des conseils doit être harmonisée par rapport à celle des cadres et des techniciens, de façon que la division en travail manuel / intellectuel (ou exécutants/compétents) ne conduise pas à donner aux cadres et aux techniciens la direction de fait de l'entreprise.

Les élus des conseils peuvent, dans la phase de transition, s'adjoindre des compétents, mais ce sont les conseils qui gardent le pouvoir sous le contrôle des travailleurs.

On peut aussi concevoir que des élus dans les conseils puissent avoir pour seule tâche de démocratiser à tous les échelons.

Quant à l'élection du directeur (ou du collectif de direction), elle doit être l'affaire des travailleurs.

Pour le PS : en proposant que le gouvernement détermine une liste d'aptitude, le PS révèle sa volonté de placer ses technocrates.

Le PC propose l'élection du président des entreprises nationalisées librement par le conseil d'administration où siègent les représentants des travailleurs. Mais pour le PC et la CGT, toutes les élections se font sur listes syndicales.

#### Le pouvoir aux travailleurs ou aux syndicats ?

En proposant les élections des conseils sur listes syndicales, le PC et la CGT veulent renforcer le pouvoir des syndicats, et non pas le pouvoir des travailleurs.

Ainsi, dans le monde paysan, apparemment le pouvoir des paysans existe :

- . des élections primaires ont lieu au niveau des cantons,
- . puis ceux-ci élisent des conseils d'administration par branches de production (lait, viande, céréales, etc) et secteurs géographiques,

Mais en définitive, le pouvoir reste aux mains des technocrates, avec une poignée des paysans les plus influents, et sous la domination de l'agro-alimentaire (équipes de managers techniques).

POUR LE P.S.U. , l'autonomie des organisations syndicales (ou de type syndical) doit être rigoureusement maintenue et garantie par rapport aux organes de pouvoir et aux partis politiques.

En tout état de cause, le droit de grève doit être garanti et quel que soit le secteur considéré.

### Quel rôle en tant que militant politique ?

Le problème n'est pas tant de savoir s'il faut ou non entrer dans les structures de gestion, mais plutôt comment être présent pour impulser l'avancée de la conscience révolutionnaire des travailleurs pour une marche vers le socialisme autogestionnaire.

### Structures à mettre en place :

La CFDT a défini un certain nombre de structures partant des conseils d'ateliers ou de services, des conseils d'établissement, des conseils d'entreprises, avec en parallèle des organes de contrôle (comité d'établissement, comité central d'entreprise).

La CGT propose des structures beaucoup plus centralisatrices et dirigistes (avec notamment la participation directe des organisations syndicales et des partis politiques au niveau des comités d'établissement).

POUR LE P.S.U. il importe que les décisions soient décentralisées au maximum et que s'exerce à tous les niveaux le contrôle collectif des travailleurs (notamment à partir des AG d'atelier ou de service.)

Aux organes de gestion doivent s'adjoindre des collectifs démocratiques de consommateurs et d'usagers qui participent à l'élaboration des plans et exercent également leur contrôle sur les entreprises (notamment en matière de qualité des produits).

Dans le cadre plus général du plan, les travailleurs et les usagers doivent étudier les reconversions nécessaires aux nouveaux besoins de la société, la disparition des secteurs parasitaires devant être élaborés et décidés collectivement.

### 2) Que faut-il nationaliser ?

a) Nous savons tous que c'est principalement sur l'étendue des nationalisations que la réactualisation du programme commun a échoué :

Pour le PC, il y avait principalement les 9 groupes, plus les filiales à plus de 50% ; donc c'est l'aspect juridique qui est prédominant.

Pour le PS, il y a les 9 groupes, plus les filiales à 98 ou 99% : c'est avant tout l'aspect financier qui prédomine.

POUR LE P.S.U. la nationalisation doit être franche. C'est L'ENSEMBLE DU GROUPE INDUSTRIEL qui est visé.

Ce qui n'empêche d'ailleurs pas de se limiter aux seules filiales contrôlées à plus de 50%, car :

- ce n'est pas tant leur statut juridique qui doit être déterminant, mais leur rôle économique et l'étendue de leur pouvoir. Exemple : qu'un certain nombre d'hôtels appartiennent à plus de 50% à un groupe nationalisé ne signifie pas qu'il soit rationnel de le faire passer dans le secteur public.

Par contre, toute entreprise bénéficiant d'un monopole de fait, dans des secteurs économiquement en pointe (notamment dans la recherche) devrait y être intégré, qu'un groupe nationalisé y détienne la majorité ou la minorité du capital social.

- Mais il ne s'agit pas de reproduire identiquement les groupes actuels, il faut définir de nouvelles entreprises en restructurant les groupes industriels existants, car leur organisation et leurs dimensions présentes sont essentiellement dépendantes d'une logique capitaliste de centralisation financière (bon nombre d'entreprises pourraient être décentralisées en "province" et en zone rurale).

b) L'ambiguïté sur le terme "nationalisation" doit être levée totalement. Pour le P.S.U., ce qui est important c'est L'APPROPRIATION COLLECTIVE DES MOYENS DE PRODUCTION ET D'ECHANGES.

Cette appropriation peut se faire effectivement par une "nationalisation" à l'échelle hexagonale mais également en Bretagne par une appropriation collective "régionale". Des appropriations "locales" ou de "pays" sont également envisageables sous le contrôle des travailleurs.

En vérité on ne peut discuter des nationalisations sans aborder le problème de l'Etat et de ses structures. Nous renvoyons ici nos lecteurs au chapitre "Institutions" ("Un statut particulier pour la Bretagne").

V.- VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS OU POUR UNE AUTRE CROISSANCE

I) Cette aspiration des travailleurs a été fortement exprimée ces dernières années en Bretagne, notamment lors de la grande manifestation de Nantes du 23 Octobre 1976.

De ces aspirations il ressort notamment :

- le droit de vivre et d'avoir un emploi (utile) pour chacun dans son pays.
- le refus de tout licenciement et de toute déportation
- l'embauchage massif pour améliorer :
  - \* les emplois pénibles ou dangereux
  - \* le service rendu aux usagers (dans les services publics notamment)
- le maintien des activités traditionnelles (pêche, agriculture)
- Un statut unique des travailleurs : égalité hommes - femmes - immigrés.

#### 2) Droit des femmes et des immigrés

- Fin de toute discrimination en ce qui concerne l'embauche, le salaire, le revenu, la promotion.
- suppression de toutes les discriminations liées au sexe, à la famille, à la grossesse, à la situation matrimoniale, s'opposant à l'accès des femmes à tous les emplois.

3) les emplois temporaires d'auxiliaires ou d'intérimaires doivent disparaître.

#### 4) Pour résorber le chômage

Pour le P.S.U. la semaine de 35H, sans perte de salaire, et avec embauche des effectifs correspondants, est l'élément déterminant pour parvenir à un emploi pour tous.

Les 35H, c'est aussi dégager du temps libre pour vivre autrement, pour partager les travaux ménagers au foyer ; pour militer sur le quartier, l'entreprise, etc... En un mot, pour participer à l'édification de la société autogérée.

#### 5) Un emploi pour tous, cela passe aussi par :

- la réduction des cadences
- la réorganisation du travail (suppression du travail de nuit lié à la production, ou passage à deux équipes dans de nombreux domaines).
- Interdiction des heures supplémentaires et récupération obligatoire des heures supplémentaires exceptionnelles
- Abaissement de l'âge de la retraite
- 5ème semaine de congés payés
- non cumul retraite et salaire mais le droit à la reconversion (formation permanente)

## VI.- CITOYENS DANS L'ENTREPRISE

La vie politique dans et hors entreprise nécessite l'existence et la réalité de divers partis acceptant chacun la loi socialiste, sans se considérer comme seuls représentants légitimes de la classe ouvrière.

Dans ce contexte nous demandons LA LIBRE EXPRESSION DES PARTIS POLITIQUES DANS LES ENTREPRISES.



# La Terre à Ceux qui La Travaillent

- GARANTIR UN REVENU DECENT DES PETITS PAYSANS  
ET REDUIRE LA DISPARITE DES REVENUS
- DEMANTELER LES BASTIONS DE L'AGRICULTURE CAPITALISTE
- PROMOUVOIR UN VERITABLE STATUT POUR LES FEMMES EN MILIEU  
RURAL
- DEFENDRE LES EMPLOIS LA OU ILS EXISTENT

## I . LE BILAN.-

L'évolution de l'agriculture bretonne est significative de l'évolution d'une agriculture traditionnelle utilisant une main-d'oeuvre nombreuse vers une agriculture de grosse production, liée à une industrie agro-alimentaire puissante. En ce sens, l'image des exploitations bretonnes des années 1970-1977 est une bonne traduction des visées du capitalisme sur les problèmes de l'agriculture.

Ce qui caractérise ces exploitations, ce sont principalement :

- l'orientation vers des productions animales qui demandent une importante main-d'oeuvre avec des secteurs nécessitant de grosses installations et de gros apports de capitaux (aviculture, production porcine), des secteurs demandant des installations plus légères (production laitière), mais impliquant souvent des contrats de productions avec des groupes coopératifs (production bovine).

- La réduction rapide de la population active qui va de pair avec l'extension de la surface moyenne des exploitations.

- L'endettement accru des paysans, les besoins en capitaux de la paysannerie s'accroissent pour financer essentiellement les achats fonciers, les consommations d'aliments, etc...

- La disparité entre la paysannerie d'affaires et la paysannerie traditionnelle (7% des exploitants disposent de 43% du revenu brut d'exploitation).





- L'apparition des contrats d'intégration entre: un paysan supportant tous les inconvénients (investissements lourds aucun revenu garanti) et une firme agro-alimentaire qui, sans aucun risque, empoche les bénéfices.

- L'industrialisation de l'agriculture met progressivement en évidence l'existence de couches sociales très différentes, c'est-à-dire :

a) les petits paysans (exploitations traditionnelle) que le capitalisme veut liquider (plan MANSCHOLT, rapport VEDEL, augmentation des prix agricoles en pourcentage et primes à la quantité favorisant les gros producteurs).

b) "les modernisés endettés", souvent jeunes, qui font un recours massif au crédit pour tenter de sortir de l'exploitation traditionnelle.

c) les paysans moyens qui dégagent généralement des marges d'autofinancement.

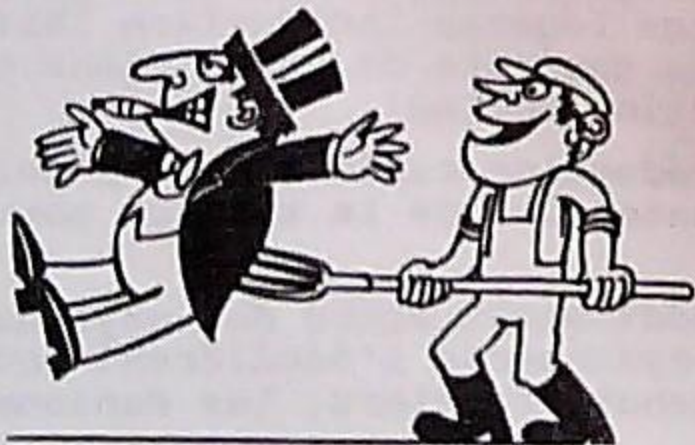
d) les gros paysans, les entrepreneurs capitalistes et les exploitations agro-industrielles qui dirigent de fait les organisations économiques et syndicales.

Pour les années à venir, le capitalisme veut planifier :

- la disparition des petits paysans,
- l'aggravation des conditions de travail pour les "modernisés-endettés" et leur dépendance accrue vis à vis du Crédit, des coopératives et des firmes.
- et dégager une couche de paysans "modernes et redoutables", véritables entrepreneurs à la recherche du profit.

Pour l'ensemble de la société bretonne c'est :

- l'exode rural et l'augmentation du chômage,
- une production agricole peut-être abondante mais de mauvaise qualité,
- une dégradation de l'espace rural.



## 2 . NOS PROPOSITIONS :

Il faut :

### I . LE DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS

- Maintien et extension des emplois dans l'agriculture (paysans et salariés agricoles)
- Limitation de la taille des ateliers pour répartir la production entre tous et empêcher la création de gros ateliers
- Maintien des petites exploitations (celles qui sont actuellement jugées "non-rentables" par le capitalisme)
- Transformation sur place des produits agricoles
- aide à l'installation des jeunes agriculteurs (suppression de la SMI, conditions de financement) pour qu'ils puissent vivre normalement sans avoir recours à un endettement trop lourd.
- favoriser les formules associatives (GAEC, banque de travail, entraide) pour permettre une réduction du temps de travail mais sans dépasser la taille limite des ateliers)

### 2 . POUR UN REVENU SUR ET DECENT

- Réduction des disparités actuelles de revenus dans l'agriculture par l'application d'un régime fiscal basé sur une reconnaissance véritable du revenu agricole.
- Paiement des produits agricoles sur la base du prix de revient, pour assurer un revenu décent (au moins le S.M.I.C.) dans la limite d'un certain volume de production (quantum). Au-delà de ce quantum, les prix seraient dégressifs.
- Suppression de toutes les primes qui deviennent injustifiées si les produits sont payés au prix de revient incluant un revenu décent.
- retraite des anciens exploitants à au moins 80% du S.M.I.C., comme dans les autres secteurs économiques.
- avance de revenus pour les jeunes qui s'installent.

### 3 . LE FONCIER, LA TERRE OUTIL DE TRAVAIL

## LE DROIT AU TRAVAIL PRIME SUR LE DROIT A LA PROPRIETE

Il faut :

- Extension des droits des SAFER pour qu'elles puissent : louer des terres et non pas seulement les revendre, garder ces terres un certain temps pour, en les regroupant, créer des exploitations viables.
- garanties accrues des fermiers face aux propriétaires
- les commissions départementales doivent être composées en majorité de petits et de moyens paysans,
- publicité à tous les niveaux des transactions foncières,
- empêcher l'urbanisation anarchique,
- à terme, la propriété ne doit plus être individuelle, mais collective : des commissions locales (composées de paysans et de ruraux) auront pour tâche de :
  - a) répartir les terres en fonction de leur destination (agricole, loisirs, urbanisme)
  - b) louer les terres aux agriculteurs qui en auront le plus besoin,
  - c) renforcer les garanties des fermiers,
  - d) dans le cas d'expropriation, remplacer l'outil de travail,
  - e) sauvegarder l'équilibre écologique, l'espace naturel.

## 4 . LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE

LE FINANCEMENT DEVRA ETRE UN MOYEN VERITABLE POUR LA  
REDUCTION DES INEGALITES ET LA REGULATION DE LA TAILLE  
DES ATELIERS.

Il faut :

- répartition équitable du crédit avec priorité à ceux qui en ont le plus besoin.

- orientation sélective des prêts pour bloquer le développement des gros agriculteurs (pas de prêts bonifiés au dessus du quantum).
- la durée des prêts et des taux d'intérêts doivent être adaptés aux types de production (roulement, besoins en trésorerie).

## 5 . A PROPOS DES COOPERATIVES

- La coopérative doit être au service des paysans (pour garantir son revenu) et non pas les paysans au service de la coopérative (pour le développement de son outil industriel).
- démantèlement des coopératives forteresses (type LANDERNEAU) actuellement contrôlées par les groupes bancaires.
- favoriser la création de petites coopératives de base au niveau local pour qu'il y ait véritablement contrôle des décisions par les paysans et les salariés.
- renforcement des garanties des producteurs face aux firmes dans les contrats d'intégration (garanties sanitaires, contrôle des aliments, revenu minimum garanti).

## 6 . LES FEMMES AGRICULTRICES

LES FEMMES AGRICULTRICES SONT DES TRAVAILLEUSES, RESPONSABLES  
A PART ENTIERE

Il faut que :

- la femme et l'homme aient les mêmes droits et les mêmes pouvoirs de décision sur la ferme :
  - choix des productions
  - répartition du travail
  - responsabilité et libre décision pour chacun pour organiser son travail.
  - participation aux réunions professionnelles et syndicales.

Il faut qu'ils aient les mêmes devoirs à la maison

- participation aux tâches ménagères
- éducation des enfants.

La vulgarisation agricole (et tous les moyens d'information et de formation) ne doivent pas enfermer les femmes dans leur rôle de femmes au foyer ou "gardiennes de la maison" mais

leur permettre de :

- se dégager du poids du milieu social,
- prendre contact avec d'autres et ne pas rester isolée,
- se situer clairement sur la ferme et ne pas être un bouche-trou ou une aide-familiale,
- avoir une information sur les méthodes de contraception et d'avortement.

Un véritable statut d'agricultrice doit garantir les droits des femmes dans l'agriculture (en tant que femmes et en tant que travailleuses.)

- Au niveau social, la femme agricultrice doit avoir les mêmes droits que les hommes (sécurité sociale, retraite, pension ...) et que les autres femmes (congés de maternité de 14 semaines et non de 2 semaines avec service de remplacement gratuit).

### 7 LES SALARIES AGRICOLES

- Abrogation du code rural et des particularismes agricoles et rattachement au code du travail pour obtenir les mêmes droits que les autres salariés.
- Application des mesures sociales demandées par les syndicats ouvriers (horaires, salaires, conditions de travail).
- garanties et extension des droits syndicaux
- droit d'intervention des salariés dans l'activité et l'orientation des exploitations agricoles ou des entreprises

### 8 LA PLANIFICATION EN AGRICULTURE

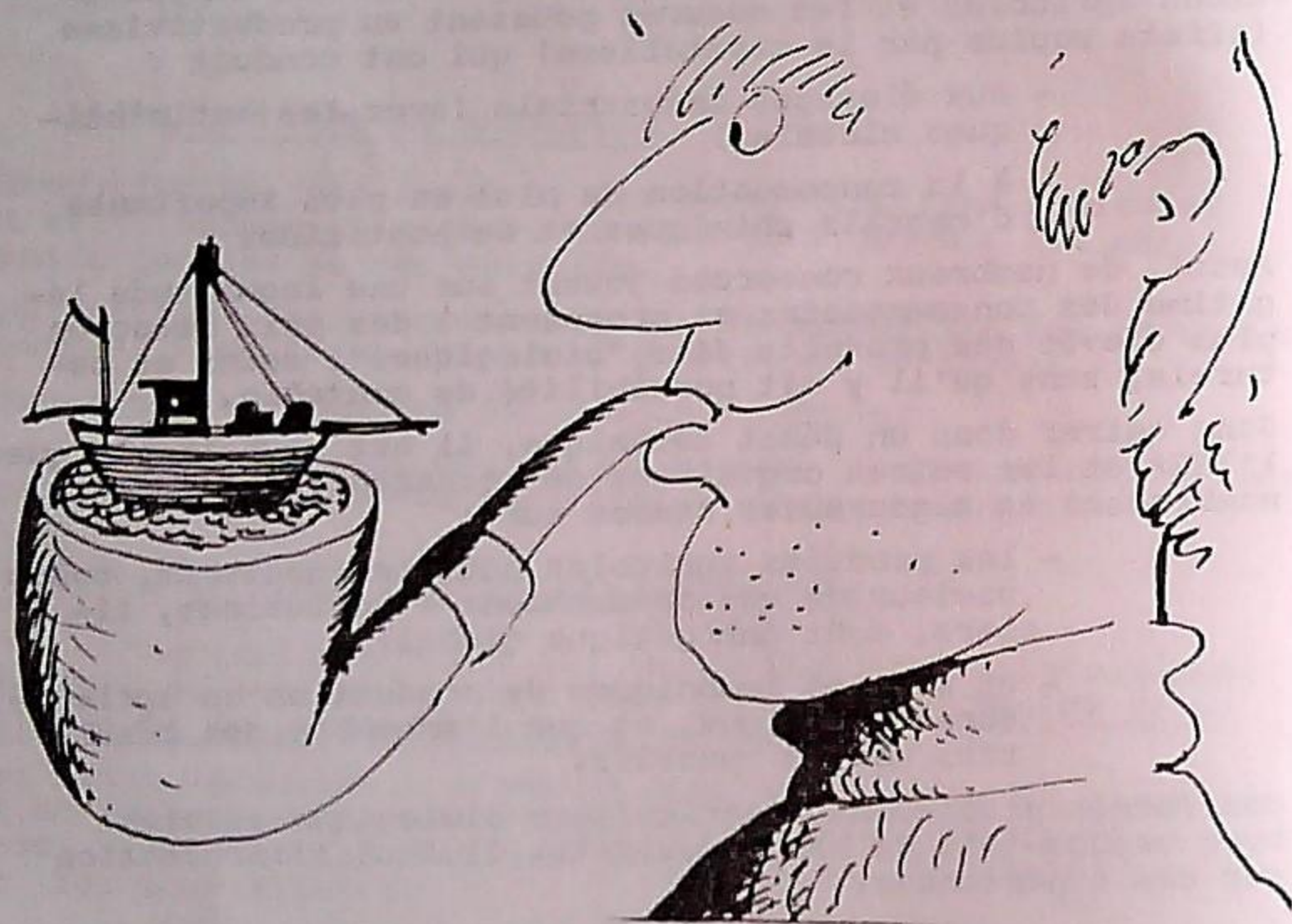
L'agriculture n'est pas un secteur "rentable" au sens capitaliste du mot, mais avant tout elle est au service de la nourriture et de la santé de tous les hommes.

- Les biens agricoles à produire sont déterminés, en quantité et en nature, en harmonie avec les plans régionaux et locaux, plans établis avec les producteurs, les consommateurs et les travailleurs.
- La production agricole devra tenir compte des problèmes des pays du tiers-monde (refus du pillage, fourniture à bas prix pour éviter la sous-nutrition, tant qu'ils n'auront pas une production suffisante).
- Le paysan n'est pas seulement un producteur agricole mais on doit aussi considérer (et rémunérer) son travail d'entretien de la nature, (bois, talus, chemins, paysages agréables) car cette nature est un cadre de loisirs pour les travailleurs des villes.

### 3 . A PROPOS DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

- Actuellement c'est l'endettement important des exploitations agricoles et les mesures poussant au productivisme (effets voulus par le capitalisme) qui ont conduit :
  - aux élevages industriels (avec les antibiotiques miracles)
  - à la consommation de plus en plus importante d'engrais chimiques et de pesticides .
- Aussi, de nombreux commerces jouent sur une inquiétude légitime des consommateurs et proposent à des prix beaucoup plus élevés des produits dits "biologiques", sains et naturels, sans qu'il y ait possibilité de contrôle.
- Sans entrer dans un débat technique, il est souhaitable que l'INRA et les autres organismes de recherches fassent de nombreuses et rigoureuses études sur :
  - les produits agricoles actuels (nocivité, coûts sociaux de ces productions : pollutions, li-siers, coût énergétique global)
  - et sur les techniques de production en agriculture biologique, et que l'ensemble des résultats soient publiés.
- des fermes pratiquant l'agriculture biologique existent avec semble-t-il de bons résultats. Il faut l'information sur ces expériences.

à terme, seules des mesures contre la limitation de la taille des ateliers, la fixation d'un quantum de production avec paiement des produits agricoles au prix de revient, permettront à tous les paysans de se sentir pleinement responsables de la qualité de leur produit et d'assurer une nourriture saine, dans le cadre d'une agriculture RESPECTANT LES EQUILIBRES ECOLOGIQUES.



## Contre la Mainmise du Capitalisme sur la Mer

La Fédération Bretonne du P.S.U. et le Collectif Pêche Sud Bretagne ont réalisé une étude complète de la pêche et de l'aquaculture. L'importance du texte (une cinquantaine de pages) nous empêche de le reproduire ici, et nous nous contentons d'un bref résumé. Se référer au PSU-BRETAGNE DOCUMENTATION N° 6 : "Pêche et aquaculture en Bretagne " Janvier 1978.

I) A L'ECHELLE INTERNATIONALE, LA MER EST DEVENUE UN LIEU CONVOITE PAR LE CAPITALISME :

il y a décelé de nouvelles et importantes possibilités de profit.

Jusqu'à présent les océans étaient livrés à une économie de chasse et de pillage des ressources. Une certaine surproduction accompagnée de la baisse des cours du poisson, la destruction des zones côtières de pêche nécessitent une reconversion des moyens de la pêche elle-même.

Le secteur privé s'empare d'un immense domaine public après l'avoir menacé de destruction (multiplication des enquêtes, des études de laboratoires, des recherches sous-marines, biologiques, etc ...)

La découverte de richesses insoupçonnées (hydrocarbures, sables, minerais et nodules), les possibilités de l'aquaculture, la réservation des lieux de pêche, l'installation de centrales nucléaires, le tourisme des promoteurs .. ont amené la fin du laisser-faire. Les états se sont emparés de leurs 200 milles, derrière eux les sociétés imposent leur monopole en rationalisant l'exploitation de la mer.

2) LA PECHE BRETONNE EST CONDAMNEE PAR CETTE POLITIQUE

La recherche d'un équilibre financier et d'un seuil de rentabilité a amené les pêcheurs à la destruction de leur propre stock : mécanisation et surexploitation des fonds. Sans oublier la part des chalutiers espagnols ou soviétiques.

Le capitalisme industriel cherche à imposer un monopole avec l'aide de l'Etat (laisser faire la concurrence, subvention pour la modernisation et aide à la concentration). Des multinationales sont nées : Saupiquet-Pêche et Froid, Jégo Quéré à une échelle moindre à Lorient, parts de plus en plus actives à des groupes pétroliers ...

La conséquence irrémédiable dans ce système est l'exode des moyens et des hommes : l'éloignement des lieux de pêche, puis leur confiscation par les pays limitrophes (Grande-Bretagne, Irlande). La livraison des pêches sur les plus proches lieux de traitement du poisson (Grande-Bretagne, Allemagne) privent les ports bretons de toute leur activité.

La pêche artisanale est lourdement pénalisée par le coût du matériel (d'où vieillissement du matériel ou endettement). Elle supporte encore le choc malgré un net recul, grâce à la surexploitation de la main d'oeuvre et à un système de distribution archaïque, mais elle est privée de tout profit suffisant. Elle est donc condamnée à disparaître ou à se soumettre aux sociétés multinationales intéressées par leur surexploitation de la main d'oeuvre et une spécialisation (marée fraîche, casiers, pêche côtière). La pêche artisanale très amoindrie pourrait suivre l'évolution de certains exploitants agricoles, véritables sous-traitants ou salariés de groupes agro-alimentaires.

La pêche semi-industrielle a été un mauvais pari. Pour résister, il faut intensifier la modernisation avec un matériel toujours plus complexe et cher (Magellan). Elle est donc indissociable des groupes multinationaux, seuls capables d'investir puis de contourner la loi des 200 milles par leurs implantations dans le monde sous forme de filiales, d'avant-ports.

### 3) LES PERSPECTIVES

Il est urgent d'accélérer la prise de conscience, puis la lutte sur l'appropriation de la mer et des côtes par des éléments extérieurs (multinationales, chercheurs, plaisanciers...) avec comme conséquence l'expulsion de la population locale.

Toutes les illusions ou fausses routes doivent être levées les coopératives ne peuvent que s'adapter aux lois du marché sous peine de disparaître; le modernisme a ses pièges (alliance technocrates/chercheurs/armateurs/élus locaux) que préconise le PS avec les mêmes conséquences pour la population locale.

Les objectifs doivent être :

- l'amélioration des conditions de travail de tous les travailleurs marins et à terre (ports) surexploités alors que les sociétés réinvestissent leur profit à l'étranger (Argentine, Afrique, Irlande) ;
- la sauvegarde des moyens de production afin de pouvoir réintégrer la pêche à l'économie du pays ;
- l'unité pêcheurs/travailleurs/consommateurs pour le contrôle populaire sur la distribution commerciale.

## Bretagne et Ecologie

O BREIZ IZEL , ô kaera brô !

Koad enn he c'hreiz , môr enn he zrô !

O Bretagne , ô très beau pays ,

Bois au milieu , mer à l'entour !

Cette situation géographique, cette implication des bois et de la mer, des champs et des rivières donnait à la nature bretonne sa beauté spécifique au 19ème siècle quand Brizeux écrivait ces vers.

Aujourd'hui la transformation de la nature bretonne va de pair avec un certain type de développement économique et social qui altère, parfois profondément, le contexte écologique : la Bretagne défigurée, défoncée, défaite !

BRETAGNE, ta Nature fout l'camp !

Il y a 10 ans, la marée noire du Torrey Canyon engluait nos côtes et endommageait fortement faune et flore. Depuis le trafic pétrolier accru a développé les risques de collision et de naufrages (Olympic Bravery, Bohlen, Urquiola etc...) La prospection pétrolière en mer d'Iroise commence quand Ekofisk montre les risques de cette recherche. La mer qui environne notre pays est chaque jour plus polluée (hydrocarbures notamment) et voit ses ressources naturelles se tarir. La pêche artisanale et industrielle est à plus ou moins long terme vouée à la disparition. Et la mort lente de la mer ne peut qu'être accélérée par l'aménagement touristique de nos côtes et de nos rivages : le béton remplaçant le granit détruit la vie de notre littoral.

Le remembrement avait suscité déjà interrogations et réactions chez les agriculteurs. Le redécoupage du bocage breton heurtant intérêts, modes de production et de vie traditionnelle. Aujourd'hui, si le visage de l'agriculture bretonne complètement transformée (élevage et production vivrière industrielle) remplit de satisfaction certains exploitants, il interroge aussi certains autres, et de plus en plus, les consommateurs qui ont des doutes sur le mode de production choisi et sur la qualité de leur alimentation.

La Bretagne s'est transformée de façon ultra-rapide en une génération et son paysage d'antan s'est définitivement estompé pour les plus jeunes.

Les projets d'implantation de centrales nucléaires aux 4 coins de la Bretagne survenant à un moment où le développement de camps militaires et de zones nucléaires militaires suscitait déjà beaucoup de remous furent le détonateur des luttes écologiques prises en charge massivement par les Bretons eux-mêmes. Depuis elles ont "irradié". La lutte antinucléaire demeure primordiale, mais elle entraîne dans son sillage des remises en question (croissance industrielle, logique productiviste, centralisation, technocratie, gigantisme, etc...)

Devant les difficultés de toutes sortes de survivre chez lui, de trouver un travail utile et intéressant, dans une nature transformée ou niée, dans un cadre de vie urbanisé et artificiel, le Breton se trouve de plus en plus confronté à son identité, à la réalité de sa vie, de son environnement naturel. Il est amené à s'interroger sur les possibilités que la nature lui offre de subvenir à ses besoins et aussi sur les moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire ces besoins et recréer un équilibre naturel.

D'autres thèmes suscitent aussi discussion, en Bretagne comme ailleurs : le travail, le loisir, la culture, la fête, le progrès, la croissance, la science, l'Etat, le pouvoir, etc... etc...

C'est de fait à une interrogation écologique que nous nous livrons. Cette sensibilité de plus en plus grande envers notre environnement et celui des autres, cette prise de conscience des facteurs et mécanismes qui déterminent cet environnement engagent à réagir, à VIVRE, PRODUIRE et TRAVAILLER AUTREMENT, à apporter des réponses d'une autre nature que celle qui nous sont proposées.

L'écologie débouche donc sur la politique, qui est volonté d'être présent et acteur quotidiennement dans la transformation de notre monde. La dimension politique de l'écologie est un tournant de notre époque.

L'enjeu politique n'est pas la seule prise de pouvoir par la gauche traditionnelle, mais les possibilités de trouver de nouvelles formes d'expression et de luttes politiques.

Mais l'écologie qui se développe contre les nuisances capitalistes, ne doit pas être équivoque. Si elle ne fait plus confiance à la droite, elle n'accepte pas plus le modèle de croissance de la gauche (ou du P.C.G.) qui maintient le nucléaire civil et militaire (force de frappe et armement),

Concorde etc... et qui ne pourra pas non plus changer radicalement le type de production et la nature des produits, dits populaires.

Les problèmes du socialisme autogestionnaire demeurent donc entiers; parce qu'elles sont un appel à VIVRE, PRODUIRE, et TRAVAILLER AUTREMENT, les luttes écologiques sont une chance pour le mouvement autogestionnaire.

Se fondant sur la lutte de masse et le contrôle populaire, elles mettent directement en cause le système du Pouvoir et sont une stratégie possible pour parvenir au socialisme autogestionnaire.

### I.- VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT

- TRAVAILLER ET VIVRE AU PAYS
- DEFENDRE ET DEVELOPPER LES EMPLOIS UTILES
- DECENTRALISER ET CONTROLER LA PRODUCTION D'ENERGIE
- LIMITER LA CROISSANCE DES VILLES

Le monde industriel valorise le travail, mais nie pratiquement la vie. Dans le contexte écologique, l'alliance de ces deux termes retrouve un sens. Travailler c'est prendre goût et intérêt à ce qu'on fait tout en réalisant un bien utile (ou un service). Vivre englobe certes le temps de travail, mais surtout le temps hors travail ; c'est donc avoir du temps à soi pour se réaliser et s'épanouir pleinement dans un cadre de vie choisi. C'est essayer de comprendre le sens de son existence et d'agir en conséquence. L'enjeu du combat est énorme.

VIVRE, DECIDER et TRAVAILLER AU PAYS est un thème mobilisateur en Bretagne comme ailleurs. Au plan écologique sa signification est importante.

I.- TRAVAILLER AU PAYS :-C'est refuser d'être exilé, déporté dans d'autres régions pour satisfaire les besoins capitalistes de la division nationale et internationale du travail.

- C'est défendre son emploi pour les uns, et pour les autres, revendiquer le droit à l'emploi, la question de l'utilité sociale des emplois déterminant ce droit

et cette défense de l'emploi.

- C'est revendiquer le désir de travailler pour des catégories défavorisées (jeunes et femmes notamment). Ce désir de travailler correspond à la justification sociale de l'individu et de son travail dans la société où il vit.

- C'est changer les conditions de travail (pénibilité, productivité, cadences, temps de travail, etc...) et surtout les rapports sociaux dans le travail.

- C'est rapprocher le lieu de travail du domicile (moyens de transport et temps de transport) pour éviter fatigue et gaspillage de temps et d'énergie.

2.- VIVRE AU PAYS - C'est remettre en question la division de l'espace breton. (villes concentrationnaires : Rennes, Nantes, Brest, etc... et campagnes désertifiées), et limiter la croissance des grandes villes.

- C'est refuser la ségrégation sociale institutionnalisée : quartiers populaires et zones résidentielles, et la division de l'espace urbain qui va à l'encontre de l'épanouissement social, personnel, biologique.

- C'est refuser l'entassement, la concentration, le gigantisme, la monstruosité de l'architecture (architecture contre-nature) nécessité de trouver un rapport harmonieux entre l'homme et l'espace où il vit.

- C'est refuser les pollutions de toutes sortes dans son environnement quotidien (bruits, stress, agitation, course continue, usines et entreprises polluantes dans le voisinage etc...etc...)

- C'est refuser la machine (promoteurs, collectivités, etc...) qui produit du logement, des modèles de logement tous aussi tristes qu'inappropriés : maisons, appartements clés en main qui font de l'habitat un objet de consommation, ou de représentation sociale sans racines culturelles ou signification profonde (maisons Laïta, Armor, etc...etc...)

- C'est revendiquer un droit au logement dans une architecture non déterminée par d'autres : pour une architecture populaire de l'habitat, qui prenne en compte les paysages naturels ou déjà transformés dans l'aménagement, qui intègre la nature à l'architecture, qui allie végétal et minéral. Pour une architecture du "Faites-le-vous-même !" qui

affirme ses critères esthétiques (matériaux utilisés, confort, hygiène, sécurité, décoration, ornementation, etc...)

- C'est changer les rapports sociaux dans la vie quotidienne, (dans la famille surtout, mais aussi dans le voisinage), dans le temps hors-travail vécu au village au quartier. Solitude, isolement des vieux, des travailleurs, la misère des rapports sociaux ne sont pas assez dénoncés.

- C'est refuser la dépersonnalisation de sa vie quotidienne (famille, logement, loisirs, comportements d'achats-magasins, supermarchés, bureaucratie, détente, etc...)

- C'est revendiquer une vie culturelle à l'échelle de son quartier, de son village (lieux culturels, sportifs) mais aussi il faut se réapproprier la rue, les places, jardins, espaces verts, mètres carrés sociaux, pour la promenade, la discussion, la relation sociale.

- C'est revendiquer le droit à la santé hygiène du quartier, du bourg, du logement, soins médicaux (mais dénonciation de la surconsommation médicale).

- C'est revendiquer pour une alimentation saine, au mieux se la produire ou s'organiser pour l'avoir (organisations de consommateurs, groupements d'achats, etc...)

- C'est revendiquer le droit à l'autodétermination de son corps. Dénoncer l'environnement social qui exige un comportement moutonnier.

## II - ECOLOGIE ET INDUSTRIE

On peut dire que ce sont les conséquences des rejets industriels massifs qui ont provoqué la prise de conscience populaire de l'existence des équilibres écologiques. L'homme industriel habitué à violer la nature. Capitalisme et marxisme traditionnels nous ont habitués à faire de la production un mythe de progrès social (voir Emploi et Economie en Bretagne PSU-BRETAGNE DOC.)

Si la lutte contre les pollutions industrielles est un facteur essentiel de l'action écologique, il n'est plus possible d'en rester là aujourd'hui, et c'est la structure même de la production de biens qu'il faut examiner sous l'angle de l'occupation des sols, de la consommation d'énergie et de la quantité de biens produits.

### I) Un triste bilan...

IL N'Y A PAS EN BRETAGNE DE FORTES CONCENTRATIONS INDUSTRIELLES, si l'on met à part la Loire-Atlantique. Saint-Nazaire et Fougères exceptées, aucune ville ne compte plus de 50% d'emploi dans le secteur industriel. Productions traditionnelles, même la modernisation est passée par là: surtout tournées vers le bâtiment (135.000 emplois en 74) et les industries des métaux

(75.000) réparties dans la construction navale, aéronautique et automobile.

\* pays peu industrialisé et pourtant DEJA MENACE DE POLLUTION. Si les papeteries de Bretagne relèvent le niveau en utilisant du matériel recyclé, les exemples négatifs abondent: industrie traditionnelle comme les papeteries MAUDUIT qui souillent la Laïta de ses liqueurs noires, rejets métalliques des peintures navales spéciales utilisées dans les nouvelles industries du carénage de la Rade de Brest, rejets d'hydrocarbures de la Marine Marchande, etc...

\* Pays peu industrialisé et pourtant déséquilibré; les implantations nouvelles ont favorisé les grandes villes de la périphérie et surtout de Haute Bretagne. Les écarts entre les modes de vie de l'Est à l'Ouest et de la périphérie du centre du pays s'accroissent. L'aménagement capitaliste de l'espace breton est irrationnel.

\* Pays peu industrialisé et qui utilise mal ses ressources minières propres: kaolin (80% de la production hexagonale) granit, ardôises, fer. Les 2/3 de la Bretagne n'ont pas été prospectés sérieusement malgré l'activité du B.R.G.M. Les découvertes récentes (antimoine à Kemper, Titane à Chateaubriand, Europium au Grand-Fougeray, le gisement de Bodennec riche en cuivre, zinc, plomb, sera-t-il exploité?) sont prometteuses... à condition d'implanter des industries de transformation, et non d'exporter les matériaux.

\* Pays peu industrialisé et qui importe son énergie. Les sources "naturelles" sont peu nombreuses: les minerais d'uranium du Var et de la Bretagne; l'énergie éolienne (plus utilisée), l'énergie marémotrice (embryonnaire); l'énergie fossile avec l'hypothétique pétrole de la Mer d'Iroisé. Sous-industrialisé parce que sous équipé en énergie? c'est l'argument traditionnel de la droite, repris très souvent par la gauche, pour justifier l'implantation de centrales nucléaires en Bretagne. (Déjà, dit l'E.D.F., la puissance appelée - de 1.000 mw - est trop faible par rapport à la puissance installée - 400mw -)... Argument fallacieux cependant parce qu'aucun plan d'industrialisation n'a jamais été associé au programme électronucléaire.

A travers le débat sur les centrales, a surgi une autre question tout aussi fondamentale: peut-on accepter n'importe quoi pour "créer" des emplois?

Une des originalités de la réflexion écologique sur l'industrie, c'est d'avoir introduit un raisonnement en termes de bilans: on ne crée jamais rien sans détruire quelque chose. A cet égard, le bilan d'emplois du nucléaire, sans même tenir compte de l'aspect écologique et social développé plus loin, est largement négatif. Un millier de personnes qui vivent de la mer... contre 250 emplois permanents créés à Pornmouguet !! (voir, sur la figure ci-jointe, la tache thermique de l'éventuelle centrale nucléaire). Plus généralement, depuis 1954 et malgré les industries nouvelles, le nombre d'actifs en Bretagne n'a pas augmenté...

## 2) Quelle industrialisation pour quelle croissance ?

Le développement de la Bretagne passe, dit-on, par une consommation accrue d'énergie. Elle a multiplié par quatre sa consommation d'énergie en quelques années (dans le même temps le reste du pays ne faisant que doubler!) Aussi nos politiques et nos économistes veulent-ils doter la Bretagne "d'un potentiel énergétique qui doit assurer un développement équilibré et durable". Si les jeunes veulent rester au pays, il faut, disent-ils, créer des industries. Le confort des habitants doit augmenter: donc encore plus d'énergie!!! On se demande d'ailleurs pourquoi, dans cette logique du système, nous ne sommes pas quatre fois plus heureux qu'il y a quelques années! ou serait-ce que certains en profitent alors que d'autres en pâtissent?

Bien qu'on n'ait jamais tant péroré sur la justice sociale, jamais l'inégalité n'a été aussi grande dans notre société comme également entre les pays pauvres et les pays riches! La croissance à tout prix est génératrice d'inégalités. Il faut donc la démystifier.

Les choix que nous proposons ici visent à promouvoir une société égalitaire. Nous ne sommes pas des productivistes.

### a) NOTRE PREMIER OBJECTIF EST DE NATURE POLITIQUE.

Jusqu'à présent, aucune initiative n'était laissée au peuple breton par un régime qui n'a jamais recherché autre chose que le profit. Dans un régime en marche vers le socialisme, nous réaffirmons la nécessité DU CONTROLE POPULAIRE sur le type de développement d'une région, d'un pays. Développement autonome de tous les "pays" de Bretagne. Harmonisation à établir entre eux, planification remontant du bas vers le haut.

b) Sur les STRUCTURES DE POSITION, IL FAUT combattre les formes concentrées de l'industrialisation qui menacent les éco-systèmes de régions entières (cf la Basse Loire: raffineries, arsenaux, ports de commerce, ports méthaniers, industrie nucléaire? etc...) et amènent une concentration humaine frustrante.

IL FAUT développer des petites unités de production diversifiées et décentralisées, sous le contrôle des travailleurs, qui devront permettre de PRODUIRE UTILE ET MIEUX; de CREER DES EMPLOIS INTERESSANTS, (refus des emplois inutiles dans le tertiaire et du secondaire, DE TRAVAILLER MOINS et D'UTILISER DES ENERGIES DOUCES LOCALES permettant de mettre en oeuvre des technologies nouvelles pour une AUTONOMIE PLUS GRANDE (énergies non polluantes, non prédatrices de l'environnement: éoliennes - hydrauliques voire marémotrices, solaires etc...) Réduction des énergies dans les produits consommés, prise en compte des matériaux récupérables.



c) SUR LA NATURE DES BIENS PRODUITS, IL FAUT CHOISIR.

Tous les projets d'industrialisation ne sont pas bons. Ainsi, faire de la Rade de Brest un complexe pétrochimique, paraît difficilement compatible avec la création d'emplois qu'y permettrait le développement de l'Aquaculture à une échelle européenne.

Il faut de même :

- limiter les industries chimiques particulièrement polluantes (dangereuses ?). Exigence d'installations anti-pollution dans un premier temps, sans admettre le chantage aux emplois. (MAUDUIT, QUIMPERLE, PUK PAIMBOEUF)

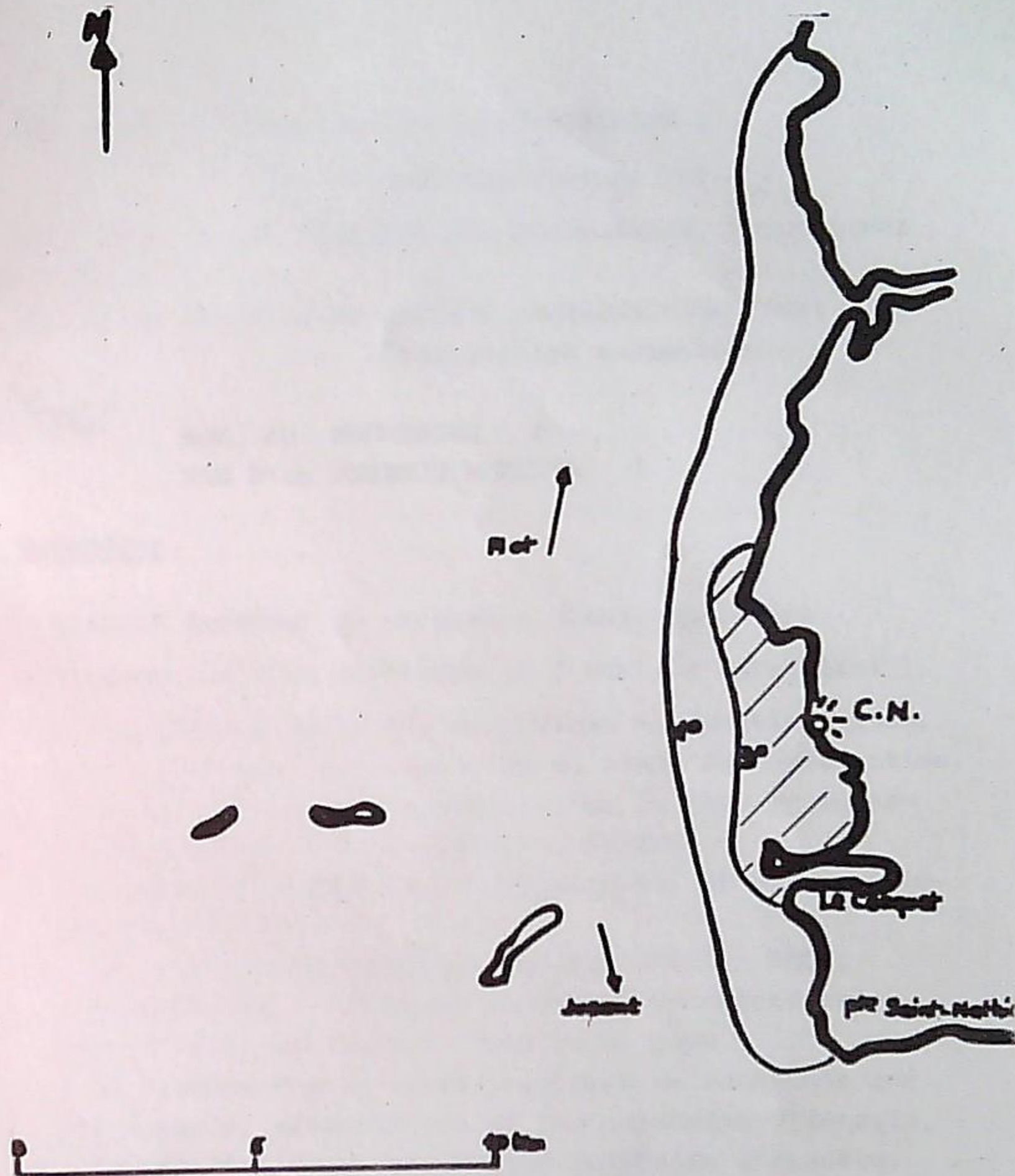
- Refuser les industries grandes productrices et grandes consommatrices d'énergie,

- Refuser les industries qui produisent des biens inutiles (reconversion des arsenaux par exemple, ou des industries de mort, ou de gadgets, etc...etc...) et la "prostitution" généralisée des hommes politiques qui, sous prétexte de créer des emplois, acceptent n'importe quoi (casernes, camps militaires, centrales nucléaires),

- Refuser les investissements improductifs, les productions de luxe, de gaspillage (Concorde à la SNIAS).

Il faut plus généralement PROMOUVOIR LES FORMES D'INDUSTRIALISATION QUI RESPECTENT L'ENVIRONNEMENT TERRESTRE ET MARITIME ET QUI COMBATTENT LES DESEQUILIBRES ACTUELS DE L'ESPACE BRETON .

CECI NE SE FERA QUE SI LES MASSES POPULAIRES ONT LE POUVOIR DE DECISION.



Taches thermiques moyennes (flot et jusant) au large de l'éventuelle centrale nucléaire de PORSMOGUER (25 kms de BREST). Quelle que soit la marée, un accroissement de la température de la mer de + 3°C est à noter près du port du CONQUET. N'y aura-t-il aucune conséquence sur la pêche ?

Source : EDF (LNH) - 47bis -

Une position bien connue du PSU-BRETAGNE ,

et que nous réaffirmons ici :

En raison de ses implications écologiques, économiques  
et policières,

En raison du choix de société contradictoire avec  
l'autogestion socialiste ,

nous disons

NON AU NUCLEAIRE !

NAN D'an DISTRUJ NUKLEEL !

nous demandons

- l'arrêt immédiat du programme électronucléaire
- l'ouverture d'un moratoire de 5 ans , c'est-à-dire :
  - l'arrêt des centrales nucléaires en fonctionnement,
  - la suspension des centrales en cours de construction,
  - l'arrêt des investissements dans le secteur industriel intéressé par l'électronucléaire ,
  - l'arrêt des exportations de matériel et de technologie nucléaire ,
  - la publication intégrale du plan ORSEC - RAD ,
  - le lancement d'un vaste programme de reconversion industrielle maintenant l'emploi au pays ,
  - le lancement d'un vaste programme de recherche sur les énergies alternatives et les économies d'énergie,
  - la création d'une commission populaire d'enquête indépendante d'E.D.F. et des autorités préfectorales,
  - l'ouverture d'un vaste débat public complet et contradictoire, éclairant tous les aspects (écologiques, économiques, sociaux, politiques, militaires) du problème énergétique.

## nous proposons

l'élaboration d'une alternative énergétique pour le court et le moyen terme s'appuyant notamment sur :

- le développement de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, en particulier le solaire et la géothermie ,
- l'utilisation rationnelle des énergies traditionnelles que sont l'hydraulique, le charbon, le gaz et le pétrole, en redéfinissant de nouveaux rapports avec le tiers et le quart-monde ,
- l'amélioration des rendements énergétiques, en particulier celui des machines industrielles, qui est souvent sacrifié pour limiter les investissements ,
- la récupération des déchets (industriels, objets usés, ordures ménagères) ,
- la rationalisation des moyens de chauffage et d'isolation ,
- le refus du tout électrique ,
- la lutte contre le gaspillage à tous les niveaux,
- le développement de la construction collective avec entre autres une action pour l'amélioration et la gratuité des transports en commun ,
- la fabrication d'objets solides et durables, réparables ,
- la suppression des "gadgets" inutiles et des emballages excessifs et non récupérés ,
- la lutte contre les moyens détournés pour stimuler la dépense d'énergie (par exemple impossibilité d'avoir une voiture confortable et peu puissante) ,
- la lutte pour une exploitation rationnelle des ressources humaines et agricoles, ce qui nécessite la prise en compte des problèmes écologiques et d'équilibre des composants végétaux et animaux dans la nature.

## III.- ECOLOGIE ET AGRICULTURE

L'analyse que nous présentons ici n'est qu'une approche écologique du problème de l'agriculture en Bretagne. Il n'y est pas parlé des paysans endettés, de leurs problèmes, de leurs revendications, etc... Se reporter dans cette même plateforme au chapitre "Agriculture" qui fait le point sur les propositions de la Fédération bretonne du P.S.U.

L'agriculture biologique ici donc, n'est pas la solution proposée pour régler les énormes problèmes de la paysannerie. Mais dans un chapitre sur "l'Ecologie", nous ne pouvions pas ne pas envisager l'agriculture biologique comme une des solutions possibles, d'autant qu'en Bretagne un certain nombre d'agriculteurs ont fait ce choix, et que d'autres, de plus en plus, se sentent attirés par cette technique de production qu'est l'agriculture biologique.

### I.- LES DANGERS DE L'AGRICULTURE INTENSIVE :

Notre agriculture ne devrait avoir pour but que de nous nourrir, et de NOUS NOURRIR BIEN. Ce faisant, elle devrait permettre au cultivateur d'obtenir satisfaction quant à son travail et à sa rémunération. Or, elle ne répond aujourd'hui qu'aux critères de rendement, de production intensive. On ne cultive plus la terre, on l'exploite. Le paysan de jadis qui entretenait la nature, en a de moins en moins souci, dominé qu'il est par les soucis de son exploitation.

La polyculture est abandonnée par l'exploitant, qui pour répondre aux critères de l'agriculture industrielle et pour résoudre le problème de la quantité et du revenu, utilise fongicides, pesticides, insecticides, nitrates, défoliants, etc... qui dénaturent le sol, les produits, le milieu rural, et au bout de la chaîne alimentaire, l'homme.

L'agriculture intensive (choux-fleurs, maïs, haricots, etc...) l'élevage industriel (poulets, porcs, veaux en batterie, lapins) menacent l'équilibre écologique de la nature, polluent les sols, voire les nappes phréatiques, les sources auxquelles nous demandons encore un peu d'eau pure et potable. Le problème important en Bretagne dans les prochaines années, sera celui de trouver de l'eau douce. La sécheresse de l'été 1976 nous en a donné un avant goût...

m La défense d'un "éco-système", d'un cadre de vie naturel s'accomode mal de la multiplication et de l'industrialisation anarchiques des élevages, des modifications de production des sols, des spécialisations qui leur sont imposées.

Si l'agriculture bretonne a montré un visage entreprenant ces dernières décennies, les ruptures avec le cycle de régénération des sols, un certain type de remembrement fait technocratiquement, le déboisement, les rapports perdus du cultivateur à la nature qu'il entretient de moins en moins, l'exode rural, la rupture du lien entre producteur et consommateur, sont un triste bilan dont on ne tient compte que très rarement. Peut-être une certaine qualité de la vie se trouvait-elle inscrite dans ces rapports ? L'installation d'une ou de plusieurs centrales nucléaires dans ce contexte, ne ferait qu'empirer les choses (agriculteurs chassés, produits du terroir suspectés, retombées atmosphériques (brouillard, verglas), paysages massacrés par les lignes à haute tension etc...etc...)

## 2.- L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE, LA SOLUTION ?

L'agriculture biologique est-elle susceptible d'être la solution ? C'est un type de production qui a représenté et qui représente en Bretagne un courant assez important et original. Mais il a pâti du contexte idéologique dans lequel il s'est constitué. Alors qu'il proposait d'autres choix, alors qu'il était un autre modèle technique de production répondant au modèle agro-industriel productiviste dominant, il a été perçu par beaucoup comme un mouvement réactionnaire. Certains agriculteurs biologiques ont eu des analyses, des comportements, et des discours curieux (pseudo-mystiques, donneurs de leçons). Leurs liens avec les couches possédantes qui fréquentaient les magasins bio (type Vie Claire et autres) les ont définitivement desservis. Les media aidant, le "Retour à la Nature" était assimilé à un retour à l'agriculture traditionnelle, à la défense d'un monde rural et à des valeurs qui n'avaient plus cours. Dès lors, on comprend la réserve manifestée par les agriculteurs en général !

Or, cette agriculture biologique-écologique ne fait, pour l'essentiel, que proposer un ensemble de choix techniques qui permettent de respecter les nécessaires équilibres naturels du milieu rural. Elle ne se soucie pas non plus, avant tout, d'un rendement économique maximum. C'est à dire qu'elle propose des solutions spécifiques aux problèmes particuliers d'un pays, d'une région. L'agriculture traditionnelle en tenait compte, et aussi aujourd'hui, dans une certaine mesure, l'agriculture modernisée (primeurs par exemple.)

L'agriculture souhaitable pour la Bretagne doit se référer à un modèle de développement qui tienne compte du contexte

humain et culturel, du savoir populaire traditionnel qui souvent a été le fruit d'une longue observation et d'une adaptation de l'homme à son milieu, et de techniques de production qui reposent sur une analyse sérieuse des données biologiques et écologiques locales. Elle doit donc combiner les potentialités des éco-systèmes pour obtenir la production la plus importante et la meilleure.

En ce sens, l'agriculture biologique, si elle répond à ces critères, ne peut être une agriculture conservatrice, ni passéiste. Elle représentera plutôt la subversion contre l'agriculture productiviste dominante.

Et, comme on assiste aujourd'hui en Bretagne comme ailleurs, à une demande de plus en plus grande de produits sains (biologiques) qui ne se limite plus à une clientèle privilégiée, il pourra y avoir une production de qualité qui répondra à la demande et au goût du consommateur. Sans doute aussi la liaison producteur-consommateur pourra-t-elle se faire ? Quand on sait ce que sont les problèmes de la commercialisation des produits, leurs prix pour le producteur et pour le consommateur, les coupe-gorges de la distribution, n'y aura-t-il pas avantage pour les deux parties à s'entendre d'abord dans un cadre régional ?

## IV.- ECOLOGIE ET PECHE

Pas plus dans ce chapitre que dans le précédent sur l'agriculture, nous ne proposons de solutions au problème de la pêche. Se reporter au chapitre sur la pêche de cette plateforme.

Manche et Atlantique sont des mers ouvertes sur le large et semblent actuellement moins polluées que par exemple la Baltique ou la Méditerranée. Cependant les mers sont devenues LE TOUT A L'EGOUT de notre civilisation industrielle. La mer, source de vie qui était le recours ultime pour l'alimentation humaine dans le futur, risque d'être saturée de déchets nocifs.

La mer est un vaste collecteur d'hydrocarbures (3 300 000 tonnes de pétrole par an, dégarages des pétroliers en pleine mer, raffineries et leurs rejets, accidents pétroliers de plus en plus nombreux). Ceux-ci prennent le plus court chemin près d'Ouessant pour ramener du Tiers-Monde leur marchandise (en 1976, 400 millions de tonnes, en 1980, 2 400 millions de tonnes ?). Les risques de collision et les accidents vont se multiplier et nos plages seront de plus en plus polluées.

sales (marée noire, mazout dans le sable), malgré le plan POLMAR.

La recherche pétrolière en mer d'Iroise (off-shore) risque de provoquer d'autres accidents; petites fuites y compris, qui représentent 11% des hydrocarbures répandus dans l'océan.

Les conséquences d'une telle pollution seraient graves: les poissons de surface meurent les premiers, les oiseaux plongeurs également. Les algues qui participent à l'oxygénation de l'eau, disparaissent; de même le plancton qui sert de nourriture aux poissons et coquillages est menacé.

Manche et Atlantique sont la poubelle de tous les déchets industriels de la façade ouest de l'Europe. Ces mers recueillent encore les eaux usées des villes côtières qui n'ont pas de stations d'épuration, et la Bretagne hélas n'est pas mieux lotie..., des rivières et fleuves pollués par certaines entreprises et les activités agricoles qui y rejettent des produits les plus divers (mercure, cadmium plomb, détergents, produits solides, pesticides...)

Comme la terre, la mer reçoit encore les précipitations chargées des effluents gazeux rejetés dans l'atmosphère par les usines, etc... Elle est le déversoir choisi par le nucléaire, pour rejeter ses effluents liquides (radioactivité dans la mer entre La Hague et St Brieuc) et les caissons bourrés de déchets radioactifs lâchés dans les fonds des fosses marines. Le développement du nucléaire en Bretagne et sur la façade atlantique, justifié par la nécessité d'avoir des quantités énormes d'eau, risque d'accroître ces pollutions déjà graves ou de supprimer la pêche côtière à l'entour du site choisi, et d'interférer sur la commercialisation des produits (qualité et image de marque).

La mer devient enfin l'enjeu de l'exploitation capitaliste de certaines matières nécessaires à son développement:  
Exploitation du sable, des graviers pour le béton nécessaire à la construction, qui détruit les frayères où se reproduit le poisson sur la frange côtière.

La pêche industrielle ou artisanale voit se creuser sa propre tombe dans ce contexte (exploitation systématique des ressources de la mer, internationalisation capitaliste de la pêche, grosses unités de pêche, chalut pélagique, maillage des filets etc...)

#### LES CONSEQUENCES POUR L'HOMME:

Le dépeuplement des fonds, la surpêche, le non-respect

des lieux de reproduction du poisson, l'inefficacité des moyens pour l'aider à survivre et à se reproduire, rendent moribonde la pêche bretonne. Navires hauturiers, ligneurs caseyeurs, sont de plus en plus acculés au chômage. "Le poisson, c'est bon" risque de devenir sous peu un slogan vide de sens. Et le poisson qui reste, risque d'accumuler dans la chaîne alimentaire, toutes les nocivités contenues dans la mer (notamment certains coquillages et certains poissons contiennent du mercure, de la radioactivité, éléments cancérogènes provenant du pétrole-benzopyrène).

Ainsi, dans ce milieu marin de plus en plus pollué et instable, les activités traditionnelles de la pêche (chalut, sardiniers, ligneurs, caseyeurs, etc...) risquent d'être supprimées.

Cette activité économique dynamique et réputée en Bretagne, est elle condamnée à disparaître ?

SI DES CHOIX IMMEDIATS NE SONT PAS FAITS POUR LA PROTECTION DES EAUX ET DU LITTORAL, LA QUESTION NE SE POSERA PLUS AU PRESENT MAIS AU PASSE !

#### V.- ECOLOGIE ET TOURISME

La Bretagne a vocation touristique, comme ils disent ! Climat ensoleillé, plages de sable fin, monuments mégalithiques et autres, binious, etc... C'est en fait une vocation à la destruction, pour le profit de quelques uns et cela mérite analyse.

La côte (Armor) devient une zone de concentration humaine, au détriment de l'intérieur (Ar-Coat). Le déséquilibre humain se trouve démultiplié pendant la saison où le littoral est envahi par les touristes (parfois plus de 10 fois la population locale dans certaines stations.)

Les résidences secondaires poussent à une allure vertigineuse. En certains endroits, leur nombre est supérieur à celui des résidences principales.

Certaines municipalités encouragent et/ou financent l'aménagement touristique (spéculation foncière et immobilière, ports de plaisance, côte de béton, etc...) pour amener une fréquentation touristique plus grande sur les côtes. La densité de population à un certain degré provoque des tensions entre habitants et estivants. Si les commerçants sont heureux de vendre cher, les cultivateurs et les pêcheurs, gênés par cet afflux d'étrangers, les rejettent.

Cette concentration humaine voit aussi la distinction privilegiés/prolos, à côté des stations balnéaires bourgeoises suréquipées: hôtels grand luxe, villas cossues, terrains de golf, tennis, casinos, aérodromes, on trouve des campings saturés (taux d'occupation de 130% en Juillet, 145% en Août - Quiberon).

Les joies de la plage ne sont pas toujours écologiques ! De plus en plus des plages classées en fonction des pollutions bactériennes de l'eau, ne sont pas favorables à la baignade. On le passe pudiquement sous silence et on invoque le pouvoir auto-épurateur de l'eau salée. Mais certaines maladies de peau (mycose, dermatose) prouvent que le sable est encore plus pollué que l'eau !

#### LES CONSEQUENCES:

Les répercussions sur l'économie locale sont diversement appréciées. Pour les uns, plus de profits pour les autres, boulots saisonniers harassants horaires de travail épuisants, salaires mal payés.

Le secteur du bâtiment se félicite de la construction d'immeubles, de l'aménagement des vieilles fermes, mais ceci représente un scandale pour ceux qui habitent en Bretagne, en même temps qu'une injure au paysage breton. Le littoral breton devient propriété privée de quelques uns. L'espace maritime et rural est accaparé, détruit au mépris des vœux des habitants, du milieu naturel (Forêt-Fouesnant, Golfe du Morbihan, Côte Nord, etc...)

Les jeunes trouvent de moins en moins à se loger dans ce contexte, les jeunes agriculteurs peuvent de moins en moins s'installer sur des terres à spéculation. Les communes s'endettent pour des équipements et aménagements très coûteux et peu rentables, pour deux mois de l'année.

Même si ce tourisme fournit quelques emplois, il n'est pas une solution à un développement économique, écologique et encore moins culturel. (Biniouseries et bretonneries donnent dans le culte réactionnaire du passé).

Un autre type de tourisme peut naître, à condition que par exemple, tourismes à la ferme - gîtes ruraux - camping - etc... ne soient pas récupérés à des fins capitalistes, mais soient des structures d'accueil d'un tourisme populaire.

Le problème du tourisme reflète largement les contradictions de la société actuelle : concentrations urbaines d'une part, désertification rurale d'autre part créent de véritables migrations saisonnières. L'aspiration fondamentale à l'équilibre entre la vie et la nature est récupérée par la publicité qui vante le soleil, la mer, la forêt, comme objectifs de ... vacances. Mais la structure sociale les réserve aux classes favorisées .

Disons-le nettement : il faut sortir de ces contradictions et ON NE PEUT POSER LE PROBLEME DU TOURISME SANS S'ATTAQUER A LA DIVISION DE L'ESPACE CAPITALISTE DESTRUCTEUR DES EQUILIBRES ECOLOGIQUES.

Une société en marche vers le socialisme devra donc

1) prendre des mesures immédiates pour

- la défense du littoral et des zones forestières

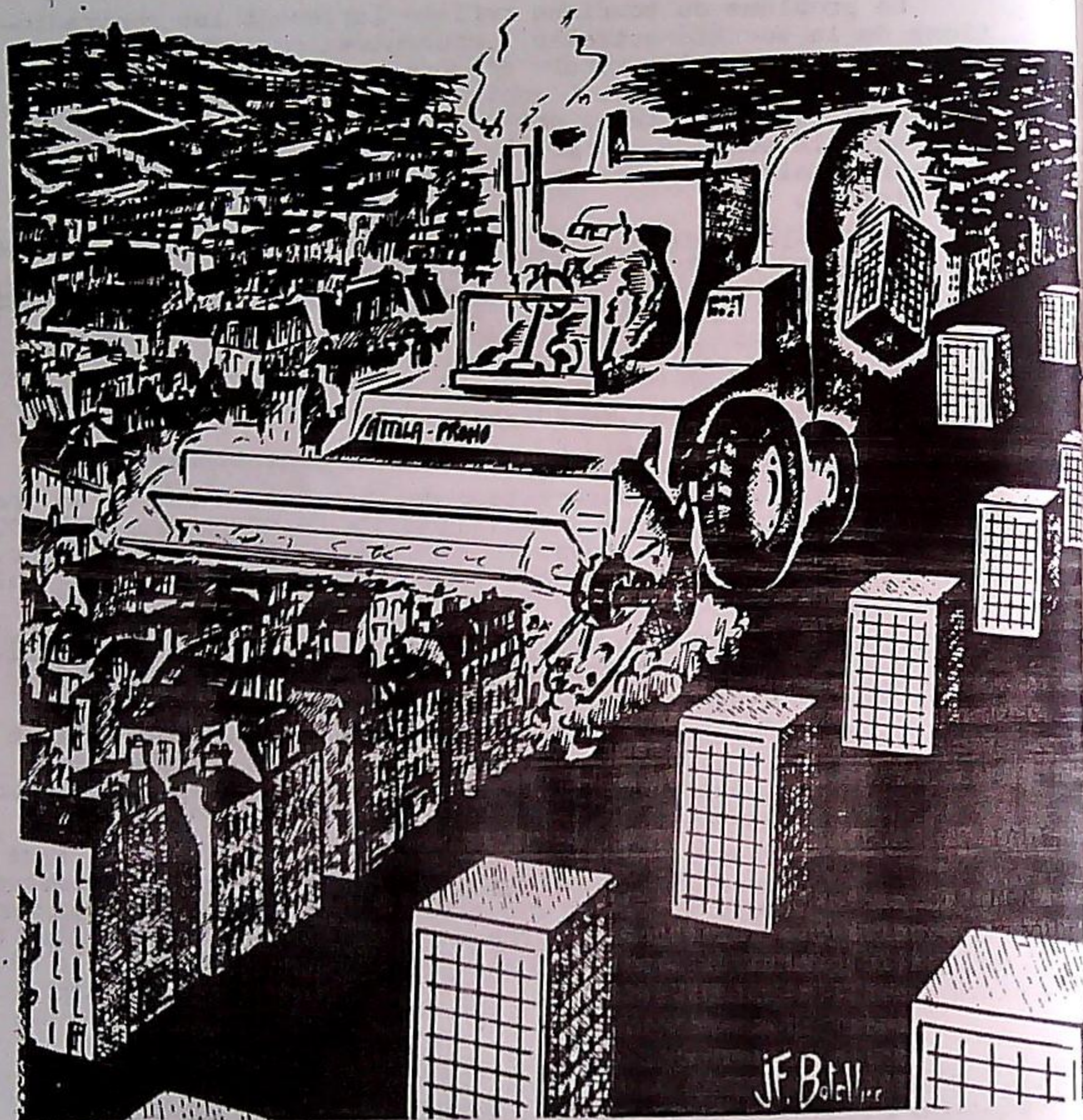
La création du "conservateur du littoral" n'est qu'un trompe l'oeil dans les schémas d'aménagements (4.000 ha sur 3.700.000). Les zones protégées risquent de servir d'alibi démobilisateur. Plus que jamais nous soutenons les nombreuses associations qui ont entamé la lutte dans ce sens.

- la prise en charge des problèmes financiers très actuels des communes "touristiques" par les collectivités publiques (de pays, bretonnes ou hexagonales)

• le développement rapide du tourisme populaire en donnant LA PRIORITE aux associations populaires reliées aux comités d'entreprises, mais aussi à toutes celles qui prennent en charge les loisirs des enfants des quartiers HLM.

2) mais au-delà, si l'on veut que ça change vraiment, il faut remettre en cause l'appropriation privée de l'espace terrestre et maritime (voir chapitre urbanisme et pêche), limiter la croissance urbaine, mettre en oeuvre des structures de production des biens et des énergies décentralisées, remettre en cause la hiérarchie des revenus.

C'EST AUX MASSES POPULAIRES DIRECTEMENT CONCERNEES DE DECIDER DU TYPE D'AMENAGEMENT QU'ELLES DESIRENT



## Un Logement pour tous

- IL N'Y A PLUS RIEN A ATTENDRE DU REGIME ACTUEL
- POUR LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS
- RENFORCER LES ORGANISATIONS SYNDICALES DU CADRE DE VIE
- DEVELOPPER LE CONTROLE POPULAIRE SUR LA VILLE

La période de 58 à 74 a été une période de développement extraordinaire de la construction : la population des villes Bretonnes a plus que doublé. Les quartiers neufs ont poussé comme champignons.

Et pourtant le bilan de la politique de logement et d'urbanisme de la 5ème République est catastrophique.

- Ceux qui sont logés dans des taudis, en habitat de fortune ou de chantier se comptent encore, dans les villes et les campagnes bretonnes, par dizaine de milliers : le nombre de logements dits sociaux n'a jamais permis de faire face à toutes les demandes. Dans les dernières années, les HLM locatives n'ont cessé de diminuer; les loyers trop élevés interdisent à beaucoup d'y habiter. Les constructions neuves, trop vite bâties et au moindre coût, se dégradent rapidement.

- Plus d'un demi-million de Bretons vivent dans les grands ensembles et aspirent massivement à un autre habitat.

- En même temps qu'on a entassé les familles dans les ZUP, les petites villes et les communes rurales se sont vidées, surtout dans les pays de l'intérieur.

- Et AUJOURD'HUI C'EST LA CRISE ! Le premier secteur d'emplois industriels en Bretagne, celui du bâtiment et des travaux publics, s'effondre : faillites, licenciements, chômage.

Les autorisations de construire ont diminué en Bretagne	
entre 76 et 77	de 18% pour les bâtiments agricoles
	de 11% pour les bâtiments industriels
	de 10% pour les logements

Si entre 58 et 74 il y a eu beaucoup de constructions, c'est parce que c'était nécessaire à la restructuration du capitalisme. Pour alimenter la croissance sauvage du moment et faire face à une concurrence internationale accrue, il a fallu agglomérer les masses de main d'oeuvre chassées de l'agriculture, là où les monopoles industriels pouvaient trouver les conditions d'implantation les plus rentables, c.à d. dans les villes, où les collectivités publiques, les contribuables, ont financé les infrastructures nécessaires, et dans certaines villes bretonnes, parce qu'en plus en Bretagne les salaires étaient plus faibles. Loger les travailleurs, cela voulait donc dire tout simplement réaliser une de ces conditions nécessaires à la marche de la production, une opération de stockage comme une autre.

"La plupart des entreprises ne s'arrêteront pas à des considérations géographiques pour déterminer leur implantation. Parmi les facteurs de localisation le plus important sera certainement l'existence d'un gisement de main d'oeuvre disponible ou en passe de l'être, acceptant de travailler pour des salaires inférieurs à ceux de la région parisienne"

"Scénarios pour les villes moyennes" Documentation française

Il fallait ce qu'il fallait, et on a construit des milliers de cases, des milliers de logements, mais pas plus : un autre avantage de la Bretagne, C'EST QU'IL FALLAIT EN CONSTRUIRE UN PEU MOINS QU'AILLEURS, parce que les ouvriers-paysans qui ne pouvaient plus vivre de leur ferme, pouvaient continuer encore à l'habiter, en supportant en plus de leur journée de travail, plusieurs heures de transport. Et comment dans ces conditions-là se regrouper participer à l'action syndicale ? Pour les patrons, c'était la meilleure garantie d'avoir une main d'oeuvre docile.

"Les grandes concentrations ouvrières sur des espaces limités constituant un résonateur favorable à tout mouvement revendicatif, elles se trouvent être le lieu d'exacerbation de conflits sociaux de plus en plus difficile à réguler ... on visera la réorganisation progressive du système de production en petits flots de production autonomes, qui rendraient difficile la propagation des conflits, ou la paralysie de chaînes entières de fabrication"

Scénarios pour les villes moyennes.

Les taudis hérités du passé et que la guerre n'avait pas détruits faisaient aussi l'affaire. Si les opérations de "rénovation-bulldozers" en ont supprimé quelques-uns, ce n'était pas pour améliorer le sort des mal-logés, mais pour RECUPERER DES TERRAINS bien placés au centre des villes et construire dessus, en faisant une spéculation éhontée, des bureaux, des commerces de luxe et des immeubles de standing.

Loger au moindre coût pour les entreprises, cela se comprend. Construire pour les travailleurs des logements qui reviennent cher, c'est provoquer une forte pression à la hausse sur les salaires, et donc diminuer les profits. C'est pourquoi l'intervention de l'Etat dans le financement de l'effort de constructions neuves, par la constitution d'un secteur HLM étendu, par l'aide publique à l'accession, par les "allocations-logement", a eu le même but que le financement public des zones industrielles. Il s'agissait d'éviter de mettre à la charge des entreprises autant d'investissements et d'augmentations de salaires.

Aujourd'hui LE POUVOIR SE DESENGAGE DE PLUS EN PLUS de la construction "sociale" (diminution des programmes HLM, réduction des crédits à bon marché), pas seulement à cause de la crise, mais parce que, même avec une reprise de la croissance et de l'urbanisation, il y aura "ce qu'il faut" pour loger les familles populaires.

En effet, qu'est-ce qui se passe déjà ? CEUX QUI LE PEUVENT FUIENT LES ZUP. Ce sont d'abord et en grand nombre les salariés de la petite bourgeoisie qui, après avoir constitué un apport personnel avec la revente spéculative de leur appartement en collectif, achètent un pavillon dans les communes périphériques des grandes villes. Certains ménages d'employés et d'ouvriers se lancent aussi dans l'aventure de l'achat d'un petit pavillon, après plusieurs années de travail acharné de toute la famille, et en mettant tout dans le remboursement des emprunts.

La dernière réforme de l'aide personnalisée au logement, qui va de pair avec la privatisation presque totale de la construction, sous forme de maisons individuelles, a pour but d'accélérer ce mouvement. Il s'agit de permettre aux capitalistes de récupérer dans la vente de ces marchandises ce que les salariés moyens ont pu gagner de la distribution inégale des revenus, et aussi des luttes ouvrières, puisque les augmentations obtenues sont toujours répercutées à tous les échelons de la hiérarchie des salaires.

Il s'agit aussi de faire de la place dans les ZUP. A la place des propriétaires occupants qui s'en vont, ceux qui rachètent sont souvent DES PROPRIETAIRES QUI FONT DES PLACEMENTS de rapport pour louer. L'aide personnalisée va aussi servir à leur fournir une clientèle de familles populaires. Elle va servir encore plus que l'allocation-logement actuelle, à payer avec l'argent public les surloyers demandés.



Les ZUP vont ainsi continuer à se transformer de plus en plus rapidement dans leur totalité, HLM et logements privés, en quartiers spéciaux pour les seuls prolétaires. Et comme cela s'est toujours passé, on laissera ces logements se transformer en taudis. Pour les plus exploités, l'aspiration à un autre cadre de vie, aujourd'hui à l'image du pavillon, restera un rêve inaccessible. UN REVE QUI AIDERA A JUSTIFIER LES LONGUES JOURNEES DE TRAVAIL ET A IMPOSER DES CADENCES PLUS DURES.

La bourgeoisie sera toujours incapable de loger autrement les familles populaires, parce que ses préoccupations en matière de logement et d'urbanisme n'ont que deux objectifs :

- d'abord permettre au mieux le fonctionnement de l'économie capitaliste qui se nourrit de l'exploitation des travailleurs dans la production ;

- et ensuite accumuler le plus de profits possibles dans le cadre de vie lui-même :

- profits de la spéculation foncière: quand les salaires du bâtiment augmentent seulement de moitié, dans le même temps les prix et les terrains font plus que doubler ;

En Bretagne la part des charges foncières (terrains nus, plus équipements d'infrastructure) dans le prix final des logements est passée de 14,7% en 1955 à 23% en 1968 et à 30% en 1974.

- profits des trusts des travaux publics, comme REVETO et ROLL-LISTER, qui construisent les routes et les rues; profits des monomoles qui possèdent les réseaux pour l'électricité et pour l'eau, comme le SADE ;

- profits des entreprises de construction, qui prennent les mêmes bénéfices sur les chantiers de HLM que sur les chantiers privés ;

- profits des promoteurs immobiliers ;

- profits des sociétés qui obtiennent le monopole des services collectifs de distribution de l'eau, du chauffage, des transports, de l'enlèvement des ordures ménagères ;

- profits des banques qui interviennent à tous les stades de la construction.

## II - MEME SI LE PROGRAMME "COMMUN" EST APPLIQUE ....

Pour faire une politique du logement et de l'urbanisme populaire, il ne suffit pas de chasser la droite du pouvoir, IL FAUT PRENDRE DES MESURES REELLEMENT ANTICAPITALISTES. On ne les trouve pas dans le programme commun des partis de gauche, NI DANS LA VERSION PS, NI DANS LA VERSION PC.

Le programme commun parle de la réduction des inégalités excessives de croissance entre les villes, mais en proposant de mener à bien la politique de développement des métropoles d'équilibre manquée par la 5ème République, le PC et le PS s'engagent dans la voie opposée. Ce n'est pas en reproduisant dans les régions le système des métropoles concentrationnaires entourées de déserts que l'on répondra aux revendications pour "vivre au pays" et pour "un autre cadre de vie". Il faudra s'attaquer de front à la division entre villes et campagne.

La grande mesure proposée par le programme commun, la seule qu'il chiffre, c'est la construction dès les premières années de la législature de 700.000 logements par an, dont les 3/4 en HLM. C'est une nécessité d'accroître le nombre des logements neufs. Mais c'en est une tout aussi urgente de s'attaquer immédiatement et tout aussi massivement à l'amélioration des logements et des quartiers, même quand ils sont à peine terminés; c'en est une autre dès maintenant aussi de concevoir dans les nouveaux programmes un autre habitat.

L'APPLICATION DES REFORMES DU PROGRAMME COMMUN DANS CE DOMAINE REPOSE SUR LA POLITIQUE FONCIERE QU'IL PROPOSE. Or si celle-ci étend de manière importante les moyens qui existent actuellement, elle reste enfermée dans la MEME LOGIQUE qui jusqu'ici a empêché de satisfaire les besoins des familles populaires.

Seuls les terrains nécessaires aux besoins publics seront acquis par les collectivités. LA PLUS GRANDE PART DES SOLS A BATIR RESTERA DONC OBJET D'APPROPRIATION PRIVEE ET D'ECHANGE. Comme on continuera à vendre et à acheter les terrains, tout tourne autour de la question du contrôle de leur prix, pour essayer de freiner la spéculation. Le programme commun propose de fixer des prix de référence "en fonction d'une période antérieure où les prix étaient plus stables" :

- ou bien cela ne veut rien dire, parce que cette période n'existe pas,

- ou bien c'est une manière de dire qu'on prendra comme référence une année encore assez récente, et la spéculation galopante des dernières décennies se trouvera reconnue et intégrée dans les prix de référence (qui resteront d'ailleurs plus ou moins élevés dans les centres et les périphéries).

De plus, seules les expropriations pour cause d'utilité publique se feront à ces prix de référence. Pour tout le reste

les prix resteront libres, et ce qui dépassera sera considéré comme de la plus-value et donc taxé.

Comme il y aura toujours des revenus spéculatifs, le programme commun prévoit en effet une politique fiscale pour en récupérer ... une partie (taxes foncières et taxes sur les plus-values foncières).

Le maintien d'un marché foncier, même si les prix sont abaissés ou les hausses ralenties, continuera d'imposer des charges foncières lourdes aux équipements publics et aux logements pour les travailleurs, rendant difficile toute tentative réelle pour réduire les densités, résister à la ségrégation, améliorer les normes de construction, de surface, d'insonorisation, et pour construire tous les équipements collectifs nécessaires.

Même si les taxes permettent d'accroître les moyens financiers à la disposition des collectivités, et donc de réaliser timidement quelques-uns de ces objectifs (par ex. financement d'un programme social en centre ville), il faut bien voir qu'elles serviront essentiellement ... à acheter les terrains nécessaires aux besoins publics, c.à d. A PAYER LES PROPRIETAIRES FONCIERS EXPROPRIÉS. Le programme commun ne prévoit en effet aucun cas d'expropriation sans indemnisation. Il s'engage même à sauvegarder les intérêts des petits propriétaires, pas seulement en les payant aux prix de référence, mais en les exonérant partiellement de la taxe sur les plus-values foncières. Les ressources récupérées sur la spéculation officielle serviront donc à financer LE DROIT AUX PLUS-VALUES RECONNUES, et non pas à améliorer radicalement notre cadre de vie quotidien.

### III - NOUS PROPOSONS UN AUTRE PROGRAMME

Le programme du P.S.U. part des revendications exprimées par les travailleurs dans leurs luttes, qui dénoncent mieux qu'un texte les résultats catastrophiques de la gestion capitaliste et les insuffisances du programme commun.

#### 1) Sortir de la crise et du chômage

S'il y a un secteur où "sortir de la crise", surtout en Bretagne, et "changer la vie" exigent les mêmes solutions, c'est bien celui du cadre de vie.

Il est possible non seulement de stopper la dégradation de l'emploi dans la branche, mais de CREER DE NOUVEAUX EMPLOIS, en changeant les conditions de travail dans le bâtiment, où elles sont parmi les plus dures et les plus dangereuses, et en faisant du logement et de toutes les productions nécessaires à la transformation de la ville, LA PRIORITE DES PRIORITES. Les besoins des travailleurs sont énormes: il faut ouvrir les chantiers que le capital a délaissés et rouvrir ceux qu'il a construits sans se soucier de ceux qui doivent les habiter après. Travailler et produire pour vivre autrement, c'est ce sens-là que nous donnons à la nécessité de changer de type de croissance.

#### 2) Un logement décent pour tous

Le mouvement ouvrier doit actualiser ses réponses. Les objectifs quantitatifs du programme commun sont justes: non seulement en ville, mais dans les campagnes, il reste un effort important à faire pour donner un toit à chacun, surtout aux familles nombreuses, aux immigrés, aux jeunes travailleurs, aux étudiants, aux personnes âgées.

Sans attendre, cette urgence doit même s'étendre à l'amélioration des logements existants, en mettant en avant :

a) LA REHABILITATION DES LOGEMENTS ANCIENS, AU BENEFICE DE OCCUPANTS : réalisation des programmes sous leur contrôle; garantie du droit au relogement sur place, par application de la règle générale du loyer proportionnel au revenu. Les propriétaires des logements restaurés avec l'aide publique ne doivent plus avoir la liberté de les louer à qui ils veulent et au prix qu'ils veulent. Un programme de 5 ans élaboré quartier par quartier et commune par commune doit permettre d'éliminer les situations les plus scandaleuses.

b) LA RENOVATION DES GRANDS ENSEMBLES. On doit s'attaquer immédiatement aux aspects les plus contraignants de la vie quotidienne en HLM et dans les îlots les plus déshérités des ZUP. Reconquête d'espaces libres par destruction de certains immeubles (il en existe d'ailleurs qui sont déjà des taudis et ne sont même plus récupérables), et par réaménagement des circulations; insonorisation, assainissement de l'étanchéité, agrandissement des surfaces d'appartements affectés à chaque famille, notamment dans les tours; affectation de surfaces, dans les rez-de-chaussée et les derniers étages, souvent les moins salubres, pour des services collectifs.

c) LA CONSTITUTION DE PARCS DE LOGEMENTS D'ACCUEIL, pendant la durée des travaux, à partir de la réquisition des logements inoccupés, et progressivement de l'appropriation collective des logements de ceux qui en possèdent plusieurs.

#### 3) En HLM on rêve d'un pavillon ....

Les seuls noms de HLM et de collectifs évoquent aujourd'hui pour ceux qui les habitent, parqués dans les ZUP et les cités, non plus l'amélioration du confort, mais les conditions de vie quotidienne qu'ils aspirent le plus profondément à changer. Ce n'est pas en disant: "Il faut construire 500.000 HLM par an" que l'on répondra à cette aspiration.

Entretenu par la publicité mensongère des promoteurs et par la propagande "sociale" du gouvernement, le rêve du pavillon c'est quand même aussi la réalité de cette revendication pour un autre cadre de vie.

La réalité du refus de la concentration dans les grandes villes, du désir de vivre à la campagne, pas seulement d'avoir une maison dans la nature, mais aussi de se libérer de la divi-

sion du travail, sa déqualification, son manque d'intérêt qu'on compense avec quelques heures de jardinage et de bricolage.

La réalité de l'isolement dans lequel les familles sont rejetées les unes sur les autres, et du souvenir embelli de la vie collective des villages.

Ce rêve, ce n'est donc pas le rêve du pavillon lui-même, mais profondément l'aspiration à vivre, à produire, à travailler autrement, que le socialisme autogestionnaire veut réaliser. Et la solution, ce n'est certainement pas les "chalandonnettes" en lotissement, qui replient les familles sur elles-mêmes, développent l'individualisme et coûtent cher aux ménages et à la collectivité.

Nous n'avons pas à fabuler des solutions "parfaites": seuls les travailleurs, libérés de la domination du travail et du profit, pourront les inventer.

Mais dès maintenant il est possible de rompre avec l'urbanisme privé et l'urbanisme social du capitalisme.

#### 4) Halte à la concentration !

Plus de 10 millions d'habitants à PARIS  
en région parisienne 40% des logements sont surpeuplés  
33% n'ont ni WC ni salle d'eau  
40% n'ont pas le chauffage central  
La moyenne de temps passé en transport est de plus de 2 heures par jour  
Les dépenses de transport atteignent 15% du revenu des ménages  
44% des habitants de la banlieue souhaitent vivre en province.

Vivre au pays, c'est aussi le désir des travailleurs bretons émigrés à Paris, et c'est profondément une revendication pour un autre cadre de vie.

Ce ne sera pas en reproduisant dans les régions le système des métropoles concentrationnaires entourées de déserts que l'on y répondra. Il faut s'attaquer de front à la division entre villes et campagne. Et il ne suffira pas de faire des plans d'urbanisme nouveaux. Il faudra changer la production. Il n'y aura pas d'arrêt au déséquilibre entre les grandes villes et le reste de la Bretagne, sans une politique agricole qui arrête l'expulsion des petits agriculteurs, sans une planification industrielle qui mette au premier plan de l'aménagement du territoire le développement de tous les "pays", sans L'APPLICATION DU PROGRAMME ECOLOGIQUE qui apporte une remise en cause radicale du modèle d'industrialisation-urbanisation du capitalisme.

#### 5) Des équipements collectifs

et non pas un encadrement social et administratif de la population.

Un autre objectif très important et juste du programme commun, c'est le développement des équipements collectifs. Mais là où ils existent, on sait très concrètement que lorsqu'ils servent aux familles populaires, c'est principalement pour faciliter leur mise au travail: par ex. les crèches et les garderies du seul mercredi ne libèrent ni les femmes, ni les enfants. Pour le reste, le loisir et la culture, ils servent surtout à la petite bourgeoisie.

Pour satisfaire les besoins des familles populaires, les équipements collectifs doivent faire partie d'un programme anti-capitaliste, comportant des mesures radicales de réduction du temps de travail, de transport et d'amélioration des conditions de travail;

des mesures radicales de redistribution des tâches entre hommes et femmes, entre les familles et la collectivité, pas seulement les collectivités publiques, les administrations, mais les collectivités de travail et de quartier: implantation des équipements et aménagement des horaires pour permettre aux parents, hommes et femmes, de s'occuper de leurs jeunes enfants; implantation de services ménagers dans les immeubles;

des mesures radicales également qui permettent de déprivatiser et d'élargir rapidement la prise en charge collective des secteurs de la consommation et de la santé: coopératives sur les lieux de travail et les lieux d'habitat, centres sanitaires de voisinage.

Dans l'immédiat, LE TEMPS DE TRANSPORT DOIT ETRE PAYE AU TARIF DU TEMPS DE TRAVAIL, pour inciter rapidement à rapprocher les emplois et les logements.

#### 6) Pour le droit au meilleur logement pour tous

Actuellement le droit au logement dépend des revenus. Ce n'est pas seulement vrai pour l'accession à la propriété, mais aussi pour l'attribution des différentes catégories de logements sociaux, PSR, PLR, HLM locatives, en accession, LLN, etc ...

Il faut donc commencer par supprimer ces catégories qui produisent des logements de plus ou moins bonne qualité selon la solvabilité des familles. Tous les logements doivent être solides, durables, spacieux, confortables et beaux, les plus variés possibles.

La révision des critères d'attribution est aussi importante que l'augmentation des programmes de logements neufs et que leur amélioration générale.

Ce ne sont pas les critères de revenus, mais pas seulement non plus l'ordre d'inscription sur les listes de demandes, qui doivent donner priorité.

La priorité absolue doit être attribuée aux revenus les plus bas. Les autres critères de priorité, conditions de dureté du travail, taille de la famille, conditions d'habitat d'origine, conditions de santé, d'âge, diminution du temps de transport, ne doivent pas être définis par des règlements administratifs, mais discutés et décidés par les assemblées populaires de quartier.

Pour permettre l'égalité d'accès à ces logements, le loyer sera proportionné au revenu, corrigé par le nombre d'occupants. La charge logement ne devra pas dépasser 10% des revenus pour toutes les situations équivalentes à un revenu inférieur à 3500F par mois pour un célibataire.

Dans la première étape aussi, et pour élargir l'égalité du droit au logement, les mêmes règles et procédures d'attribution seront appliquées à l'ensemble des logements locatifs, pas seulement les logements publics, mais aussi les logements privés.

#### 7) Pour la propriété collective des terrains

Tous les revenus attachés à la propriété foncière sont des plus-values, l'existence d'un marché des sols à bâtir s'oppose à toute possibilité de maîtriser l'urbanisme et fera toujours obstacle à une politique de logement populaire. Pour toutes ces raisons, L'APPROPRIATION COLLECTIVE DOIT ETRE PROGRESSIVEMENT ETENDUE A TOUS LES TERRAINS CONSTRUCTIBLES.

Le P.S.U. n'ignore pourtant pas les résistances, y compris d'origine populaire, que la droite mais aussi la gauche mettent en avant pour justifier le maintien de la propriété privée du sol. C'est pourquoi ma première mesure à appliquer dans le cadre de cette politique, c'est de RENDRE PUBLIQUES TOUTES LES INFORMATIONS SUR LA STRUCTURE DE LA PROPRIETE FONCIERE (qui sont les propriétaires fonciers, quels sont leurs revenus ?)

En 1971 à RENNES, il restait 1673 hectares de terrains à bâtir possédés par des particuliers. Sur les 1754 propriétaires existants

les 100 premiers possédaient plus de 80% de la surface
les 30 premiers plus de la moitié
les 10 plus gros plus du 1/3

LES ASSEMBLEES POPULAIRES se saisiront alors de la question et décideront. En ce qui nous concerne, nous proposons :

- pour les propriétés de la grande bourgeoisie financière, industrielle, commerciale, immobilière, expropriation immédiate et sans indemnisation.

- pour les petits et moyens propriétaires, des conditions inspirées de celles proposées pour les nationalisations, les bases d'évaluation pouvant être les prix au moment de la constitution de la propriété, revalorisés selon l'évolution de l'indice des prix et en fonction des nouvelles bases de rémunération fixées pour défendre l'épargne populaire, première victime aujourd'hui des sociétés d'aménagement et des sociétés de rénovation. Ces acquisitions devront se faire selon le rythme des besoins de la construction, tandis que parallèlement une politique d'emprunt pour le financement du logement et de l'urbanisme cherchera à inciter les autres propriétaires à transformer leurs titres de propriété en bons du trésor, permettant d'affecter cette épargne à des investissements utiles.

Mais les propriétaires fonciers aujourd'hui se paient en prenant une partie des surprofits réalisés à partir de la production et de la vente non pas des terrains, mais de ce que l'on construit dessus. On ne pourra donc mettre un terme à la spéculation que SI L'ON S'ATTAQUE AUSSI AUX PROFITS DES ENTREPRENEURS, DES CONSTRUCTEURS, DES SOCIETES DE CHAUFFE, etc. C'est pour cela que 2 autres mesures sont indispensables pour faire baisser le prix des logements et améliorer leur qualité :

• S'il est normal pour atteindre ces buts d'affecter gratuitement les terrains acquis par la collectivité aux besoins en équipements publics et en logements populaires, ils devront être loués à titre onéreux pour tous les usages privés, afin d'éviter que les promoteurs et autres capitalistes continuent à récupérer des rentes de situation.

• Le programme de "nationalisations" ou des autres formes de propriété collective doit inclure un large secteur dans les travaux publics, la construction et les services urbains : notamment tous les services collectifs (transports, eau, chauffage, épuration) en position de monopole sur un quartier ou une ville doivent être rapidement déprivatisés.

#### IV - DU RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS SYNDICALES DU CADRE DE VIE AU CONTROLE POPULAIRE

La satisfaction des revendications populaires, aussi avec un gouvernement de gauche, dépendra des CAPACITES D'INITIATIVE, DE LUTTE ET DE CONTROLE A LA BASE.

C'est pourquoi l'ensemble des propositions de programme du P.S.U. n'a de sens et ne peut se mettre en oeuvre que lié

I) Au renforcement des organisations de masse du cadre de vie, avec lesquelles nous affirmons le DROIT ABSOLU A L'AUTONOMIE par rapport au pouvoir, aux municipalités. Nous nous prononçons donc pour le rejet de toute forme de co-gestion, notamment aujourd'hui, et dans le cadre des initiatives nombreuses de

l'union de la gauche allant ou se proposant d'aller dans ce sens, comme certaines formes de conseils de quartier et d'offres d'animation urbaine, ou des formes de participation à la gestion des offices publics HLM (la loi permet en principe dès à présent la participation des locataires aux C.A. des offices).

Notre ligne politique est d'imposer le contrôle populaire sur la gestion des logements et des charges locatives: c'est pourquoi et dès à présent nous préconisons la création, en-dehors du C.A. des offices de coopératives d'HLM, de CONSEILS DE COORDINATION DES ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES, qui auront le droit à l'information et au contrôle sur les comptes et la gestion.

Cependant, et de façon plus large, l'axe de NOTRE POLITIQUE VIS-A-VIS DES ORGANISATIONS DE MASSES, c'est d'ACCROITRE LEURS MOYENS financiers, par des fonds venant des collectivités publiques (municipalités, assemblées de pays, assemblées "régionales") leurs moyens en locaux et en temps. Nous revendiquons notamment et dès à présent le droit pour les délégués des associations syndicales du cadre de vie à des HEURES DE DELEGATION PRISES SUR LE TEMPS DE TRAVAIL et le droit à des congés formation. La reconnaissance de ces droits, c'est déjà l'amorce d'une réunification de la vie des travailleurs, que le système capitaliste enferme dans des " tiroirs " qui ne communiquent pas entre eux.

2) Dès que la mobilisation sera suffisante, et dès qu'apparaîtront des assemblées populaires, à la dimension des quartiers, des ateliers populaires d'architecture, d'aménagement, nous proposons de doter les Conseils élus du pouvoir de contrôler les offices fonciers, les offices d'urbanisme et toutes les structures chargées de la politique de programmation, d'attribution, d'entretien des logements, de la fixation et de la perception des loyers et charges\* et enfin du contrôle du marché privé dont le rôle ne cessera de se réduire.

\* Sur le problème des loyers et des charges, voir PSU-BRETAGNE DOCUMENTATION N° 2 "HLM de Bretagne" 1975 (documentation abondante et propositions)

## Contrôler la Consommation

- NE PAS LACHER SUR LES PRIX CE QUE NOUS AVONS RECUPERE SUR NOS SALAIRES
- LE CONTROLE SUR LA DISTRIBUTION, LES PRIX, LA QUALITE ET LA NATURE DES BIENS PAR LES TRAVAILLEURS, LES USAGERS ET LES COLLECTIVITES PUBLIQUES
- LE COUT DE L'ENERGIE : REPARER LES INJUSTICES

### I - CONSOMMER : QUOI ET A QUEL PRIX ?

Il est nécessaire d'établir UN CONTROLE COLLECTIF DES PRIX et marges, à la production et à la distribution. Pour cela, il faut examiner ce qui détermine le niveau des prix. Il faut donc

- éliminer les faux frais nécessaires à la domination du capital (privilèges des cadres dirigeants, dépenses de représentation, de publicité ....)
- supprimer les tâches spécialisées d'encadrement et de gestion (reconversion du personnel en agents d'exploitation)
- participation de tous à l'organisation et la définition du travail
- la participation de tous à la décision d'investir, d'embauche (et de reconversion) du personnel. Cela suppose notamment une extension du pouvoir des Comités d'entreprise et la création de conseils d'atelier et de bureau.

On peut chercher une alliance au niveau des travailleurs et de la petite bourgeoisie du commerce (indépendants, associations de commerçants, comités de quartier et salariés des entreprises), ceci pour déplacer finalement le terrain d'affrontement du commerce de détail vers le commerce de gros.

Il faut examiner et redéfinir les circuits de collecte, de conditionnement et de distribution des produits. Dans un premier temps, il faut empêcher l'inflation de récupérer ce que la bourgeoisie lâche aux travailleurs. Ensuite il y a lieu de s'attacher à la conception et à la finalité des produits et services (quel intérêt social, quelle durée, quelle qualité ?).

Il s'agit pour nous d'un autre mode de consommation: ne plus mettre au premier plan l'accroissement des biens disponibles, mais l'amélioration du cadre de vie. Ceci implique une profonde transformation des mentalités soumises aux pressions

de la publicité. Il faut redéfinir les objets que nous consommons (renouvellement rapide pour vendre plus).

Il est nécessaire d'améliorer la qualité des produits de consommation de masse (durée ...), ceci grâce à la baisse des cadencés et à la transformation des conditions de travail (contrôle sur la production). La consommation qui correspond à des besoins quotidiens des classes populaires doit être placée hors du marché, et si nécessaire par l'appropriation collective des moyens de production et de distribution, et par une fixation de prix politiques (prix bloqués pour les produits de première nécessité quotidienne).

Au niveau collectif, les consommations collectives (cantines scolaires ou d'entreprises) et les grandes surfaces de distribution doivent être l'objet d'une prise en charge par les travailleurs et usagers. Parmi les éléments de soutien à cette politique : encouragements aux produits régionaux, contrats d'approvisionnements entre collectifs de distribution et les paysans travailleurs.

Enfin au niveau de l'information, par la création d'un office d'information sur les marchandises (recevant des taxes égales aux dépenses de publicité) et fonctionnant sous contrôle populaire permettant la contre-information. Mais l'essentiel relève de la planification sociale: le marché ne peut tout contrôler. Nous devons remettre en cause les rapports marchands en créant de petites formes collectives de restauration, d'utilisation des équipements (laveries ...). Ceci suppose l'extension des pouvoirs des collectivités locales: orientation industrielle, distribution, relations avec les agriculteurs.

## II - CIRCULER , OU ET DANS QUELLES CONDITIONS ?

La priorité doit être donnée au développement des transports en commun et aux modes de déplacement peu consommateurs d'espace et d'énergie (pistes cyclables, voies piétonnes). Il faut arrêter la construction de parkings en plein centre des villes. Dans certaines villes de Bretagne depuis les élections municipales de 77 on innove avec le stationnement payant (Morlaix, Brest); ceci ne résoud rien: les automobilistes riches sont contents, ainsi que certains commerçants (ceux qui remboursent le prix du parc-mètre). Cette politique, combattue par les associations populaires, va à l'encontre du développement des transports en commun: comment dans ces conditions créer des couloirs d'autobus ?

Il faut que les transports en commun soient accessibles à tous: personnes âgées, enfants, handicapés ; que leur fréquence soit accrue (le soir ils sont quasi-inexistants) et sur des itinéraires établis sous le contrôle des travailleurs.

Nous exigeons la gratuité pour les femmes non salariées, les chômeurs, les personnes âgées, les scolaires, et la carte de transport payée par l'employeur pour les salariés. La gestion des entreprises de transport collectif doit revenir aux communes sous la forme de régies contrôlées par les travailleurs et la population.

La prise en compte de la revendication d'intégration du temps de transport dans le temps réel de travail doit contribuer à une autre organisation de l'espace.

En zone rurale, le transport scolaire doit être gratuit et sous contrôle collectif.

L'utilisation des voies ferrées déclassées et la décision de les remettre en service se fera sous le contrôle de la population qui décidera des liaisons locales et régionales.

## III - LE COUT DE L'ENERGIE EN BRETAGNE

Sur les conditions dans lesquelles sont actuellement distribuées l'électricité et le gaz en Bretagne, et sur nos propositions, nous renvoyons nos lecteurs au PSU-BRETAGNE Documentation n° I ; "De l'eau dans le gaz".

Indépendamment des propositions que nous faisons dans la Plateforme Autogestionnaire Bretonne sur les énergies nouvelles nous proposons la péréquation sur les tarifs de gaz pour que l'utilisateur de Brest ne paie plus 20 à 30% plus cher que l'utilisateur de Nantes. L'arrivée du gaz naturel dans le Finistère déclenche des luttes des associations populaires en liaison avec les organisations syndicales de GDF-EDF pour une tarification équitable. Nous leur apportons notre appui.

( Ce texte est une contribution du secteur Cadre de vie de Brest, non discuté par la D.P.B. )

# Un Statut Particulier

## pour la Bretagne

- NOUS REVENDIQUONS UN STATUT PARTICULIER POUR LA BRETAGNE AU SEIN D'UN ETAT FRANCAIS EN MARCHE VERS LE SOCIALISME
- NOUS POSONS DES JALONS POUR DONNER AUX TRAVAILLEURS LE CONTROLE DES STRUCTURES ET LE POUVOIR DE DECISION  
( ASSEMBLEES DE PAYS , CONSEILS POPULAIRES )

### I - LE PROBLEME INSTITUTIONNEL

#### I . Introduction

Ces dernières années ont vu le développement important dans l'Europe de l'Ouest capitaliste du phénomène des nationalités, qui s'est traduit par la forte poussée des mouvements nationalitaires et le plus souvent avec une orientation socialiste.

La Bretagne n'a bien sûr pas échappé à ce phénomène, et la Fédération Bretonne du PSU s'intègre dans la lutte pour une Bretagne socialiste. Pour cela elle avance des propositions institutionnelles qui lui paraissent ouvrir la voie à un véritable socialisme autogestionnaire en Bretagne.

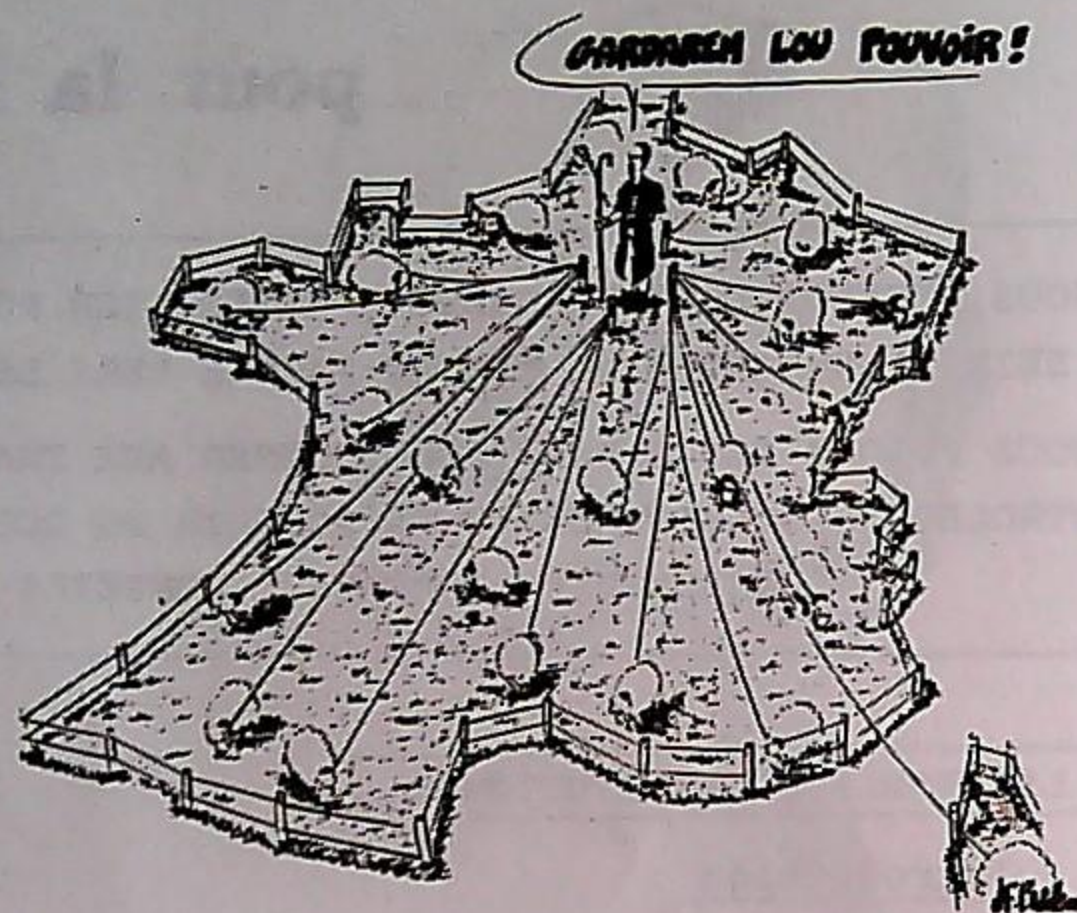
#### II . Les réalités politiques fondamentales

Nos propositions s'appuient sur deux réalités politiques fondamentales :

- L'existence d'un peuple breton nécessite un statut particulier pour la Bretagne au sein de l'Etat Français.
- Les problèmes institutionnels ne peuvent être résolus qu'en s'appuyant sur le mouvement populaire, et les solutions doivent contribuer concrètement à son développement.

#### III . Le cadre actuel

Le cadre actuel est bien entendu créé pour renforcer les visions centralistes et jacobines du pouvoir. Il participe à l'aliénation du peuple breton.



Nous demandons donc la suppression :

- du préfet de région, véritable petit gouverneur aux ordres du pouvoir,
- du cadre départemental qui ne correspond à aucune réalité humaine, culturelle et économique,
- du découpage actuel séparant la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne.

IV . Le programme commun 72

Le programme commun apporte quelques évolutions, mais dans l'ensemble, maintient une vision jacobine et peu évolutive de la gauche française.

L'évolution positive vient de la revendication de l'élection de l'assemblée régionale au suffrage universel, proposé d'ailleurs par le PSU voici quelques dix années..., mais les pouvoirs de celle-ci sont extrêmement limités et la transformation des préfets de région en commissaires du gouvernement sans redéfinition de leurs pouvoirs, ne saurait nous satisfaire.

V . Conclusion :

En conclusion, face

- à l'absence de perspectives de la gauche, entre le jacobinisme du PC et le "régionalisme bon teint" du PS,
- au flou des perspectives institutionnelles de l'UDB que son récent choix autonomiste n'a pas clarifié,

la responsabilité politique du mouvement révolutionnaire breton est engagée. Nos propositions doivent permettre la reconnaissance du caractère de "minorité" nationale de la Bretagne, et faire avancer sa libération à travers notre revendication : UN STATUT PARTICULIER POUR LA BRETAGNE.

2.- NOS PROPOSITIONS :

I . Introduction

Nous devons avoir à l'esprit

- Que dans le cadre d'un gouvernement de gauche, nous devons appuyer la mise en place de l'assemblée élue au suffrage universel ;
- mais que nous devons obtenir la mise en place de nouvelles



structures de transition s'appuyant sur le mouvement populaire et ouvrant la voie au socialisme autogestionnaire.

## II . Schéma d'organisation (voir ci-contre)

### III . Les assemblées de pays

Les assemblées de pays sont l'ELEMENT LE PLUS NOVATEUR de nos propositions. Elles sont rendues nécessaires par la disparition du cadre départemental : elles s'appuient sur une réalité locale plus profonde que l'ancien découpage départemental artificiel.

D'autre part leur mode de désignation : d'un côté les municipalités (représentation géographique), de l'autre, les secteurs productifs (représentation économique et sociale) garanti LA REPRESENTATION MAJORITAIRE DES TRAVAILLEURS, nécessaire à une avancée socialiste véritable.

Ces assemblées posséderont essentiellement :

- le pouvoir de décision dans les problèmes locaux,
- le pouvoir de contrôle de l'application des décisions de l'assemblée bretonne.

Elles auront POUVOIR DE DECISION sur les problèmes de répartition des terres, de l'occupation des sols, du logement, de l'organisation des loisirs, du développement de petites unités énergétiques, de l'équipement, des transports locaux, etc...

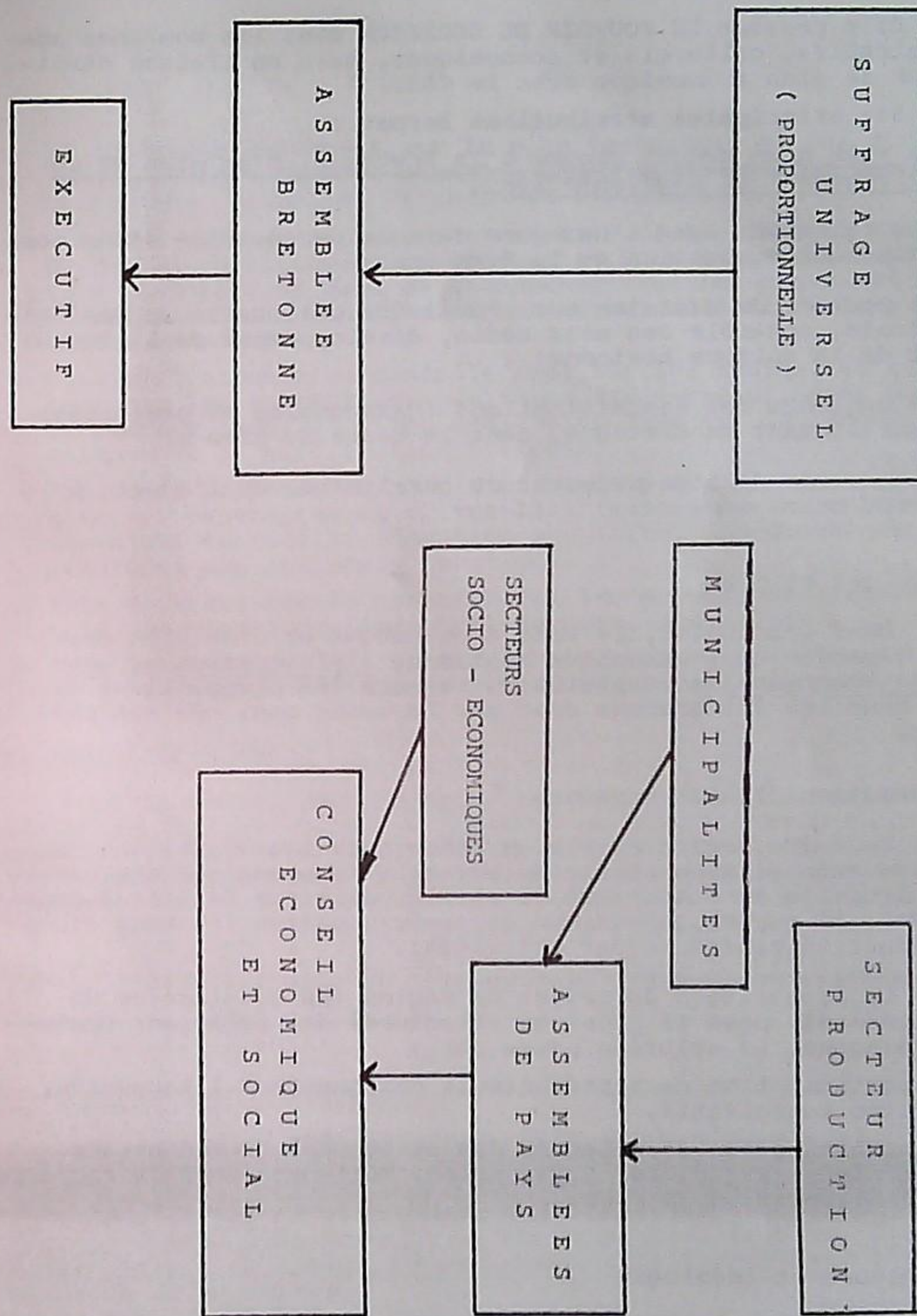
Elles auront POUVOIR DE CONTROLE essentiellement sur les orientations économiques, implantations de nouvelles industries, protection des secteurs traditionnels (pêche, agriculture), prix, gaspillage, pollution. Elles pourront également contrôler les orientations des administrations existant localement.

C'est essentiellement sur ces nouvelles assemblées que pourra s'appuyer LE MOUVEMENT POPULAIRE POUR AVANCER VERS LA TRANSITION AU SOCIALISME.

## IV . L'assemblée bretonne

### a) Présentation :

L'assemblée est élue au suffrage universel direct à la proportionnelle (disposition prévue par le programme commun). Elle couvre le territoire actuel des 5 départements. Ses pouvoirs seront évidemment sans commune mesure avec ceux de l'assemblée actuelle et nettement plus importants que ceux prévus par l'ex-programme commun. Le préfet de région (ou commissaire du gouvernement dans le cadre du PCG) devra disparaître.



Elle possède LE POUVOIR DE DECISION dans les domaines administratifs, culturels et économiques, mais en liaison étroite sur le plan économique avec le CES.

Ses principales attributions seront :

- le vote d'un budget propre à la Bretagne, d'un plan de développement et d'orientation ;
- les relations avec l'hexagone dans la perspective d'une certaine autonomisation de la Bretagne ;
- le pouvoir de décision sur l'activité culturelle en Bretagne (école, contrôle des mass media, développement de la langue et de la culture bretonne) ;
- le contrôle des administrations (hexagonales et bretonnes) fonctionnant en Bretagne, dans le cadre du plan ;
- la gestion de l'aménagement du territoire, de l'espace à terre et en mer.

#### b) Budget et plan

Dans l'immédiat, le vote d'un budget et d'un plan doivent dépendre de l'assemblée bretonne, l'élaboration et les moyens techniques sont plutôt du ressort des propositions du CES. Nous les intégrerons donc par la suite dans ses attributions.

#### c) Relations Breizh-hexagone

Le cadre breton semble un cadre privilégié dans une perspective auto-gestionnaire : en effet, s'appuyant sur une réalité culturelle et économique (l'entité politique restant à construire), il permet un minimum de centralisation (au sens d'une coordination cohérente des activités).

La disparition du préfet de région (ou commissaire du gouvernement) pose le problème structurel des relations Bretagne-hexagone. La solution passe par :

- la participation de représentants hexagonaux à l'assemblée, à titre consultatif,
- la participation de délégués des structures bretonnes aux différentes structures hexagonales. Notamment dans le cadre de l'élaboration du Plan.

#### d) Culture et idéologie

- L'assemblée a un pouvoir de contrôle sur l'enseignement et

la formation notamment sur le plan technique et des structures, c'est à dire le contrôle d'une grande partie des attributions actuelles du rectorat d'académie ;

- Elle est chargée de redonner sa place réelle dans la vie publique, l'enseignement et les medias à la langue et à la culture bretonne, et donc de rechercher avec les organisations concernées les moyens techniques, humains et financiers à mettre en oeuvre.
- Elle doit assumer un contrôle réel sur les medias, et surtout sur les entreprises publiques (télé-radio), avec dans un premier temps au moins une chaîne axée sur la langue, la culture et la civilisation bretonne.
- Elle doit préparer un plan d'aide et de financement aux initiatives populaires et culturelles (maisons de la culture, instituts culturels, éducation populaire, magnétothèques, problèmes des artistes, chanteurs) ;
- Elle doit assurer la garantie (et les moyens) de l'expression des minorités (immigrés, nomades, etc...) ;
- Elle entretiendra des relations avec les autres minorités de l'hexagone, de l'Europe et des pays du tiers-monde.

#### e) Administrations

L'assemblée devra exercer un contrôle sur le système administratif, qu'il soit organisé à un niveau breton ou hexagonal. Elle contrôlera les décisions administratives afin qu'elles soient conformes aux orientations décidées à un niveau régional.

Elle peut également prendre des mesures de façon à favoriser le retour des bretons émigrés désirant revenir vivre et travailler au pays, et à assurer la présence de bretonnants dans chaque organisme public en Basse Bretagne (notamment dans les administrations).

#### f) Aménagement du territoire

L'assemblée bretonne devra être dotée d'un statut de collectivité territoriale. Elle pourra procéder à une appropriation collective "régionale" des terres, particulièrement pour les bords de mer et de rivière, les forêts et les sites. La gestion pourra être transférée aux assemblées de pays. Elle devra définir un schéma d'aménagement du littoral avec l'élaboration de priorités.

Elle définira un plan de réorganisation du tourisme,

orienté vers un tourisme réellement populaire et non destructeur. Elle élaborera également un plan de gestion de l'eau et des ressources naturelles. Enfin en liaison avec les propositions du CES, elle adoptera un plan "régional" de recherche sur le plan énergétique adapté aux capacités et aux besoins réels de la Bretagne.

#### V . Le Conseil Economique et Social

Son rôle principal est de définir une planification "régionale" des choix et activités économiques. Il est composé des représentants des secteurs économiques et sociaux, et des délégués des assemblées de pays. Il joue essentiellement un rôle de structure de proposition et de réflexion sur le plan économique, par rapport à l'assemblée bretonne. Mais pour appuyer ses perspectives, il doit disposer d'un certain nombre de moyens et d'outils parmi lesquels :

- une banque d'épargne et d'investissement permettant d'éviter la fuite de l'épargne populaire vers les régions privilégiées de l'hexagone, de soutenir, de structurer certains secteurs économiques ou d'aider le démarrage de nouvelles activités,
- un financement breton assuré par un transfert de la pression fiscale de l'état (revenus, taxes, impôts) vers les "régions"
- la possibilité d'appropriation collective des entreprises ou moyens de production. Cette socialisation "régionale" se faisant sur revendication des conseils ou comités de travailleurs à la base.
- Un plan de développement et d'intervention pour les problèmes de transports et des affaires maritimes ;
- la reconversion vers des besoins locaux de certaines industries (nucléaire, armement, certains secteurs chimiques et pharmaceutiques, etc...)
- la possibilité d'échanges économiques en dehors du cadre hexagonal ;
- le développement d'énergie nouvelles (ou traditionnelles) allant vers une moindre dépendance énergétique de la Bretagne.

### 3 . - DE LA DUALITE DES POUVOIRS .....AU POUVOIR POPULAIRE.-

Les propositions que nous venons de décrire introduisent une dualité de pouvoirs. Dès qu'une mobilisation populaire est suffisante, il faut passer à une autre étape par :

a) le renforcement des pouvoirs du "Conseil Economique et Social" où le rapport de classes est en faveur des travailleurs.

b) la création d'une véritable "assemblée populaire bretonne" composée d'une part de délégués élus par les assemblées de pays, et d'autre part, de délégués élus au suffrage universel à la proportionnelle.

c) les "assemblées de pays" deviennent alors la structure fédérative des conseils ouvriers et populaires.

Cette étape c'est celle de la construction du SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE.

# Femmes, Libérons nous !

- POUR UN MOUVEMENT AUTONOME DES FEMMES
- TRAVAILLER MOINS POUR VIVRE MIEUX
- REMETTRE EN CAUSE LA HIERARCHIE DANS LA SOCIETE ET LA FAMILLE

## I - LA SITUATION DE LA FEMME DANS LA SOCIETE ACTUELLE

### I) Données économiques sur la femme bretonne

#### a) l'emploi des femmes

En Bretagne, 37% des travailleurs sont des femmes, 44% si l'on excepte les secteurs du bâtiment, du génie civil et de l'agriculture (chiffres au 31/12/75 ASSEDIC de Bretagne). Il s'agit surtout d'EMPLOIS NON QUALIFIES localisés dans des secteurs comme l'habillement, l'agro-alimentaire et l'électronique. Ces branches d'activité voient leurs effectifs diminuer, ce qui entraîne un fort taux de chômage.

Les emplois qualifiés féminins sont surtout localisés dans l'enseignement, les professions para-médicales et de bureau.

En général, les professions dites féminines maintiennent la femme dans la DEPENDANCE A L'EGARD DE L'HOMME (salaire d'appoint). Elles perpétuent également une certaine image de la femme: la mère douce, aimante, calme et sérieuse, qui, sur le plan professionnel, fera une excellente jardinière d'enfants, une éducatrice, une assistante sociale ou une secrétaire.

#### b) le chômage des femmes

Depuis le début de la crise, les femmes ont été PLUS TOUCHÉES QUE LES HOMMES par le chômage. Depuis la fin de 1975, en particulier, le chômage féminin augmente beaucoup plus rapidement que le chômage masculin.

Les femmes attendent plus longtemps un emploi que les hommes. Et après 50 ans, elles ne trouvent plus rien. On embauche prioritairement des hommes, souvent plus qualifiés, et considérés comme la source de revenus de leur famille.

De plus les contrats de formation pour les jeunes sont prioritairement accordés aux garçons.

## 2) Données sociologiques

La femme se trouve éliminée presque totalement de tous les postes de responsabilité et des organes de décision, y compris, malheureusement, dans les organisations ouvrières.

Elle n'est jugée intéressante que dans la mesure où elle a la possibilité de faire des enfants, de tenir un ménage... d'où le mépris pour les femmes célibataires ou homosexuelles. Les jeunes filles n'ont donc souvent rien de plus pressé que de se marier.

Dans le mariage, la femme est souvent piégée. Si elle reste chez elle, elle est isolée et n'est pas reconnue socialement. Il lui est difficile de s'organiser collectivement.

Le travail à la maison n'est souvent "choisi" par la femme, qu'à cause de l'impossibilité de trouver un emploi. Il s'agit ainsi d'un chômage masqué.

Elle se sent coupable si elle ne fait pas son travail ménager à la perfection parce que c'est cela qui justifie son existence. Ainsi dans une cité, les femmes arrêtent de bavarder et rentrent chez elles à l'heure du retour des maris.

Si elle travaille, elle a plus d'indépendance financière, mais elle doit faire face à la double journée de travail, ou à la journée et demie si "le mari est gentil". Même dans ce cas, les engagements du mari restent les plus importants : la femme du militant est presque toujours sacrifiée.

Vis à vis des institutions et des administrations, la femme dépend toujours de "son homme". Dans le même ordre d'idées, les congés pour maladie d'un enfant, la retraite anticipée, le travail à temps partiel sont la plupart du temps réservés aux femmes.

## 3) La famille

Dans la famille, la femme est l'élément moteur de la consommation. Elle perpétue la société capitaliste en raison de l'éducation qu'elle est chargée de donner à ses enfants.

La famille est le lieu où se différencient traditionnellement les rôles "masculin et féminin" ; la petite fille est "douce et gentille" et le petit garçon "actif et turbulent". Les jouets sont très différents selon le sexe. La petite fille aura des jouets la préparant à un rôle de mère et ménagère. On donnera par contre au petit garçon des jouets agressifs ou lui permettra d'exercer ses activités manuelles et intellectuelles.

Dès le plus jeune âge, l'enfant est placé dans un moule : la petite fille reste près de ses poupées tandis que le petit garçon peut partir à la découverte du monde.

## 4) la sexualité

La sexualité est actuellement très mal vécue par les femmes. Recluses dans leur petit monde entre leurs enfants et leur mari, elles ne jouissent pas ou peu.

La femme doit la plupart du temps prendre seule en charge sa contraception, et s'il y a un "accident", à elle de se "débrouiller" seule.

En ce qui concerne la loi Veil, son application très hétérogène montre qu'aucune politique d'ensemble n'a été mise en place par les pouvoirs publics. Si bien que la majorité des interruptions volontaires de grossesse sont pratiquées dans des cliniques privées. Quant à l'information sur la contraception, elle n'est pas entreprise correctement.

Cette absence de politique n'est pas une simple démission de la part du pouvoir, mais au contraire l'expression de sa volonté de poursuivre une politique nataliste où la mère au foyer reste l'exemple à suivre. Autre raison tout aussi importante : la résistance d'une large partie du corps médical.

A noter enfin que la loi est mieux appliquée dans les villes où est implanté un centre d'orthogénie.

L'homosexualité masculine ou féminine reste souvent réprimée par la loi. Elle est dans bien des milieux, considérée comme une tare. En matière de sexualité aussi nous sommes pour le droit à la différence.

## II.- NOS POSITIONS, NOS PROPOSITIONS.

### I) Le mouvement autonome des femmes.

Il est largement insuffisant de dire que la révolution est la condition de réalisation de la libération des femmes.

a) QUELLE DIMENSION LES FEMMES APPORTENT-ELLES AU PROJET AUTOGESTIONNAIRE ?

Les rapports d'oppression qui donnent aux femmes un rôle

traditionnel dans la famille et leur confèrent un statut de mineures dans la société sont des vestiges d'une société bien plus archaïque que la société capitaliste. IL N'Y A PAS DE REVOLUTION SANS DESTRUCTION DE TOUS LES RAPPORTS D'OPPRESSION, MEME LES PLUS ANCIENS ET LES PLUS INCONSCIENTS. La révolution devra être totale englober tous les niveaux et tous les domaines (division des rôles dans la famille et dans la société, sexualité aliénée.) L'instauration du socialisme ne peut pas se limiter à l'abolition juridique des rapports d'exploitation, mais doit permettre la marche vers une société libre de toute oppression et de toute aliénation.

L'AUTOGESTION EST LA PRISE EN CHARGE DE LEUR VIE PAR LES INTERESSES ET L'EXERCICE DU POUVOIR A TOUS CEUX, A TOUTES CELLES QUI Y ONT DROIT.

Le mouvement des femmes est une nécessité aussi bien après que pendant la crise révolutionnaire pour lutter contre le poids de l'idéologie dominante, car il y a toujours un décalage entre le renversement des rapports de production et le bouleversement idéologique. Le mouvement des femmes est une des garanties pour que la révolution ne s'arrête pas en marche ou ne s'enlise pas dans la bureaucratie.

#### b) UNE REDEFINITION DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Les femmes qui se battent ont un double rapport à la lutte révolutionnaire : elles libèrent le potentiel révolutionnaire de l'humanité et expriment une nouvelle aspiration à l'autodétermination.

Une organisation révolutionnaire ne doit pas réduire la lutte des femmes à un front secondaire, mais doit s'employer à unifier ses luttes à celles de la classe ouvrière.

Il est bien évident que pour nous le mouvement des femmes ne se limite pas aux seuls groupes femmes, mais à toutes les femmes qui, aussi bien au Planning familial, dans les associations familiales et populaires (avec les contradictions qui les traversent) que dans les syndicats et organisations, se regroupent pour lutter contre leur oppression spécifique. Il nous semble dangereux de délimiter sévèrement le mouvement des femmes au risque de reproduire le découpage traditionnel gauche/ extrême-gauche (celles "qui ne sont pas claires" et celles qui ont été touchées par la grâce !) et donc d'appauvrir l'analyse de ce mouvement.

#### 2) Les femmes et les élections

Il nous paraît important de rappeler quelques points :

- Il ne suffit pas d'une candidature féminine pour que les problèmes des femmes soient posés, et encore moins s'il s'agit systématiquement de candidatures de suppléances.

- Le mouvement des femmes manifeste une profonde méfiance non seulement vis à vis des partis traditionnels et de leur capacité de récupération (et on les comprend) mais aussi à l'égard des élections, occasion d'une offensive de charme de tous bords en direction des femmes.

- dans les organisations traditionnelles et les mouvements de masse, il existe une réelle prise de conscience des femmes, correspondant d'ailleurs à une évolution diffuse des mentalités, mais marquée de méfiance vis à vis de certains aspects du féminisme, notamment le gommage de la lutte des classes par certains de ses courants, gommage que le secteur femmes du P.S.U. a d'ailleurs toujours, lui aussi, dénoncé.

Il est important qu'il y ait des candidatures féminines (et féministes) mais nous refusons les candidatures "plaquées" et démagogiques (en période électorale, la femme se vend bien). Il nous semble beaucoup plus important que tous les candidats et candidates interviennent systématiquement sur ce point. Ce qui implique une prise en charge originale et plus collective de la campagne. Est-ce si important en fin de compte de se retrouver le cul sur une chaise (pardon ! dans un fauteuil) à l'Assemblée nationale ?...

#### 3) Nos propositions

A court terme, il est important d'exiger :

- Moins de travail : 35 heures et bientôt 30h.
- une formation professionnelle égale pour l'homme et pour la femme (par exemple, très peu de sections dans les collèges techniques sont en fait ouvertes aux femmes).
- des municipalités, la création d'équipements sociaux et collectifs (crèches, restaurants, laveries...), de locaux pour permettre l'ouverture de maisons de femmes (centres d'accueil, information juridique...)
- la création de centres d'orthogénie à la ville et à la campagne sous contrôle des femmes, l'application et l'extension de la loi Veil, le développement de l'information contraceptive (sections syndicales dans les entreprises, comités lycéens ...)
- L'éducation sexuelle des jeunes.

Nous devons aussi mener une lutte incessante pour remettre en cause les rapports hiérarchiques et répressifs, dominants au sein de la famille, dans le travail, les loisirs, le militarisme.

Mais nous sommes bien conscientes que ces revendications indispensables et urgentes ne remettent pas en cause fondamentalement l'oppression spécifique des femmes et la famille. On est encore loin de la révolution ...!

LA REMISE EN CAUSE DE TOUTE FORME DE POUVOIR, ET DE LA CELLULE FAMILIALE ACTUELLE, est une condition indispensable à la réalisation d'une société autogestionnaire où les femmes, les enfants, tous les opprimés, POURRONT ENFIN VIVRE DE MANIERE AUTONOMES.

VERS UNE AUTRE FORME DE VIE (à plusieurs) qui reste à imaginer ... et à vivre !



# Changer les Rapports Hommes, Femmes, Enfants

- TRANSFORMER LA SOCIETE ECONOMIQUE QUI IMPOSE L'ECRASEMENT DES INDIVIDUS
- LUTTER ET DONNER LES MOYENS DE VIVRE PLEINEMENT LEUR VIE AUX CATEGORIES BAFOUEES : LES ENFANTS , LES HANDICAPES , LES PERSONNES AGEES ET LES FEMMES

Après une brève analyse de quelques aspects importants des rapports actuels entre les hommes, les femmes et les enfants, nous avons vu les conditions nécessaires (pas forcément suffisantes) à un changement de ces relations et nous en avons analysé les principales conséquences dans une société autogestionnaire.

I . LA VIE ECONOMIQUE DETERMINE FORTEMENT LE SYSTEME DE VALEURS (IDEOLOGIE) ET DONC LES RAPPORTS HOMMES - FEMMES - ENFANTS.

Exemple : Capitalisme et rendement entraînent que l'individu est considéré comme une machine.

## I) LES RAPPORTS ACTUELS

Les rapports actuels sont conditionnés par trois types de cloisonnement de nature différente :

- Cloisonnement entre vie professionnelle - vie familiale - vie sociale (loisirs, réunions, responsabilités).

Les différentes "vies" se passent :

- dans des lieux différents
- avec des personnes différentes
- selon des horaires précis
- selon des habitudes précises.

- Division du travail entre hommes- femmes- enfants

Le travail ménager est réservé aux femmes. Il existe des métiers féminins et des métiers masculins ; des loisirs féminins et des loisirs masculins. Certaines responsabilités incombent aux femmes (associations de parents d'élèves, secteur "social" dans les mairies etc...), d'autres aux hommes (syndicats, partis, etc...).

### - Division selon les classes sociales.

NB. Les cloisonnements ne sont pas cités par ordre hiérarchique. Il est impossible de les classer car ils sont de nature différente. Il y a interaction entre les trois types de cloisonnement que nous avons distingués. Par exemple, essayons d'analyser la situation des enfants à travers ces trois types de cloisonnement. Les enfants, parce qu'on n'en parle pas dans les partis politiques.

### 2) . LA SITUATION DES ENFANTS.

Les enfants subissent le cloisonnement entre la vie professionnelle, la vie familiale et la vie sociale. Le rythme de vie des adultes leur est imposé dès la naissance (exemple : départ à la crèche ou à la garderie à six heures du matin).

Les enfants et le travail ménager sont le domaine réservé de la femme. De plus, si les parents travaillent à l'extérieur, surtout si la femme a un travail dur, c'est l'enfant qui en subira les conséquences.

Plus les parents appartiennent à une classe sociale exploitée, plus l'enfant subit ces cloisonnements.

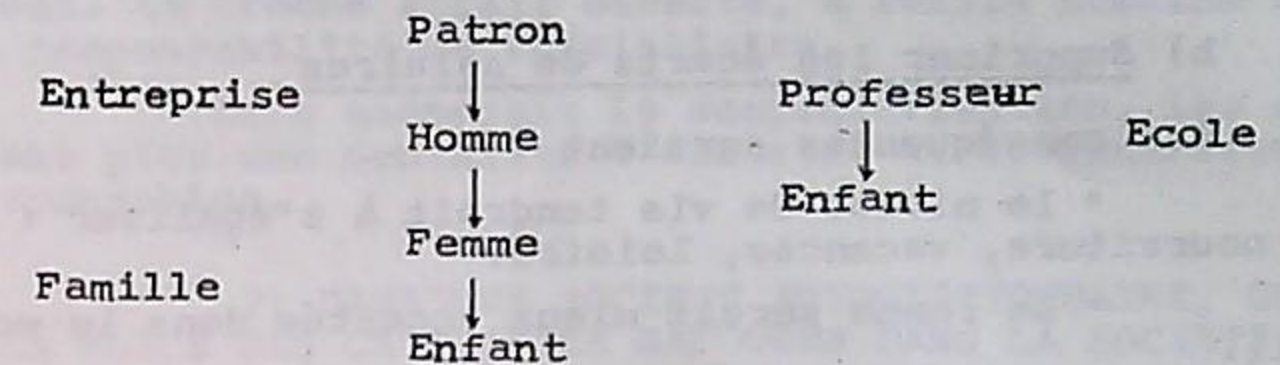
Le travail est abrutissant : les parents ont moins de possibilités de dialogue avec les enfants ; Les trajets sont longs : ils ont donc moins de temps avec les enfants et sont moins disponibles du fait de la fatigue.

Donc, les enfants ont une vie programmée selon celle des adultes et selon la vie économique dont ils font partie (par exemple, dans l'école, ils subissent la sélection scolaire)

Ils n'ont pas de vie propre, ils n'ont pas de place. Ils ne doivent pas gêner les adultes. La télévision est un bon remède...

D'autre part, il n'y a pas de vie collective (famille nucléaire) ni de prise en charge collective des enfants. L'enfant se heurte à l'indifférence des adultes, en particulier dans la rue. L'enfant a donc toujours affaire à un professeur,

un parent : il subit donc plus fortement l'autorité. Il se trouve toujours en bas de l'échelle hiérarchique :



## II . DANS UNE SOCIETE AUTOGESTIONNAIRE

### I) . LES MOYENS A SE DONNER

Afin de changer les rapports hommes - femmes - enfants, il est essentiel :

- que la femme participe à la production (production = tout travail nécessaire à la vie collective).
- de diminuer le temps de travail,
- de réduire les écarts de salaires,
- d'établir une rotation des tâches.

#### a) Diminuer le temps de travail

Tant que l'homme, parfois la femme, seront écrasés par les horaires démentiels, il est illusoire de croire que l'on pourra changer les rapports entre les hommes, les femmes et les enfants.

Les conséquences d'une diminution de travail seraient :

- Une répartition égale du travail ménager,
- La participation des deux, voire du quartier, à l'éducation des enfants.
- la participation à la vie de la cité, ceci est d'autant plus nécessaire que l'on est dans une société autogestionnaire.



\* La possibilité d'un temps de loisirs réels et que ces loisirs soient enrichissants, non imposés, et différents des loisirs-défolements.

Cette réduction du temps de travail permettrait la réflexion et une éducation idéologique indispensable pour un changement.

#### b) Supprimer les écarts de salaires

Les conséquences seraient :

- \* le niveau de vie tendrait à s'égaliser : logement, nourriture, vacances, loisirs.
- \* La femme serait mieux acceptée dans le monde du travail.
- \* Certains métiers seraient choisis non pour le profit, mais pour le travail lui-même (médecin, ingénieur...)
- \* Le sens de la hiérarchie serait entamé sérieusement sinon détruit.
- \* Le rapport à la connaissance changerait :
  - La connaissance du "supérieur" vers "l'inférieur" passerait mieux et vice-versa.
  - La différence manuel-intellectuel disparaîtrait.
  - Les individus se sentant utiles et non méprisés auraient davantage confiance en eux.

#### c) Etablir une rotation des tâches

La rotation des tâches s'établirait au niveau de la vie quotidienne et de quartier et au niveau de la vie professionnelle partout où cela est possible.

Les conditions pour l'établir :

- \* Education dès le plus jeune âge, tout en respectant l'évolution de l'enfant.
- \* Participation de tous aux tâches ingrates (ménage, poubelles, jardinage ...) à l'école, à la maison et dans le quartier.

En conséquence :

- \* Il existerait des locaux avec des équipements collectifs : cuisine, entretien du linge, bibliothèque, discothèque...
- \* Renouvellement de l'architecture indispensable.

\* Des crèches existeraient à l'échelle des quartiers et des bourgs. Les jeunes et les personnes âgées y participeraient. La crèche serait ouverte, à taille humaine et pas sous la responsabilité de spécialistes.

Cela amènerait la déspecialisation, les gens n'auraient plus une mentalité d'assistés et deviendraient plus responsables.

2) DANS UNE SOCIETE AUTOGESTIONNAIRE, QUELLE SERAIT LA PLACE DES CATEGORIES BAFOUEES DANS LA SOCIETE ACTUELLE ?

#### a) L'enfant :

L'enfant deviendra autonome, il faut tout faire pour favoriser l'autonomie de l'enfant.

- \* On permettra à l'enfant d'avoir encore de l'imagination.
- \* L'architecture doit être pensée en fonction de l'enfant.
- \* Changement complet de l'école, avec la disparition de toute compétition.

#### b) Les handicapés :

Ils seront considérés comme des individus à part entière, ils seront payés intégralement pour leur travail. Ils seront donc intégrés au maximum dans la société. L'architecture et l'urbanisme devront être adaptés.

#### c) Les personnes âgées

Elles seront mêlées à la vie communautaire, non seulement parce que des logements seront adaptés à leurs besoins spécifiques mais aussi parce que les structures d'animation leur feront une place : transmission de leurs expériences et de leurs connaissances socio-culturelles, etc... Leur présence est une des conditions du maintien d'une "tradition" culturelle bretonne qu'une société socialiste doit intégrer.

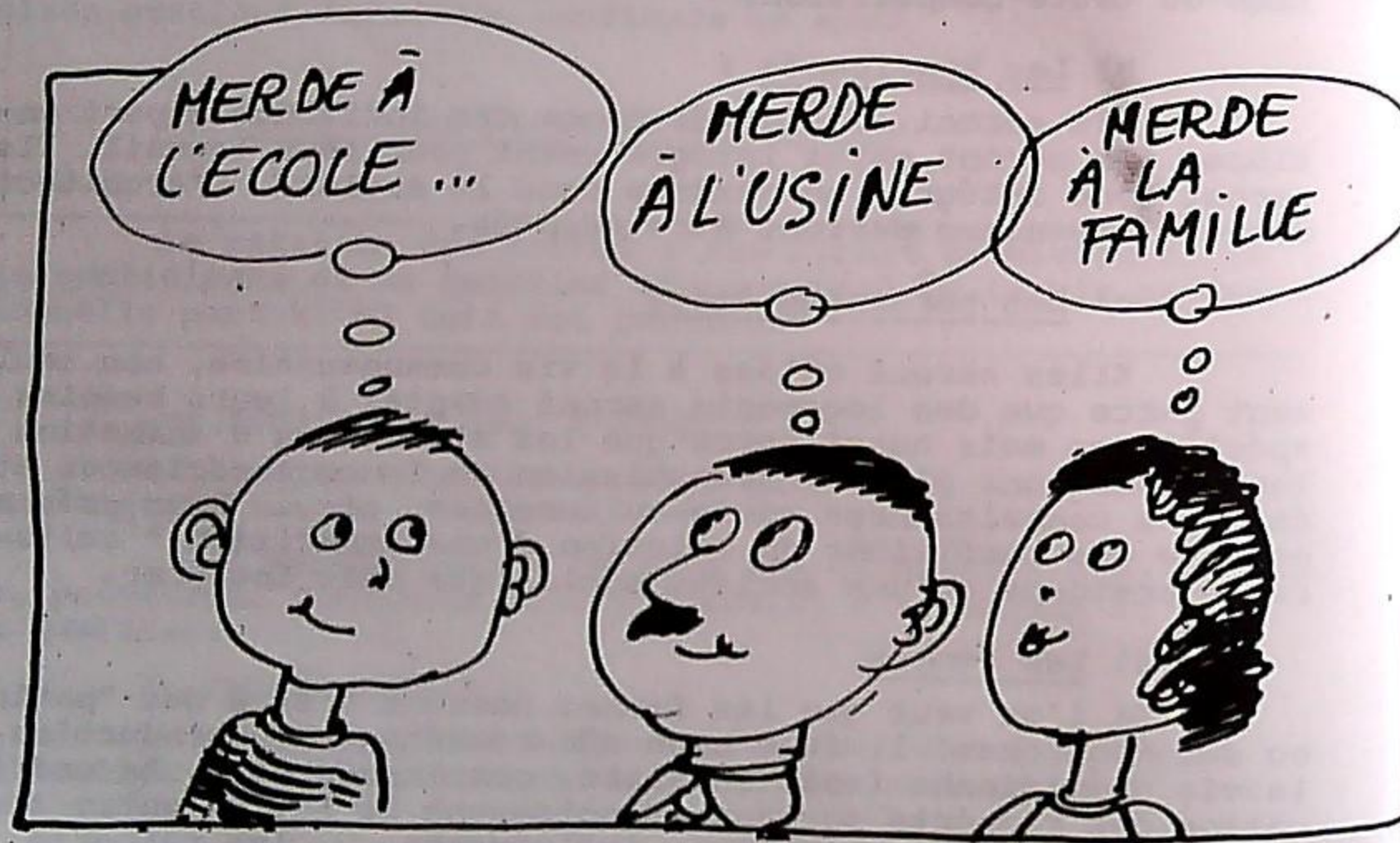
#### d) Les femmes

Si l'on veut que les femmes cessent d'être des "potiches" ou des "boniches" il faut bien sûr réaménager la production et la vie quotidienne (voir chapitres correspondants). La modification des rapports sociaux et notamment la lutte contre toutes les formes de domination, influencera les rapports hommes - femmes - dans la sexualité et permettra la reconnaissance effective de l'égalité des partenaires (prise en charge commune de la contraception, pas d'oubli de l'autre dans les rapports sexuels).

## CONCLUSION

Il n'y aura pas de modification des rapports hommes - femmes - enfants, sans la transformation profonde des conditions de travail, de logement, de vie quotidienne et donc sans changement de nature du système économique.

MAIS IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT DU TOUT SANS UNE PRISE EN CHARGE DE CES REVENDICATIONS DANS LES LUTTES, DES AUJOURD'HUI.



## Travailleurs, contrôlons l'École !

- RELIER L'ECOLE AU MONDE DU TRAVAIL
- SOUTIEN AUX EQUIPES PEDAGOGIQUES PROGRESSISTES
- POUR UNE SEULE ECOLE PUBLIQUE
- RECONNAISSANCE DE LA CULTURE POPULAIRE BRETONNE

### I - NOTRE CONCEPTION DE L'ECOLE

- Il ne s'agit pas pour nous d'améliorer les types d'enseignement actuels, mais de lutter contre la domination de classe à travers l'institution scolaire (filères officielles ou non, sections d'élite, grandes écoles, etc ....)

- En particulier, la réforme HABY trahit son idéologie profonde quand elle renforce l'autoritarisme et l'arbitraire, sous prétexte de discipline, et quand elle écarte des conseils de professeurs les représentants des élèves et des parents. Il s'agit d'affirmer le caractère souverain de la "compétence" et de rétablir des hiérarchies claires et distinctes.

- Pour nous, au contraire, les travailleurs en tant que tels doivent être étroitement associés à l'élaboration des programmes, au choix des orientations, et au contrôle de l'enseignement en général. Seule leur intervention permettra de donner à celui-ci un caractère vraiment démocratique. Le mandarinat, fût-il de "gauche" est le contraire de l'autogestion.

- Sans mésestimer l'action des associations de parents d'élèves (du moins certaines d'entre elles), nous pensons que dans le contexte social actuel, elles resteront dominées par les couches sociales déjà favorisées et sur-représentées dans les structures et la direction de l'enseignement.

Déjà, c'est par l'intermédiaire du syndicalisme du cadre de vie que des travailleurs ont pu prendre conscience du fonctionnement de l'institution scolaire : sélection, hiérarchie, exclusion des plus défavorisés, conditionnement idéologique. C'est pourquoi il faut inventer les structures permettant aux travailleurs d'exercer un véritable contrôle sur le système éducatif.

## II - LES ENSEIGNANTS

De plus en plus, le pouvoir s'efforce de renforcer l'encadrement au niveau pédagogique ; décrets sur la notion de "service fait" contre les actions sur les effectifs et contre les enseignants qui ne respectent pas strictement le programme, campagne de dénigrement contre les "enseignants-qui-font-de-la-politique", utilisation de l'inspection pour exclure ceux qui ne sont pas conformes, en s'attaquant d'abord aux plus faibles (débutants et non-titulaires).

Ayant toujours soutenu les expériences pédagogiques progressistes, nous réclamons le droit pour les éducateurs à une véritable liberté pédagogique, qui pourrait être le fruit d'une concertation entre les enseignants, les usagers du système scolaire et les organisations de travailleurs. Les occasions de cette concertation pourraient être la "pré-rentrée" annuelle, les conseils de classe, ou des réunions provoquées par l'une des parties. Cette liberté pédagogique est une des conditions pour que l'école devienne un lieu d'invention, d'imagination et de parole.

Dans la même perspective, nous soutenons les actions pour la titularisation de tous les travailleurs du système éducatif, pour une redéfinition du service qui prenne notamment en compte le temps de la concertation et de la formation permanente, et contre l'inspection sous sa forme actuelle. Pourquoi ne pas imaginer des "inspecteurs" élus par leurs collègues, qui auraient un rôle d'agents de liaison et de conseillers pédagogiques ?

## III - L'ECOLE EN BRETAGNE

En Bretagne, il faut lutter avec les associations culturelles, les organisations de masse, et le Front Culturel Progressiste Breton pour un statut officiel de la langue et de la culture bretonnes. L'objectif est de leur ouvrir les locaux et les horaires de l'enseignement public (écoles bilingues, inclusion dans les programmes, etc).

En attendant, les tentatives de création d'écoles bretonnes ou bilingues (Diwan) doivent être soutenues, car elles constituent actuellement une étape dans la lutte du peuple breton pour défendre sa culture. Bien entendu, elles doivent être conçues comme la préfiguration de ce qui existerait dans un système scolaire public, laïque, et autogestionnaire.

VIVRE AU PAYS , C'EST AUSSI AVOIR LA POSSIBILITE DE PARLER ET  
D'ASSUMER SA CULTURE

## IV - LE PROBLEME DE L'ECOLE PRIVEE

Par ailleurs, l'existence d'un grand nombre d'écoles catholiques en Bretagne y rend particulièrement vif le problème du secteur privé subventionné. Il est clair que cette école privée n'est qu'une version particulière de l'école capitaliste et partage beaucoup de défauts avec l'école publique. Il est clair aussi que l'influence militante de couches ou de secteurs particulièrement conservateurs ou rétrogrades s'y exerce par l'intermédiaire des APEL ; certains incidents récents (Rostrenen) ont montré comment on glisse facilement de la religion à l'ordre moral, c'est à dire à l'ordre politique. L'école privée religieuse prend le caractère d'un refuge des valeurs bourgeoises traditionnelles (enfants sages, discipline autoritaire, fausse neutralité politique); elle pourrait être demain un bastion privilégié de la résistance à la transition vers le socialisme.

Le P.S.U. préconise donc la suppression des subventions directes aux écoles privées, les droits des travailleurs à une aide sociale étant sauvegardés quel que soit leur choix scolaire. Il prévoit leur intégration dans l'enseignement public avec les mêmes objectifs généraux définis dans ce document : décentralisation, défense des diverses cultures populaires, contrôle populaire de l'institution scolaire.





Je vais à la maison



Ils sont fous ces Français !

## Quelle Culture Populaire en Bretagne ?

- DONNER LES MOYENS DE VIVRE A LA LANGUE BRETONNE
- DEVELOPPER LA CULTURE POPULAIRE

Le combat pour la culture est un combat politique, et en tant que tel est traversé par la lutte de classes. Il est donc essentiel qu'il soit pris en compte dans un programme politique.

Deux erreurs sont à éviter :

- croire que pour créer une culture populaire, il suffit de mettre à la portée des travailleurs la culture bourgeoise (donc essentiellement en ce qui nous concerne la culture française vue de Paris) ;
- accepter que la culture bretonne, qui était à l'origine orale et populaire, devienne le domaine de spécialistes coupés des travailleurs (avec le risque de l'assimiler uniquement à une conservation du passé).

### LA LANGUE BRETONNE

- Devant le danger de la poursuite de l'aliénation des bretonnants par la culture dominante (en français), priorité doit être donnée, même si cela peut paraître volontariste à la langue et à la culture bretonnes, menacées de disparition totale. Un excès apparent en faveur de la langue bretonne ne compenserait que partiellement la persécution dont elle a été l'objet depuis si longtemps.

- Mais par ailleurs, il est important de ne pas exclure d'office tous ceux (nombreux) qui, bien que non bretonnants, souhaitent participer à la culture bretonne. N'est-ce d'ailleurs pas le meilleur moyen de les amener à l'étude du breton ?

Il est évident que la culture du pays gallo fait partie de la culture populaire bretonne et doit pouvoir s'exprimer.

### CULTURE POPULAIRE / CULTURE BRETONNE

Pour nous, au P.S.U., il n'y a pas contradiction entre la culture bretonne (qui ne doit pas être un retour en arrière) et une culture populaire.

Il est vrai qu'une culture bretonne ne peut nous intéresser que si elle est populaire (et non purement intellectuelle).

Le problème se pose partout de la même façon dans l'hexagone où les conditions de travail et de vie provoquent l'aliénation des travailleurs auxquels on offre seulement :

. dans le cas le plus fréquent, une culture faussement populaire de consommation (chanteurs à succès, jeux de la radio et de la télé, etc) ,

. dans le "meilleur cas" (?), le modèle d'une culture qui leur est étrangère, faite pour et par la bourgeoisie.

Mais dans les pays de minorités nationales, une possibilité est offerte aux travailleurs de retrouver une culture particulière déjà existante (et appuyée sur la langue). C'est ce qui se passe en Bretagne.

Le problème n'est donc pas de choisir entre une culture populaire et la culture bretonne, mais de chercher comment développer une culture à la fois bretonne et populaire (en s'appuyant prioritairement, mais sans exclusive, sur la langue bretonne).

La langue et la culture bretonnes ont toujours appartenu aux classes populaires en Bretagne, c'est ainsi qu'elle a pu refléter parfois leur aliénation. Elles doivent continuer à leur appartenir et refléter aujourd'hui leurs luttes et leurs espoirs et aider concrètement à leur libération.

#### NOS PROPOSITIONS

C'est pourquoi le P.S.U. est engagé avec les mouvements culturels et progressistes bretons (Ar Falz, PS, UDB, Skol an Emsav) dans le Front Culturel Progressiste Breton.

C'est pourquoi également il soutient les organisations comme Rodio-Télé Brezhoneg et Diwan.

C'est aussi pourquoi la Fédération Bretonne du P.S.U. exigerait en cas de gouvernement de gauche l'application des mesures suivantes :

##### . Administration

- fin du découpage arbitraire et réintégration de la Loire-Atlantique ,
- disparition des départements et remplacement par les pays ,
- reconnaissance du breton comme langue officielle avec le français ,
- droit à l'utilisation écrite et orale du breton dans la vie économique et administrative, avec notamment en Basse-Bretagne présence d'au moins un bretonnant dans chaque organisme public,
- bilinguisme des noms de lieux.

##### . Ecole

- introduction à tous les niveaux scolaires de l'étude facultative de la langue et de la culture bretonnes ,
- formation pédagogique de professeurs de breton, avec création d'une licence d'enseignement ,
- soutien et financement d'écoles publiques entièrement en langue bretonne ,
- introduction de l'étude facultative de la culture gallo ,
- possibilité pour les travailleurs bretonnants de devenir eux-mêmes formateurs.

##### . Radio-télé, animation culturelle

- une chaîne de télé régionale axée sur la langue et la culture bretonnes,
- une radio bilingue 50% français, 50% breton ,
- moyens financiers pour un théâtre et un cinéma en breton ou en gallo ,
- financement des centres ou instituts culturels bretons.

Cet ensemble de mesures n'est pas limitatif, et n'est pas non plus découpable en tranches. Elles ne peuvent être efficaces et cohérentes que si elles forment un tout applicable simultanément.

# Pour une Défense Populaire

- NON AU NUCLEAIRE CIVIL ET MILITAIRE
- LIBERTES SYNDICALES POUR LES MILITAIRES
- UNE POLITIQUE DE DEFENSE NEUTRALISTE
- UNE ARMEE SOUS LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS

## I - UNE ARMEE NUCLEARISEE , AU SERVICE DU CAPITAL

### I) L'armée actuelle et son rôle

#### a) L'image de marque que l'armée veut se donner :

- Une armée qui se veut ouverte , prête au dialogue et se pliant au choix démocratique de la nation (opération portes ouvertes, soi-disant information pour les jeunes, sur les lieux publics et surtout dans les écoles ...)

- En réalité elle reste une caste de spécialistes où toutes les décisions importantes concernant la défense sont prises par le pouvoir sans consultation.

- Une armée qui se veut libérale (petites mesures de libéralisation : sortie en civil, très légère augmentation de la solde, simulacre de participation à certaines décisions par l'intermédiaire de délégués nommés d'office par la hiérarchie...)

Ces mesures bien que très limitées, sont le premier fruit de la lutte des soldats. Parallèlement, elle intensifie sa répression contre ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, réclament les droits démocratiques élémentaires tels la liberté d'association, d'information (plus d'une dizaine de journaux sont encore interdits), d'expression et d'objection. Cette répression se manifeste notamment par l'emprisonnement de soldats (Dinan-Brest...) et par de nombreux procès d'insoumis (Rennes, etc...)

- Une armée qui se veut égalitaire : d'après le pouvoir, le Service National obligatoire est l'occasion d'un brassage social où les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous. En fait, les privilèges subsistent : 1/3 de la population n'effectue pas de service national. Au sein de l'armée, les séparations classe ouvrière - classe bourgeoise , exécutants-compétents sont accentuées (lieu d'affectation et position dans la

hiérarchie), aggravation aussi des inégalités sociales (un an de service est proportionnellement plus coûteux pour un fils d'ouvrier que pour un fils de bourgeois).

## b) les véritables rôles de l'armée conventionnelle

### - Rôle idéologique

Après l'école, l'armée poursuit le but de faire accepter par les appelés, les règles du système capitaliste (division des tâches, spécialisation, soumission à la hiérarchie). Pour mener à bien cette tâche, l'un des instruments favoris est l'appel au patriotisme. Cette notion fait croire à l'existence d'intérêts communs entre couches sociales.

Un autre élément est l'appel à la lutte contre l'ennemi intérieur et contre les pays socialistes (voir les thèmes de manoeuvres).

### - Rôle de soutien au patronat

L'armée constitue une réserve de main d'oeuvre à la disposition du patronat en cas de conflits sociaux (éboueurs, aiguilleurs du ciel, transports, travail gratuit pour des entreprises civiles ...) Elle peut assurer des tâches de maintien "de l'ordre" en cas de conflits sociaux...

### - Rôle de la militarisation de la société

Par l'intermédiaire de la Défense Opérationnelle du Territoire (D.O.T) des ordonnances de 59 permettant (en cas de besoin) la réquisition par le gouvernement des biens et des personnes, l'armée exerce un contrôle sur toutes les activités de la nation. La population peut être réquisitionnée à tout moment pour faire face à un "danger" intérieur ou extérieur. (Contrôle de la sidérurgie, des transmissions...)

### - Rôle impérialiste.

Seule la culture officielle y est reconnue et autorisée. Les cultures populaires et notamment celles des minorités nationales y sont opprimées. D'autre part, par l'intermédiaire des forces d'intervention, le pouvoir contrôle une partie des populations d'Afrique ainsi que les anciennes colonies françaises et les D.O.M. T.O.M.

### - Rôle d'intégration dans le capitalisme international

Par sa stratégie d'alliances, le pouvoir place la France dans le camp des forces impérialistes (OTAN, Alliance Atlantique Européenne).

## c) La force de dissuasion nucléaire

En complément de l'armée traditionnelle, le pouvoir a décidé de s'orienter de plus en plus vers l'arme atomique. Le fait que cette arme soit tournée exclusivement vers l'Est confirme le rôle idéologique de l'armée. De plus, son efficacité est fortement contestable si on la compare au système de défense des "super-grands" et son utilisation le serait aussi car la perspective d'utilisation d'une telle arme impliquerait la destruction totale du pays. D'autre part, par ce choix, le pouvoir contribue à la prolifération au niveau mondial des armes nucléaires (Afrique du Sud et Iran par exemple). Enfin la droite a parfaitement compris que les techniques les plus lourdes, par la concentration de puissance, la rigidité de fonctionnement et l'unité de commandement qu'elles exigent, facilite la domination d'une élite sur la masse, et de l'appareil d'état sur la société, et nécessite un système fortement centralisé.

## 2. La situation bretonne

La Bretagne connaît une très forte concentration de camps militaires (environ 150). Un très grand nombre d'entre eux sont des régiments de première intervention, préparés par un embrigadement et un entraînement intense à intervenir aussi bien dans les "ex-colonies" françaises (exemple Dinan à Djibouti et la Lande D'Ouée à la Réunion récemment) et les D.O.M.-T.O.M., que sur le territoire Breton et Métropolitain. La présence des sous-marins atomiques dans la rade de Brest prédispose la Bretagne à être considérée comme l'un des tout premiers points "stratégiques" en cas de conflit.

Le choix gouvernemental d'une "vocation" touristique et militaire a bloqué son développement économique. L'armée n'a jamais fourni d'emplois productifs mais au contraire, par l'occupation des sols et par l'expropriation des agriculteurs, elle en a supprimé.

Face à cette situation, un certain nombre de luttes se sont développées. Les paysans se sont organisés pour s'opposer à l'implantation et à l'extension des camps militaires (Ty Vougeret). Parallèlement, la lutte s'est organisée à l'intérieur des casernes : l'appel des cent a recueilli de très nombreuses signatures en Bretagne, un certain nombre de comités de soldats et de marins ("Tonnerre de Brest") se sont créés et ont une activité importante dans les casernes Bretonnes (Brest - Dinan - Lorient - Rennes ...)

## II - NOS PROPOSITIONS

### I) La période de transition

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS NE PEUT IGNORER L'APPAREIL D'ETAT QU'EST L'ARMEE, pas plus qu'elle ne peut l'abandonner aux spécialistes. Le problème de l'amélioration du rapport de forces global ne passe pas à côté de l'armée: il doit au contraire la traverser au maximum pour que soit engagé un processus visant :

à briser le ghetto militaire: mettre fin aux privilèges exorbitants dont jouit l'armée (elle possède sa propre "justice" sa propre "médecine", elle contrôle l'appareil productif, les télécommunications, les renseignements...). C'est ce à quoi visent les luttes des soldats pour la démocratisation de l'armée et pour la constitution d'un syndicat de soldats lié au mouvement ouvrier

à exploiter les contradictions internes : notamment au sein des militaires de carrière.

#### a) Les moyens constitutionnels et légaux

- retrait au Président de la République des pouvoirs militaires que lui confie la constitution actuelle ;

- abrogation des ordonnances de 59 ;

- dissolution des T.P.F.A. et de la Cour de Sécurité de l'Etat ;

- l'armée relève du droit commun pour tout ce qui concerne ses relations avec les civils ;

- clause de conscience permettant à un militaire de refuser une mission, interdiction de toute détention sans procédure judiciaire, défense assurée pour tout militaire ...

- droit à la possibilité de résiliation de l'engagement.

- extension du droit à l'objection de conscience (qui pourra être choisie à tout moment) : les objecteurs pourront faire un service civil (de durée égale) choisi par eux.

#### b) Ouverture sur le monde des travailleurs

##### Le contrôle populaire sur l'armée

Le contrôle populaire est exercé par les travailleurs, organisés sur les lieux de production et dans les quartiers, liés

aux organisations que se donnent les soldats. C'est le sens des luttes pour les droits démocratiques au sein de l'armée.

• Liberté syndicale pour les militaires : pour éviter un tournement réactionnaire de cette liberté et créer un embryon de contrôle sur l'armée, les sections devront être reconnues par au moins une des instances régionales des grandes organisations syndicales reconnues comme représentatives au niveau national.

- Solde décente (SMIC?). Indemnité de réinsertion dans la vie civile pour tout appelé.

- Création dans chaque unité d'une structure de contrôle (élue de soldats sur les conditions de vie, l'hygiène et la sécurité (possibilité de coordination).

- Liberté d'information, d'expression et d'organisation.

• Maintien de la conscription et réduction du service militaire à 6 mois

- libre choix du lieu et de la date d'incorporation ,

- droit pour le contingent à une réelle formation militaire (notamment en matière d'autodéfense) ,

- contrôle syndical sur le thème des manoeuvres (interdiction des manoeuvres consistant en la poursuite d'un ennemi intérieur

- introduction du contingent dans les corps d'"élite" pour éviter la coupure totale avec la population (services d'infrastructures, de ravitaillement, d'entretien, de communications ...)

- nationalisation sous contrôle ouvrier des usines d'armement.

• Moratoire sur tous les projets d'acquisition de terrain par l'armée.

• Dissolution de la gendarmerie mobile et de la légion étrangère.

#### c) Une politique de défense "neutraliste"

Parallèlement il faut rejeter la force de frappe nucléaire sous quelque forme que ce soit, exiger l'arrêt immédiat de toutes les expériences nucléaires, et aussi la suppression des armes bactériologiques.

D'autre part, il faut rompre avec le système d'alliance du capitalisme international, et rechercher une coopération avec les pays en rupture avec l'impérialisme et en lutte contre la bourgeoisie (convergence d'intérêts entre les peuples breton et saharoui par exemple).



## 2) Notre projet de défense populaire

Notre objectif est d'arriver à la suppression de l'armée en tant qu'institution, et de permettre UNE PRISE EN CHARGE COLLECTIVE par l'ensemble des travailleurs des problèmes de défense.

Cette prise en charge pourra se faire de différentes manières. A ce titre un large débat démocratique s'avère nécessaire entre les différentes options, et compte-tenu de la situation :

- stratégie "non violente" organisée et massive (Norvège)
- milices populaires (petites unités au niveau des entreprises et des quartiers composées et contrôlées par les travailleurs et les habitants)

Le but de cette défense serait de préserver les acquis des conquêtes démocratiques et ouvrières contre les tentatives de reprise en main de la bourgeoisie nationale et internationale.



La bombe de gauche ...

L'impression de la Plateforme Autogestionnaire Bretonne est due à l'Imprimerie Fédérale du P.S.U. de MORLAIX.

La D.P.B. tient à remercier tous les camarades qui y ont participé.

Supplément au Combat Socialiste n° 852

